

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ESSAIS SUR L'EFFICACITÉ DE L'AIDE INTERNATIONALE

THÈSE
PRÉSENTÉE COMME
EXIGENCE PARTIELLE DU
DOCTORAT EN ÉCONOMIQUE

PAR
NDACK KANE

JANVIER 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je dédie cette thèse à mon époux, Boubacar Coulibaly. Je n'aurai jamais pu l'achever sans ses conseils, sans son soutien.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	i
LISTE DES TABLEAUX	iii
LISTE DES FIGURES	v
RÉSUMÉ	vi
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
1 SUR LES DÉTERMINANTS DE L'AIDE HUMANITAIRE	8
1.1 Introduction	9
1.2 Méthodologie	10
1.2.1 Les données	11
1.2.2 Statistiques descriptives	13
1.2.2.1 Aide humanitaire bilatérale per capita	13
1.2.2.2 Aide humanitaire privée per capita	24
1.2.3 Estimations empiriques et résultats	27
1.2.3.1 Aide humanitaire bilatérale: les résultats	29
1.2.3.2 Aide humanitaire privée: les résultats	32
1.2.3.3 Analyse de l'impact de la catastrophe	35
1.3 Conclusion	38
2 LE PARADOXE DE LA COORDINATION	39
2.1 Introduction	39
2.2 Méthodologie	44
2.2.1 Données	45
2.2.2 Statistiques descriptives	46
2.2.3 Estimations empiriques et résultats	51
2.3 Conclusion	67
3 SUR QUELLE BASE AIDER ?	68
3.1 Introduction	68
3.2 Le modèle de base	70

3.2.1	L'aide basée sur l'intrant	73
3.2.2	L'aide basée sur le résultat	77
3.2.3	Comparaison des deux types de contrat	80
3.3	Extensions possibles	81
3.3.1	L'aide est fournie sur de multiples périodes	82
3.3.2	Il y a plus plusieurs secteurs	82
3.3.3	Il y a des donateurs multiples	83
3.4	Conclusion	83
CONCLUSION GÉNÉRALE		85
A ANNEXE: SUR LES DÉTERMINANTS DE L'AIDE HUMANI- TAIRE		89
A.1	Sources des données et liste des donateurs	89
A.2	Statistiques descriptives - Corrélations	92
B ANNEXE: LE PARADOXE DE LA COORDINATION		95
B.1	Liste des donateurs et allocation géographique	95
B.2	Allocation inter-sectorielle - Figures	97
B.3	Aperçu de la base de données	103
BIBLIOGRAPHIE		106

LISTE DES TABLEAUX

1.1	Distribution des engagements signés d'aide bilatérale (en millions de US\$)	14
1.2	Distribution des engagements signés d'aide bilatérale (en %)	15
1.3	Distribution des contributions payées d'aide bilatérale (en millions de US\$)	17
1.4	Distribution des contributions payées d'aide bilatérale (en %)	18
1.5	Distribution de l'aide bilatérale par donateur (en millions de US\$)	20
1.6	Distribution du PIB par donateur (en millions de US\$)	21
1.7	Distribution de l'aide bilatérale per capita par donateur (en US\$)	22
1.8	Distribution des engagements signés d'aide privée (en millions de US\$)	23
1.9	Distribution des engagements signés d'aide privée (en %)	24
1.10	Distribution des contributions payées d'aide privée (en millions de US\$)	25
1.11	Distribution des contributions payées d'aide privée (en %)	26
1.12	Estimations: Variable dépendante: Log de l'aide humanitaire bilatérale de 2000 à 2005	31
1.13	Estimations: Variable dépendante: Log de l'aide humanitaire privée de 2000 à 2005	33
1.14	Estimations-Impact: Variable dépendante: Log de l'aide humanitaire bilatérale de 2000 à 2005	36
1.15	Estimations-Impact: Variable dépendante: Log de l'aide humanitaire privée de 2000 à 2005	37
2.1	Distribution de l'aide par donateur (en %)	46
2.2	Allocation sectorielle de l'aide totale émise (sauf par la BM) (en \$US)	49
2.3	Allocation sectorielle de l'aide totale émise (sauf par la BM) (en %)	50
2.4	Allocation sectorielle de l'aide émise par la Banque Mondiale (en \$US)	54
2.5	Allocation sectorielle de l'aide émise par la Banque Mondiale (en %)	55
2.6	Allocation sectorielle de l'aide émise par les États-Unis (en \$US)	56
2.7	Allocation sectorielle de l'aide émise par les États-Unis (en %)	57
2.8	Allocation sectorielle de l'aide émise par le Japon (en \$US)	58
2.9	Allocation sectorielle de l'aide émise par le Japon (en %)	59
2.10	Changement allocatif (sauf par la BM) dans le temps (en %)	61
2.11	Changement allocatif de la Banque Mondiale dans le temps (en %)	62
2.12	Corrélations entre les allocations sectorielles des donateurs dominants et celle des autres donateurs	64

2.13 Estimations: Variable dépendante: Aide sectorielle de 1973 à 2004	65
3.1 Incertitude sur l'observation de l'effort	72
3.2 Incertitude sur le lien entre effort et résultat	72
A.1 Source des données	89
A.2 Sites web des sources des données	90
A.3 Liste des donateurs	91
A.4 Corrélations de l'aide bilatérale d'urgence avec les autres variables	92
A.5 Corrélations de l'aide privée d'urgence avec les autres variables	93
B.1 Liste des donateurs	95
B.2 Allocation géographique de l'aide totale émise (sauf par la BM) (en %) . . .	96
B.3 Allocation géographique de l'aide émise par la BM (en %)	96
B.4 Aperçu de la base de données	104
B.5 Aperçu de la base de données (suite)	105

LISTE DES FIGURES

2.1	Évolution des engagements	48
B.1	Allocation au secteur Éducation entre 1973 et 2004	97
B.2	Allocation au secteur Santé/Population entre 1973 et 2004	98
B.3	Allocation au secteur Eau/Assainissement entre 1973 et 2004	98
B.4	Allocation au secteur Gouvernement/Sécurité entre 1973 et 2004	99
B.5	Allocation au secteur Infrastructure entre 1973 et 2004	99
B.6	Allocation au secteur Transport entre 1973 et 2004	100
B.7	Allocation au secteur Énergie entre 1973 et 2004	100
B.8	Allocation au secteur Agriculture/Forêt/Pêche entre 1973 et 2004	101
B.9	Allocation au secteur Industries/Mines/Construction entre 1973 et 2004 . .	101
B.10	Allocation au secteur Aide Alimentaire pour le Dév. entre 1973 et 2004 . .	102

RÉSUMÉ

Cette thèse propose trois essais sur le thème de l'efficacité de l'aide internationale. Le premier chapitre se concentre sur un secteur particulier des donations: l'aide humanitaire. Après une présentation des faits stylisés dans ce secteur, nous partons à la recherche des déterminants de l'aide humanitaire envers les populations victimes de désastres naturels ou de catastrophes dues à la main de l'homme. Puis le second chapitre se questionne sur l'existence et la nature de la coordination entre les donateurs dans l'allocation inter-sectorielle de l'aide. Enfin, le troisième chapitre propose une remise en question de l'aide basée sur les résultats.

Dans le premier volet de la thèse, notre principale question de recherche est la suivante: les donateurs d'aide d'urgence se comportent-ils différemment lorsqu'une catastrophe est de type naturel de lorsqu'elle est causée par la main de l'homme ? Nous analysons le cas de deux types de donateurs : d'abord les gouvernements, ensuite les individus et organismes privés. Les résultats de nos estimations empiriques montrent qu'au niveau des gouvernements donateurs, les montants des dons sont significativement plus élevés lors des urgences complexes (crise du Darfour) que lors des catastrophes naturelles, et même lors des urgences non complexes (crise alimentaire en Afrique de l'Est). Quant à l'aide humanitaire privée, elle est relativement plus importante dans le cas de désastres naturels indépendants de la volonté humaine.

Dans le second volet, nous partons du résultat suivant de la littérature: l'allocation inter-sectorielle de l'aide étrangère ne reflète généralement pas les besoins du bénéficiaire et il y a un manque de coordination entre les donateurs. En analysant cette allocation, nous remarquons que les donateurs seraient bel et bien coordonnés, même si cela n'est pas dans un sens d'efficacité. Pour quelle(s) raison(s) ? Nous ne savons pas. Nous remarquons simplement qu'ils favorisent en majorité un secteur ou un groupe de secteurs spécifiques pendant quelques années, pour ensuite passer à un nouveau groupe pour une autre période de temps, délaissant ainsi les anciens secteurs privilégiés pour les nouveaux. Nos estimations empiriques confirment cette similitude dans les choix sectoriels des donateurs d'aide étrangère.

Dans le troisième et dernier volet, nous nous penchons sur les conditions sous lesquelles l'aide fondée sur des résultats tels que la réduction de la mortalité infantile ou le nombre d'enfants ayant complété l'école primaire, conduirait à de meilleurs résultats que l'aide fondée sur des «intrants» traditionnels financés par les donateurs comme les réformes politiques ou le nombre d'écoles construites. La question est pertinente au vu de la popularité actuelle de l'aide basée sur les résultats depuis la désillusion de la conditionnalité ex-ante traditionnelle. Notre modèle théorique remet en question cette popularité.

Introduction générale

Le vingtième siècle a été un tournant important dans les relations entre les peuples et les nations. Créée en 1919 pour préserver la paix en Europe, la Société Des Nations (SDN) a été la première organisation moderne à caractère international. Elle a été remplacée en 1945 par l'Organisation des Nations Unies (ONU). Depuis, toute grande crise politique ou économique qui frappe une région du monde est en partie gérée de façon multilatérale par les différents gouvernements membres des organisations internationales.

Parallèlement à l'évolution de ces relations institutionnelles entre les États, les relations entre les populations d'origine diverses se sont aussi développées de manière substantielle, grâce notamment aux avancées technologiques. Ces dernières ont facilité aussi bien la mobilité des biens de consommation que celle des facteurs de production tels que le travail et le capital, en réduisant les coûts de transaction et de migration. Il est aussi important de noter la fulgurante mobilité de l'information depuis quelques décennies.

Soutenue aux lendemains de la Seconde Guerre Mondiale par l'installation de la Guerre Froide, c'est sur le terreau des expériences coloniales (Uma Kothari, 2005) et dans un contexte nouveau d'institutions politiques et économiques internationales, qu'a germé la structure de l'aide étrangère des pays industrialisés vers les pays en développement telle que nous la connaissons aujourd'hui. Dans notre thèse, nous analysons l'efficacité de cette aide étrangère dans l'assistance des plus démunis.

Le débat sur l'efficacité de l'aide étrangère a été très intense durant les cinquante dernières années et l'est encore aujourd'hui, notamment avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) (United Nations, 2008). Ces objectifs sont encore loin d'être atteints et une des principales raisons décrites est le fossé qui existe entre les promesses des donateurs et la réalité des montants d'aide effectivement reçus par les pays bénéficiaires (Birdsall et Vaishnav, 2005). Le rapport de 2005 sur le Projet du Millénaire des Nations Unies (abrité au sein du PNUD et dirigé par le professeur Jeffrey Sachs) a lancé un appel à tous les donateurs pour une augmentation substantielle de

l'aide étrangère, dans le but de réduire ce fossé. Mais si l'aide ne peut pas être fortement augmentée, est-il alors possible d'utiliser plus efficacement les montants obtenus ? Cette thèse propose trois essais sur le thème de l'efficacité de l'aide.

Le premier chapitre de la thèse traite des déterminants de l'aide humanitaire envers les populations victimes de désastres naturels ou de catastrophes dues à la main de l'homme; le second chapitre questionne l'existence et la nature de la coordination entre les donateurs dans l'allocation inter-sectorielle de l'aide; et le troisième chapitre remet en question la popularité actuelle de l'aide basée sur les résultats.

Dans le cadre du don privé, pourquoi un Canadien par exemple chercherait-il à aider les habitants d'un village situé dans un autre pays que le sien, voire même dans un autre continent ? Pourquoi les dons humanitaires recueillis pour le Tsunami de décembre 2004 sont-ils plus importants que ceux recueillis actuellement pour la crise humanitaire au Darfour ? Face à une nouvelle urgence, les gouvernements des pays donateurs se mobilisent volontairement eux aussi pour répondre aux appels de détresse qui leur sont lancés. Pourquoi un gouvernement se départit-il d'une partie de son budget pour en faire don dans un autre pays ? Voilà les questions de recherche que nous étudions dans le premier chapitre de la thèse.

Le second chapitre porte sur l'existence d'une coordination des donateurs dans l'allocation inter-sectorielle de l'aide. La littérature observe que cette allocation ne reflète pas les besoins du bénéficiaire et suppose donc un manque de coordination (Kasuga, 2008). Mais n'existe-t-il pas une forme de coordination bien précise qui participerait elle-même au manque d'efficacité ? Nous tentons de répondre à cette question en analysant cette allocation inter-sectorielle de l'aide dans le temps.

Dans le troisième et dernier chapitre de la thèse, nous nous penchons sur les conditions sous lesquelles l'aide fondée sur des résultats tels que la réduction de la mortalité infantile (Grootaert et Kanbur, 1995), ou le nombre d'enfants ayant complété l'école primaire (Birdsall et Vaishnav, 2005; Eifert et Gelb, 2005), conduirait à de meilleurs résultats que l'aide fondée sur des «intrants» traditionnels financés par les donateurs comme les réformes politiques ou le nombre d'écoles construites. La question est pertinente au vu de la popularité actuelle de l'aide basée sur les résultats depuis la désillusion de la conditionnalité ex-ante traditionnelle. Cette popularité est-elle légitime ? C'est ce que nous allons examiner.

Comment notre thèse s'insère-t-elle au sein de la littérature sur l'efficacité de l'aide? Présentons d'abord cette dernière.

La littérature sur l'efficacité de l'aide étrangère est très étendue. Elle présente deux types de résultats opposés : il y a d'une part des auteurs qui trouvent que selon la

majeure partie de la recherche publiée depuis la fin des années 90, l'aide internationale a été efficace dans l'ensemble (Dalgaard, Hansen et Tarp, 2004; McGillivray et al., 2005) et d'autres qui ont conclu que la littérature sur l'efficacité de l'aide a failli à établir que celle-ci fonctionne (Doucouliagos et Paldam, 2005). Il y a notamment Easterly (2005) qui énumère une «kyrielle de ratés» en se référant au rapport sur les Objectifs du Millénium pour le développement (OMDs) présentés par le Secrétaire Général des Nations Unies au Sommet Mondial des Nations Unies en Septembre 2005 (UN, 2005).

Quelles sont les approches de cette littérature qui aboutit à des résultats aussi divers ? Dans les études sur l'efficacité de l'aide étrangère, les auteurs ont surtout cherché à savoir quelles sont les conditions dans lesquelles l'aide a un impact positif sur la croissance. Le sujet a été traité suivant deux principales approches: une qui analyse la situation du côté du pays récipiendaire et une qui l'analyse du côté du pays donateur. Nous allons d'abord passer en revue la première approche qui examine quelles caractéristiques le pays récipiendaire doit avoir pour que l'aide ait un impact positif sur la croissance.

Les premières estimations sur l'efficacité de l'aide ont été faites en utilisant la régression en coupe transversale avec la croissance comme variable à expliquée. Mais selon Headey (2005), la régression en coupe transversale n'est pas une méthode appropriée pour tester les effets d'un large éventail de déterminants potentiels de la croissance. Il y a notamment le problème de l'endogénéité probable de l'aide et surtout sa propension à affecter la croissance à travers plusieurs mécanismes de transmissions différents tels les niveaux d'investissement et de consommation, les politiques macroéconomiques, les institutions, etc. (Hudson et Mosley, 2001; Gomanee, Gima et al., 2002). Aussi, du point de vue de Headey (2005), les régressions sur la croissance peuvent difficilement être utilisées pour faire des énoncés du type «l'aide a été un succès».

Par contre, il est possible de dire que l'aide a eu un impact positif sur la croissance sous telles et telles conditions. C'est ainsi que l'aide peut être efficace dans des environnements «sains» sur le plan de la politique macroéconomique (Burnside et Dollar, 2000; Collier et Dollar, 2002) et aussi dans des pays politiquement stables (Chauvet et Guillaumont, 2002; Headey, Rao et al., 2004). L'argument que ces auteurs avancent est que l'aide a plus de chance d'être investie que consommée dans de tels environnements. Selon Dalgaard, Hansen et al. (2004), l'aide est généralement efficace hors des Tropiques pour des raisons qui ne sont pas précisément connues. Les économies volatiles sont également des destinations favorables car l'aide y fait figure de tampon contre les chocs économiques au niveau macroéconomique (Chauvet et Guillaumont, 2001; Collier et Dehn, 2001; Pallage, Robe, Bérubé, 2004) et au niveau microéconomique (Guillaumont et Laajaj, 2006). De même, l'aide arrive à de bons résultats dans les économies

d'après-guerre où elle facilite la reconstruction économique générale (Collier et Hoeffler, 2002).

Cependant, ces résultats ne font pas consensus. En particulier, Hansen et Tarp (2001) et Easterly et al. (2004) trouvent que les résultats de Burnside and Dollar (2000) ne sont pas robustes. Poussant l'analyse plus loin, Miquel-Florensa (2007) explique que le résultat de Burnside and Dollar (2000), quoique controversé, laisse aux décideurs publiques une question ouverte : qu'est-ce qui peut être alors fait dans les pays qui ont de mauvaises politiques ? Comment les contrats d'aide devraient-ils s'adapter aux caractéristiques individuelles des pays pour maximiser leur efficacité ? Pour répondre à ces questions, l'auteur examine les effets différentiels entre aide conditionnée et aide non conditionnée sur la croissance. Il trouve que l'efficacité de l'aide n'est pas significativement différente pour ces deux types.

Une autre question qui est tout aussi pertinente est la suivante : quel est l'impact de l'aide sur les autres déterminants de la croissance, en particulier sur cette condition de la bonne gouvernance ? Est-ce parce que l'aide empire la qualité des politiques et des institutions que son historique fait état de rares «miracles» en matière de développement et de nombreux cas d'«échecs» ? La réponse n'est pas claire. Selon Harms et Lutz (2004), elle dépend des instruments que l'on utilise. L'effet de l'aide sur la corruption par exemple peut être positif selon certains auteurs (Knack, 2001) et négatif selon d'autres (Tavares, 2003). Le résultat selon lequel l'aide est une réussite ou un échec dépendrait beaucoup de ce que l'on attend d'elle en termes d'accomplissement.

Les difficultés rencontrés dans l'utilisation de l'aide étrangère comme outil de développement économique ne pouvant être expliquées de la seule étude des caractéristiques des pays récipiendaires, un courant de la littérature s'est penché sur la seconde approche, sur le deuxième côté de l'équation, à savoir les incitations des donateurs eux-mêmes (Svensson, 2003; Gunnar Myrdal, 1986; Harms et Lutz, 2004; Russell, 2000). Ces contributions démontrent comment les différentes politiques à travers les donateurs, comme le timing des déboursements (Casella and Eichengreen, 1996; Lahiri and Raimondos-Møller, 2004) ou le degré auquel l'aide est dirigée vers le plus pauvre (Svensson, 2000) pourraient être important pour les résultats obtenus dans les pays récipiendaires.

La première critique qui saute aux yeux dans cette approche de la littérature, c'est la prolifération de donateurs dans chaque pays récipiendaire et le manque de coordination entre eux, ce qui produit des effets adverses sur la qualité de l'aide.

Canning et Bennathan (2000) fournissent de l'évidence empirique que les infrastructures (l'électricité qui génère la capacité de production et les routes pavées) ont des rendements décroissants et sont grandement complémentaires avec le capital physique

et le capital humain. Ceci suggère que, pour rendre l'aide plus efficace, les donateurs devraient augmenter l'investissement en infrastructure mais dans les secteurs qui en ont besoin. En outre, l'allocation entre l'investissement en infrastructure et les projets pour lutter contre la pauvreté est tout aussi importante. En effet, protéger la santé publique et permettre aux gens les plus vulnérables de se couvrir aux chocs améliorent la productivité du capital. Ainsi, l'aide serait plus efficace si elle correspondait avec les priorités du bénéficiaire. En réalité, il y a trop de projets d'aide et trop de donateurs (les pays comme les agences) pour chaque pays bénéficiaire. Sans coordination parmi les donateurs, l'aide peut être mal allouée et donc se montrer inefficace.

Morss (1984) rapporte que le Représentant Résident du PNUD au Lesotho a compté 61 donateurs séparés finançant 321 projets au cours de l'année 1981, dans un pays de seulement 1.4 million de personnes. Selon Acharya et al. (2003) les bénéficiaires récents d'assistance au développement interagissent avec des douzaines de donateurs. Le nombre médian de donateurs officiels dans les pays bénéficiaires en 2000 était de 23. En 2002, il y avait 25 donateurs bilatéraux officiels, 19 donateurs multilatéraux officiels, et environ 350 ONGs internationales opérant au Vietnam - où l'aide en termes de part de PIB est en fait plus faible que dans la majeure partie de l'Afrique - qui représentent plus de 8000 projets de développement.

Knack et Rahman (2007) font par exemple remarquer que les bénéficiaires du Plan Marshall avaient affaire à un unique donateur, contrairement aux douzaines d'agences bilatérales et multilatérales et aux centaines d'ONGs dans le «business» de l'aide aujourd'hui. De plus, l'aide du Plan Marshall, «le programme d'ajustement structurel le plus réussi de l'histoire» (De Long and Eichengreen, 1993), n'était pas déboursée sous la forme de centaines de projets gérés par des donateurs séparés dans chaque pays bénéficiaire. De même, les «success stories» de l'aide étrangère à Taiwan, au Botswana et en Corée ont aussi été attribuées en partie à la présence d'un unique donateur dominant (Brautigam, 2000; Azam, Devarajan, et O'Connell, 2002).

Pourquoi l'aide pourrait-elle être plus efficace en provenant d'un unique donateur dominant ? Parce que dans un pays bénéficiaire avec plusieurs donateurs, chacun responsable pour seulement une petite part de l'assistance au développement, la responsabilité pour le succès et la défaite est diffuse, et tout donateur aura rarement grand intérêt au développement économique et social du pays (Knack et Rahman, 2007).

La seconde principale critique que la littérature fait sur les pays donateurs réside dans leurs motivations lorsqu'ils décident d'octroyer de l'aide. Ainsi, selon Collier et Dollar (2002), l'allocation présente de l'aide sort 10 millions de personnes de la pauvreté annuellement, tandis qu'une allocation efficace en matière de pauvreté aurait doublé

l'effet de l'aide sur la croissance et la pauvreté. Ainsi, en accord avec cette évidence, l'efficacité de l'aide devrait être meilleure si les donateurs amélioraient leur allocation entre pays récipiendaires vers ceux qui sont pauvres et qui ont de bonnes politiques et de bonnes institutions. L'étude d'Headey (2005) montre ainsi que les motivations de l'aide bilatérale sont différentes de celles de l'aide multilatérale plus orientées vers la lutte contre la pauvreté. En testant l'effet des flux d'aide retardés sur la croissance, l'auteur trouve que les flux d'aide multilatéraux ont deux fois plus d'effet que les flux d'aide bilatéraux. Il trouve en outre que l'hétérogénéité de l'aide bilatérale est expliquée par le degré auquel ces flux sont stratégiquement motivés. Et plus récemment, en introduisant des allocations d'aide endogènes dans un cadre néoclassique de croissance pour examiner l'impact macroéconomique de l'aide, Dalgaard (2008) montre que dépendamment des choix de politiques spécifiques des donateurs, les déboursements d'aide peuvent conduire à une croissance transitionnelle plus rapide, à la stagnation ou à la croissance cyclique.

En fait, plusieurs auteurs ont cherché à savoir si la l'allocation de l'aide par chaque donateur est motivée par la pauvreté ou plutôt par des intérêts géopolitiques et commerciaux. Ils trouvent en général que certains donateurs, tels que l'Association Internationale de Développement (IDA) et les pays Scandinaves (Danemark, Finlande, Norvège et Suède) ont effectivement comme déterminants principaux la pauvreté et la qualité des institutions et des politiques économiques. Cependant, il n'y a pas de consensus sur les déterminants de grands donateurs comme les États-Unis et le Japon. Ainsi, Alesina et Dollar (2000) trouvent que même s'ils ne sont pas sélectifs sur la qualité des institutions, les États-Unis sont sélectifs sur la pauvreté (en dehors des cas particuliers d'Israël et de l'Égypte). Dollar et Levin (2006) ont retenu en ce qui concerne le Japon que celui-ci n'est pas sélectif sur la pauvreté mais l'est quand même sur la qualité des institutions. Par contre, la France et les États-Unis n'étaient pas particulièrement sélectifs dans aucun des deux critères. Puis, alors que Roodman (2006) apprécie aussi les pays Scandinaves mais a une basse opinion de l'aide japonaise et américaine, Sawada et al. (2007) trouvent au Japon des motivations plutôt altruistes.

Comment trancher ? Une solution serait de partir d'une analyse plus spécifique. En effet, toutes ces études utilisent des données agrégées sur l'aide et ne tiennent pas compte des différences dans les projets d'aide. Chaque projet a son propre objectif. De plus, l'aide dans certains secteurs tels que l'alimentation, la santé et l'éducation ne contribue pas nécessairement à la croissance des revenus sur une courte période (Clemens et al., 2004). C'est ainsi que se développe récemment une analyse inter-sectorielle au sein de la littérature sur l'efficacité de l'aide.

Si nous revenons sur les sujets abordés par les trois chapitres de cette thèse, nous

observons que celle-ci s'insère dans la seconde approche de la littérature qui analyse l'efficacité de l'aide étrangère du côté du pays donateur. Nous avons choisi cette approche pour enrichir ce côté de la littérature moins étudié que l'autre. Ainsi, dans le premier chapitre, après une présentation des faits stylisés dans le secteur spécifique de l'aide humanitaire, les motivations des donateurs dans l'allocation de l'aide entre les pays récipiendaires dans ce secteur seront examinées à travers un modèle empirique tel que celui de Alesina et Dollar (2000); dans le second chapitre, nous suivrons la tendance lancée par Clemens et al. (2004) qui consiste à désagréger les flux d'aide par secteur, et ceci pour tester l'hypothèse d'une possible coordination entre donateurs dans l'allocation inter-sectorielle de l'aide; enfin, au troisième chapitre, un modèle théorique remet en question la popularité de l'aide basée sur les résultats, aide qui sous cette forme, donne plus de responsabilités au récipiendaire mais diminue aussi la part du risque supportée par le donateur.

Dans ce qui suit, nous allons présenter dans une première section les grandes lignes de notre travail de recherche sur l'aide humanitaire. Puis nous développerons le sujet sur l'allocation inter-sectorielle de l'aide dans une seconde section. Enfin, la dernière section sera consacrée au thème de l'aide basée sur les résultats versus l'aide basée sur les intrants.

CHAPITRE 1

SUR LES DÉTERMINANTS DE L'AIDE HUMANITAIRE

Résumé

Dans ce premier chapitre de la thèse, notre principale question de recherche est la suivante: les donateurs d'aide d'urgence se comportent-ils différemment lorsqu'une catastrophe est de type naturel de lorsqu'elle est causée par la main de l'homme ? Nous analysons le cas de deux types de donateurs: d'abord les gouvernements, ensuite les individus et organismes privés. Nous utilisons, dans un modèle empirique en données de panel, deux catégories de variables qui pourraient potentiellement expliquer l'allocation de l'aide entre les pays récipiendaires: il y a les variables qui mesurent des degrés d'égoïsme, reliant donc l'aide à l'intérêt personnel des donateurs, et les variables qui mesurent des degrés d'altruisme, reliant ainsi l'aide aux besoins et mérites des récipiendaires. Nos résultats montrent qu'au niveau des gouvernements donateurs, les montants des dons sont significativement plus élevés lors des urgences complexes que lors des catastrophes naturelles, et même lors des urgences non complexes. L'aide humanitaire bilatérale est donc relativement plus impotantes dans le cas des urgences complexes causées par la main de l'homme et comportant des entraves politiques et militaires. Quant à l'aide humanitaire privée, elle est relativement plus importante lors de désastres naturels indépendants de la volonté humaine. Cependant, les urgences complexes (crise du Darfour) reçoivent significativement plus de dons privés que les urgences non complexes (crise alimentaire en Afrique de l'Est).

1.1 Introduction

Dans la littérature sur l'aide internationale, la recherche s'est généralement plus étendue sur l'aide au développement que sur l'aide humanitaire, appelée aussi aide d'urgence. La principale distinction entre aide au développement et aide humanitaire est parallèle à celle qui peut être faite entre investissement et consommation. L'aide au développement est un support pour les infrastructures nécessaires à la croissance économique d'un pays qui cherche à élever son niveau de vie, tandis que l'aide d'urgence répond aux besoins immédiats de survie d'une population sinistrée.

Les organismes humanitaires ont observé que, depuis quelques années, l'aide humanitaire prend de plus en plus de place dans l'aide totale qu'ils reçoivent (Care Canada, 2005; UNICEF, 2006). Dans ce premier chapitre de la thèse, nous présentons quelques faits stylisés de ce secteur particulier de l'aide étrangère. Puis, dans nos estimations empiriques, notre principale question de recherche est la suivante: les donateurs d'aide d'urgence se comportent-ils différemment lorsqu'une catastrophe est de type naturel de lorsqu'elle est causée par la main de l'homme? Nous analysons le cas de deux types de donateurs, d'abord les gouvernements, ensuite les individus et organismes privés.

La littérature empirique sur l'aide humanitaire s'est particulièrement intéressée au cas de l'aide alimentaire. Pourquoi les pays donateurs offrent-ils de l'aide alimentaire? Apparue à l'époque du Plan Marshall, l'aide alimentaire avait comme principal objectif d'assister dans l'urgence les populations qui subissaient la famine. Mais elle a aussi très vite été utilisée comme un système d'écoulement des surplus agricoles de grands pays exportateurs (Barrett, 1998). Ces surplus sont principalement la conséquence des programmes de subventions agricoles et sont alors souvent utilisés sous forme d'aide à l'agriculture des pays pauvres (Schultz, 1960). Généralement distribuée par faibles volumes, ce type d'aide montre peu d'efficacité et peut avoir un impact négatif sur la production du pays receveur au moins à court terme (Sen, 1960; Barrett, 2001). C'est donc surtout dans l'urgence que l'aide alimentaire arrive à jouer pleinement son rôle.

Nous nous sommes aussi intéressés aux travaux empiriques sur l'aide au développement. Ceux-ci sont extrêmement nombreux et se concentrent généralement sur le comportement des donateurs. En effet, plusieurs chercheurs ont démontré l'existence de facteurs qui varient seulement chez le pays donateur, qui ne sont pas reliés au pays récipiendaire et qui affectent la réallocation de l'aide. C'est dans cette lignée que s'insère l'étude de Fleck et Kilby (2006). Les auteurs examinent le rôle des politiques domestiques américaines dans l'allocation de l'aide. Ils utilisent quatre critères d'allocation: il y a d'une part les intérêts en matière de développement du pays donateur et les ef-

forts en matière de démocratisation du pays récipiendaire; et d'autre part, l'importance stratégique ainsi que l'importance commerciale du récipiendaire pour le donateur. Les auteurs trouvent que chaque critère a une influence sur l'allocation de l'aide, mais le poids que chacun d'eux porte dépend de la composition du gouvernement américain. Anwar et Michaelowa (2006) trouvent eux aussi que les variations des flux d'aide bilatéraux sont difficiles à expliquer sur la base des objectifs officiels de développement ou sur la base des besoins du récipiendaire. Ils s'appuient sur l'exemple de l'aide américaine au Pakistan pour montrer l'importance du lobbying ethnique et la pertinence des intérêts économiques des pays donateurs dans l'allocation de l'aide.

Un article majeur de la littérature sur ces distorsions dans l'allocation de l'aide étrangère est celui d'Alesina et Dollar (2000). Les auteurs se sont concentrés plus spécifiquement sur la distribution géographique des flux d'aide bilatérale rapportés par le Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE. Du point de vue de l'efficacité de l'aide, chacun des «trois grands» donateurs - États-Unis, Japon, et France - a une distorsion différente : les États-Unis ont ciblé environ un tiers de leur assistance totale à l'Égypte et à Israël; l'aide du Japon est hautement corrélée avec les trajectoires de votes de l'ONU (les pays qui votent en tandem avec le Japon reçoivent plus d'assistance); et relativement à l'ensemble des pays pauvres, la France a donné plus que proportionnellement à ses anciennes colonies. Observe-t-on des résultats similaires concernant l'aide d'urgence ? Il semblerait que oui, du moins dans le cas des désastres naturels selon l'étude de Strömberg (2007).

Notre étude utilise la même méthodologie qu'Alesina et Dollar (2000). Aussi, nous tiendrons également compte de ces considérations géopolitiques et commerciales dans notre analyse qui couvre l'ensemble des urgences. Nous devons dire également que nous aurions souhaité tenir compte également de l'incidence des urgences mais nous n'avons pu avoir une mesure de l'impact des catastrophes uniquement au niveau des désastres naturels. Nos résultats empiriques doivent donc être interprétés en sachant que l'incidence des catastrophes est difficilement captée dans l'analyse.

Nos décrivons dans ce qui suit notre méthodologie.

1.2 Méthodologie

Nous utiliserons dans notre analyse un modèle empirique afin de cibler les déterminants de l'aide humanitaire. Notre objectif est d'expliquer le comportement des donateurs bilatéraux et privés sur la base des caractéristiques des pays récipiendaires (notamment les types d'urgences auxquelles ils font face, leurs niveaux de pauvreté et la qualité de

leurs institutions), ainsi que d'autres variables capturant les intérêts stratégiques des donateurs dans le cas de l'aide humanitaire bilatérale. La littérature empirique présente principalement deux catégories de variables qui pourraient potentiellement expliquer l'allocation de l'aide entre les pays récipiendaires: il y a les variables qui mesurent des degrés d'égoïsme, reliant donc l'aide à l'intérêt personnel des donateurs, et les variables qui mesurent des degrés d'altruisme, reliant ainsi l'aide aux besoins et mérites des récipiendaires. Dans cette section, nous présentons tout d'abord nos données, puis la méthodologie choisie, suivie des résultats.

1.2.1 Les données

Nos données proviennent du Financial Tracking Service (FTS), une base de données sur Internet gérée par l'«Office for the Coordination of Humanitarian Affairs» (OCHA). Les informations que nous avons recueillies se rapportent à des urgences définies par OCHA comme d'importantes crises qui demandent une réponse humanitaire immédiate. Nous nous sommes intéressés aux variables ci-dessous, accompagnées de leurs définitions telles que présentées dans le glossaire du FTS:

- L'année de l'urgence: année civile de l'apparition de l'urgence (2000, 2001, 2002, 2003, 2004 ou 2005).
- Le type d'urgence: il y en a 3:
 - l'urgence complexe: une crise humanitaire qui requiert une réponse internationale qui va au-delà du mandat ou de la capacité d'une unique agence et qui est caractérisée par: une violence, des pertes humaines et des déplacements de personnes importantes, des entraves à l'assistance humanitaire par des contraintes politiques et militaires, des risques importants en matière de sécurité pour les travailleurs humanitaires (crise du Darfour);
 - le désastre naturel: un bouleversement sérieux du fonctionnement de la société, causant des pertes très importantes humaines, matériels et environnementales qui excèdent l'habileté de la société affectée à survivre avec ses propres ressources (tsunami en Asie du Sud-Est);
 - l'urgence non-complexe: crise humanitaire non complexe autre que le désastre naturel (crise alimentaire en Afrique de l'Est).
- Le montant du don en Dollar US.

- La destination du don: pays récipiendaire. Il y en a 128.
- Le pays donateur: la consolidation provient d'un gouvernement national. Il y en a 22. Toutes les autres consolidations provenant de d'autres sources (corporations, fondations, individus, églises) sont désignées comme étant «privées».
- Le statut de la contribution: il y en a trois:
 - la contribution payée: il s'agit du paiement/transfert de fonds ou de biens de charité d'un donateur vers une organisation d'appel de fonds, qui résulte d'un engagement. La contribution payée à une année donnée correspond au déboursé partiel ou total d'un engagement antérieur;
 - l'engagement: création d'une obligation contractuelle (généralement sous la forme d'un contrat signé) regardant la consolidation entre le donateur et l'organisation d'appel de fonds;
 - la promesse: une annonce non assujettissante d'une future contribution par le donateur;
- la description de la contribution: voici, pour illustrer la description d'une contribution, trois dons du Canada en 2005 selon le type d'urgence,
 - don de 2 830 187 dollars US pour de l'aide alimentaire dans le cas d'une urgence complexe en Ouganda: «Targeted food assistance for relief and recovery of refugees, displaced persons and vulnerable groups in Uganda»;
 - don de 606 558 dollars US pour un désastre naturel en Indonésie: «Providing temporary shelter, non-food items (in particular blankets, kitchen sets, mattresses, stoves and plastic sheeting) and reconstruction of houses to those displaced by the earthquake and tsunamis in Indonesia»;
 - don de 386 179 dollars US pour une urgence non-complexe en Éthiopie: «Health and Medical for children and vulnerable population».

Nous avons ensuite codifié ces informations sous forme de chiffres. Nous nous sommes retrouvés avec un total de 36 621 observations. Puis nous avons retiré les promesses de dons pour ne retenir que les informations concernant les contributions payées et les engagements signés. Ceci nous a ramené à un total de 33 870 observations.

Dans ce panel, nous aurons donc dans nos estimations des variables dichotomiques pour les différentes années, mais également pour les différents pays donateurs, les pays récipiendaires, les types d'urgence et les statuts des contributions.

Chaque montant d'aide dans le panel correspond à ce qu'un pays donateur promet, s'engage à ou débourse à un pays récipiendaire lors d'une année spécifique. Nous travaillons donc avec un panel à trois dimensions (année x donateur x récipiendaire) pour chaque statut. Ensuite le type d'urgence est une caractéristique liée au montant d'aide.

Les sources des données ainsi que la liste des donateurs sont présentées à l'Annexe A.1. Dans la sous-section qui suit, nous donnons quelques statistiques descriptives sur l'aide bilatérale et l'aide privée telle que définies dans notre base de données.

1.2.2 Statistiques descriptives

1.2.2.1 Aide humanitaire bilatérale per capita

Les Tableaux 1.1 et 1.2 présentent les distributions des engagements signés d'aide bilatérale per capita (relativement à la population totale du pays récipiendaire) en dollar américain et en pourcentage par type d'urgence, région, cycle politique, couleur politique, langue commune et nombre d'années en tant que colonie. Le cycle politique est décrit par une variable dichotomique qui indique si l'année du don pour une urgence précède celle d'élections se déroulant dans le pays donateur (1 pour un don fait un an avant le début d'une élection; 0 sinon). Une autre variable dichotomique donne la couleur politique du pays donateur et permet de savoir si le gouvernement en place est plutôt démocratique, socialiste, à gauche ou pas pendant la période de l'étude (1 pour les pays plutôt à droite, conservateur ou sans démocratie; 0 sinon). Une troisième variable dichotomique indique si le donateur et le récipiendaire partagent une langue commune (1 pour l'utilisation d'une même langue dans les deux pays; 0 sinon). Les relations coloniales sont représentées par le nombre d'années pendant lesquelles le pays récipiendaire a été une colonie du pays donateur. Nous présentons ces variables de façon un peu plus exhaustive plus loin, dans la section des estimations empiriques (section qui suit celle-ci).

Table 1.1: Distribution des engagements signés d'aide bilatérale (en millions de US\$)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Moyenne
Type d'Urgence							
Urgence Complexe	0,71	0,23	5,46	735,20	3013,00	3816,00	1261,77
Désastre Naturel	0,05	0,21	0,50	7,99	316,30	1167,00	248,67
Urgence Non Complexe	18,68	4,64	16,63	864,60	1567,00	2193,00	777,43
Total	19,45	5,08	22,59	1607,79	4896,30	7176,00	
Région							
Afrique	16,04	0,65	17,11	767,50	1659,00	4929,00	1231,55
Moyen-Orient	.	.	1,17	531,50	191,00	187,80	227,87
Asie	3,41	4,17	0,57	109,60	681,70	1412,00	368,57
Amérique Latine	.	.	.	29,26	549,30	260,70	279,75
Océanie	.	0,10	3,37	2,03	1568,00	74,00	329,50
Europe	.	.	.	136,60	140,00	150,20	142,27
Autres	.	0,16	0,37	31,29	107,30	161,30	60,08
Total	19,45	5,08	22,59	1607,79	4896,30	7175,00	
Cycle politique							
Une année avant	19,45	4,55	21,96	1463,00	3655,00	6246,00	1901,66
Autre	.	0,53	0,62	144,70	1241,00	928,90	463,15
Total	19,45	5,08	22,59	1607,70	4896,00	7174,90	
Couleur politique							
Gauche	0,97	0,53	5,09	743,00	2080,00	2076,00	817,60
Droite	18,47	4,55	17,49	864,80	2817,00	5099,00	1470,22
Total	19,45	5,08	22,59	1607,80	4897,00	7175,00	
Langue commune							
Langues Communes	19,02	0,92	20,96	1532,00	4413,00	6393,00	2063,15
Langues Différentes	0,42	4,16	1,62	75,85	483,40	781,80	224,54
Total	0,20	0,11	0,68	116,33	232,46	288,44	

Source : OCHA – FTS.

Note : La section « Autres » dans « Région » regroupe les destinations non spécifiques.

Table 1.2: Distribution des engagements signés d'aide bilatérale (en %)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Moyenne
Type d'Urgence							
Urgence Complexe	3,66	4,57	24,18	45,73	61,54	53,18	32,14
Désastre Naturel	0,26	4,07	2,21	0,50	6,46	16,26	4,96
Urgence Non Complexe	96,08	91,36	73,62	53,77	32,00	30,56	62,90
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Région							
Afrique	82,48	12,72	75,76	47,74	33,88	68,69	53,55
Moyen-Orient	.	.	5,17	33,06	3,90	2,62	7,46
Asie	17,52	82,12	2,53	6,81	13,92	19,68	23,76
Amérique Latine	.	.	.	1,82	11,22	3,63	2,78
Océanie	.	1,97	14,90	0,13	32,02	1,03	8,34
Europe	.	.	.	8,50	2,86	2,09	2,24
Autres	.	3,19	1,64	1,95	2,19	2,25	1,87
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Cycle politique							
Une année avant	100,00	89,51	97,25	91,00	74,65	87,05	89,91
Autre	.	10,49	2,75	9,00	25,35	12,95	10,09
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Couleur politique							
Gauche	5,01	10,49	22,55	46,21	42,47	28,94	25,94
Droite	94,99	89,51	77,45	53,79	57,53	71,06	74,06
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Langue commune							
Langues Communes	97,82	18,07	92,82	95,28	90,13	89,10	80,54
Langues Différentes	2,18	81,93	7,18	4,72	9,87	10,90	19,46
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Colonie (en années)							
0	100,00	100,00	98,36	99,12	97,82	96,49	98,63
19 à 105	.	.	1,64	0,88	2,18	3,51	2,05
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Source : OCHA – FTS.

Note : La section « Autres » dans « Région » regroupe les destinations non spécifiques.

Les données nous montrent qu'entre 2000 et 2005, les donateurs ont proposé en moyenne, en millions de dollars, les montants de 1261,77 pour les urgences complexes, 248,67 pour les désastres naturels et 777,43 pour les urgences non complexes (Tableau 1.1). Ainsi, au niveau des engagements signés, les urgences complexes recevaient en moyenne la grande majorité de l'aide humanitaire bilatérale octroyée par les gouvernements pendant cette période. Nous remarquons également une augmentation soudaine de leur part dans l'aide dès 2002, avec une allocation de près de 24,18% (Tableau 1.2), un saut qui coïncide avec l'apparition de certains conflits comme la guerre en Afghanistan. Nous notons également une forte augmentation des dons vers les désastres naturels en 2005, augmentation qui coïncide quant à elle avec le tsunami en Asie du Sud-Est.

Au niveau des contributions payées, présentées dans les Tableaux 1.3 et 1.4, il est intéressant de voir qu'elles sont presque aussi importantes pour les désastres naturels que pour les urgences complexes en 2003 et plus importantes que ces dernières en 2005, même si en moyenne la part des urgences complexes domine.

Table 1.3: Distribution des contributions payées d'aide bilatérale (en millions de US\$)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Moyenne
Type d'Urgence							
Urgence Complexe	780,00	3615,00	4419,00	1528,00	26,37	11,61	1730,00
Désastre Naturel	396,40	448,20	528,60	1317,00	35,71	67,12	465,51
Urgence Non Complexe	4,52	43,18	371,20	326,00	2,23	.	149,43
Total	1180,92	4106,38	5318,80	3171,00	64,30	78,73	
Région							
Afrique	553,90	1689,00	2455,00	1466,00	30,72	11,32	1034,32
Moyen-Orient	27,98	121,20	1136,00	883,40	0,53	3,25	362,06
Asie	376,40	760,60	519,60	412,50	24,11	47,88	356,85
Amérique Latine	9,73	738,60	153,80	159,70	.	16,28	215,62
Océanie	.	4,71	21,30	11,10	4,74	.	10,46
Europe	209,00	747,90	649,30	47,37	.	.	413,39
Autres	3,93	44,53	383,60	191,90	4,20	.	125,63
Total	1180,95	4106,54	5318,60	3171,97	64,30	78,73	
Cycle politique							
Une année avant	782,10	3523,00	4804,00	1877,00	50,70	78,73	1852,59
Autre	398,80	583,80	514,60	1295,00	13,60	.	561,16
Total	1180,90	4106,80	5318,60	3172,00	64,30	78,73	
Couleur politique							
Gauche	506,60	1101,00	1995,00	977,20	23,68	72,47	779,33
Droite	674,40	3006,00	3324,00	2195,00	40,62	6,26	1541,05
Total	1181,00	4107,00	5319,00	3172,20	64,30	78,73	
Langue commune							
Langues Communes	1110,00	3544,00	4834,00	3021,00	63,36	78,70	2108,51
Langues Différentes	71,29	562,20	484,50	151,20	0,94	0,03	211,69
Total	1181,29	4106,20	5318,50	3172,20	64,30	78,73	

Source : OCHA – FTS.

Note : La section « Autres » dans « Région » regroupe les destinations non spécifiques.

Table 1.4: Distribution des contributions payées d'aide bilatérale (en %)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Moyenne
Type d'Urgence							
Urgence Complexe	66,05	88,03	83,08	48,19	41,00	14,75	56,85
Désastre Naturel	33,57	10,92	9,94	41,54	55,53	85,25	39,46
Urgence Non Complexe	0,38	1,05	6,98	10,28	3,46	.	3,69
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Région							
Afrique	46,90	41,13	46,17	46,21	47,78	14,38	40,43
Moyen-Orient	2,37	2,95	21,35	27,85	0,82	4,13	9,91
Asie	31,87	18,52	9,77	13,01	37,49	60,81	28,58
Amérique Latine	0,82	17,99	2,89	5,03	.	20,68	7,90
Océanie	.	0,11	0,40	0,35	7,37	.	1,37
Europe	17,70	18,21	12,21	1,49	.	.	8,27
Autres	0,33	1,08	7,21	6,05	6,54	.	3,54
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Cycle politique							
Une année avant	66,23	85,78	90,33	59,16	78,85	100,00	80,06
Autre	33,77	14,22	9,67	40,84	21,15	.	19,94
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Couleur politique							
Gauche	42,90	26,81	37,50	30,81	36,83	92,04	44,48
Droite	57,10	73,19	62,50	69,19	63,17	7,96	55,52
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Langue commune							
Langues Communes	6,04	13,69	9,11	4,77	1,46	0,04	5,85
Langues Différentes	93,96	86,31	90,89	95,23	98,54	99,96	94,15
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Colonie (en années)							
0	98,72	98,54	95,23	96,98	96,80	100,00	83,75
19 à 105	1,28	1,46	4,77	3,02	3,20	0,00	2,29
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Source : OCHA – FTS.

Note : La section « Autres » dans « Région » regroupe les destinations non spécifiques.

Les distributions de l'aide bilatérale par donateur sont disposées dans le Tableau 1.5. Les principaux signataires des engagements d'aide humanitaire entre 2002 et 2005 (années où nous avons le plus de données dans notre échantillon) sont les États-Unis, l'Arabie Saoudite, le Royaume-Uni, la Suisse, la Suède, l'Allemagne, le Danemark, les Pays-Bas et le Japon. En tenant compte du PIB des pays donateurs (Tableau 1.6),

la Suède, la Suisse et les Pays-Bas sont encore mieux classés. Tous ces donateurs se mobilisent le plus souvent pour des urgences qui se déclenchent en Afrique, en Asie et en Moyen-Orient (Tableaux 1.1 et 1.2). Il arrive que cette mobilisation se fasse durant l'année qui précède une élection importante (ce fut particulièrement le cas en 2002) et on observe que les gouvernements de droite sont généralement bien plus généreux que les gouvernements de gauche. Enfin, donateurs et récipiendaires partagent rarement la même langue et sont très peu liés par des relations coloniales.

Table 1.5: Distribution de l'aide bilatérale par donateur (en millions de US\$)

	2002	2003	2004	2005	Moyenne
Engagements signés					
États-Unis	15,78	119,20	2133,00	4293,00	1640,24
Arabie Saoudite	.	660,00	140,90	118,50	306,47
Royaume-Uni	0,37	28,23	355,00	470,00	213,40
Suisse	1,12	34,97	316,10	429,90	195,52
Suède	.	74,45	184,30	292,40	183,72
Allemagne	0,77	109,90	244,60	365,80	180,27
Danemark	0,59	214,00	220,90	127,80	140,82
Pays-Bas	1,09	133,30	267,20	123,30	131,22
Japon	.	57,95	227,10	56,21	113,75
Divers	2,85	175,80	806,60	898,30	470,89
Total	15,78	119,20	2133,00	4293,00	1640,24
	2000	2001	2002	2003	Moyenne
Distributions payées					
États-Unis	347,20	2298,00	2511,00	1255,00	1602,80
Japon	216,30	466,80	422,70	648,00	438,45
Royaume-Uni	74,22	280,90	471,40	320,80	286,83
Pays-Bas	63,73	212,40	250,70	182,60	177,36
Suède	56,29	157,90	176,20	120,20	127,65
Allemagne	102,50	94,63	121,60	46,59	91,33
Suisse	14,01	95,60	62,86	42,13	53,65
Danemark	37,49	35,62	116,80	0,00	47,48
Arabie Saoudite	4,68	7,21	4,59	28,21	11,17
Divers	1048,00	67540,00	203281,00	164376,00	109061,25
Total	2276,11	546543,00	587561,00	543969,00	

Source : OCHA – FTS.

Note : La liste des donateurs est en Annexe.

Table 1.6: Distribution du PIB par donateur (en millions de US\$)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Moyenne
États-Unis	9 765 000	10 080 000	10 430 000	10 950 000	11 710 000	12 460 000	10 899 167
Japon	4 746 000	4 162 000	3 971 000	4 291 000	4 623 000	4 506 000	4 383 167
Allemagne	1 900 000	1 891 000	2 022 000	2 443 000	2 741 000	2 782 000	2 296 500
Royaume-Uni		1 431 000	1 565 000	1 798 000	2 124 000	2 193 000	1 822 200
Pays-Bas	370 600	384 200	418 900	512 700	579 000	594 800	476 700
Suisse	246 000	250 300	276 600	321 800	357 500	365 900	303 017
Suède	239 600	219 700	241 600	301 600	346 400	354 100	283 833
Arabie Saoudite				214 600	250 300	309 800	258 233
Danemark	158 200	159 000	171 100	211 100	241 400	254 400	199 200

Le Tableau 1.5 dresse également la liste des contributions payées par les principaux pays donateurs. L'ordre de cette liste diffère de celle des engagements signés. Les donateurs principaux qui ont effectivement émis de l'aide sont par ordre d'importance: les États-Unis, le Japon, Le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Suède, l'Allemagne, la Suisse, le Danemark, l'Arabie Saoudite. À nouveau, la Suède, la Suisse et les Pays-Bas se classeraient mieux si on tient compte du PIB des donateurs. Les déboursés par type d'urgence, région, cycle politique, couleur politique, langue commune et nombre d'années en tant que colonie sont relativement similaires aux engagements comme le montrent les Tableaux 1.3 et 1.4.

Enfin, le Tableau 1.7 nous présente la distribution de l'aide bilatérale en tenant compte de la population des pays donateurs. Il s'agit donc de l'aide per capita. Nous observons par exemple que le citoyen suédois a proposé en moyenne 32,34\$ en 2005 en aide humanitaire à travers son gouvernement et a donné (contributions payées) en moyenne 13,40\$ en 2003. Comme lorsque l'on tient compte du PIB des pays donateurs, cette distribution offre un autre classement des donateurs. En utilisant cette mesure de l'aide, la Suisse, le Danemark et la Suède deviennent les principaux donateurs dans les engagements signés. Au niveau des contributions payées, les trois premiers sont la Suède et le Danemark à nouveau, suivi des Pays-Bas.

Table 1.7: Distribution de l'aide bilatérale per capita par donateur (en US\$)

	2002	2003	2004	2005	Moyenne
Engagements signés					
Suisse	0,16	4,84	43,66	58,98	26,91
Danemark	0,11	39,65	40,80	23,55	26,03
Suède	.	8,30	20,46	32,34	20,37
Arabie Saoudite	.	27,17	5,65	4,63	12,48
Pays-Bas	0,07	8,25	16,47	7,58	8,09
États-Unis	0,05	0,41	7,22	14,39	5,52
Royaume-Uni	0,01	0,48	5,97	7,86	3,58
Allemagne	0,01	1,33	2,96	4,43	2,18
Japon	.	0,45	1,78	0,44	0,89
Divers	0,27	25,46	87,50	134,25	61,87
Total	0,68	116,33	232,46	288,44	
	2000	2001	2002	2003	Moyenne
Contributions payées					
Suède	6,34	17,74	19,72	13,40	14,30
Danemark	7,02	6,64	21,71	.	11,79
Pays-Bas	4,01	13,29	15,60	11,31	11,05
Suisse	1,95	13,30	8,72	5,83	7,45
États-Unis	1,22	8,01	8,66	4,29	5,55
Grande-Bretagne	1,27	4,77	7,98	5,41	4,86
Japon	1,70	3,67	3,31	5,07	3,44
Allemagne	1,24	1,15	1,47	0,56	1,11
Arabie Saoudite	0,21	0,32	0,20	1,16	0,47
Divers	26,48	44,64	105,39	82,67	64,79
Total	51,45	113,51	192,77	129,71	

Source : OCHA – FTS.

Note : La liste des donateurs est en Annexe.

Table 1.8: Distribution des engagements signés d'aide privée (en millions de US\$)

	2003	2004	2005	Moyenne
Type d'Urgence				
Urgence Complexe	101,10	142,70	124,40	122,73
Désastre Naturel	2,55	66,94	440,70	170,06
Urgence Non Complexe	0,94	16,66	108,70	42,10
Total	104,59	226,30	673,80	
Région				
Afrique	32,03	43,29	422,10	165,81
Moyen-Orient	28,70	9,63	67,97	35,44
Asie	10,47	16,61	89,03	38,70
Amérique Latine	7,82	11,38	73,34	30,85
Océanie		78,38	0,10	39,24
Europe	16,69	63,97	14,37	31,68
Autres	8,89	3,01	6,90	6,27
Total	104,60	226,28	673,81	

Source : OCHA – FTS.

Note : La section « Autres » dans « Région » regroupe les destinations non spécifiques.

Table 1.9: Distribution des engagements signés d'aide privée (en %)

	2003	2004	2005	Moyenne
Type d'Urgence				
Urgence Complexe	96,45	62,39	19,11	59,32
Désastre Naturel	2,59	30,32	64,36	32,42
Urgence Non Complexe	0,96	7,28	16,53	8,26
Total	100,00	100,00	100,00	100,00
Région				
Afrique	27,70	18,33	54,99	33,67
Moyen-Orient	29,19	4,36	12,39	15,31
Asie	10,65	6,48	15,84	10,99
Amérique Latine	7,95	5,13	13,32	8,80
Océanie	.	35,51	0,02	17,76
Europe	16,97	28,98	2,62	16,19
Autres	7,54	1,21	0,84	3,19
Total	100,00	100,00	100,00	100,00

Source : OCHA – FTS.

Note : La section « Autres » dans « Région » regroupe les destinations non spécifiques.

1.2.2.2 Aide humanitaire privée per capita

Au niveau des individus et organismes privés, nous avons des données sur les engagements surtout à partir de 2003 jusqu'à 2005. Par contre pour les contributions payées nous avons des données principalement de 2000 à 2003. Nous remarquons que pour les engagements privés, les urgences complexes dominent en 2003 et 2004 pour ensuite céder la place aux désastres naturels en 2005, et ceci en direction principalement de l'Afrique, l'Océanie et l'Europe, lorsque l'on observe la moyenne sur les trois années (Tableaux 1.8 et 1.9). Puis lorsque nous passons aux contributions payées, les urgences complexes dominent de 2000 à 2002, mais les déboursés sont majoritairement faits aux désastres naturels en 2003 (Tableaux 1.10 et 1.11). Enfin, l'Afrique est de loin la région du monde qui reçoit effectivement le plus d'aide privée dans notre échantillon, quelle que soit l'année considérée.

Table 1.10: Distribution des contributions payées d'aide privée (en millions de US\$)

	2000	2001	2002	2003	Moyenne
Type d'Urgence					
Urgence Complexe	112,80	367,40	343,20	36,37	214,94
Désastre Naturel	20,64	101,10	59,64	4594,00	1193,84
Urgence Non Complexe	.	1,79	89,93	13,30	35,01
Total	133,44	470,29	492,77	4643,67	
Région					
Afrique	99,99	106,60	314,00	3157,00	919,40
Moyen-Orient	0,68	17,04	69,70	698,30	196,43
Asie	13,65	16,73	46,42	584,60	165,33
Amérique Latine	.	17,31	4,87	68,97	30,38
Océanie	.	.	1,05	0,78	0,92
Europe	19,10	295,40	53,55	42,19	102,56
Autres	.	17,17	3,21	91,94	37,44
Total	133,42	470,24	492,79	4643,78	

Source : OCHA – FTS.

Note : La section « Autres » dans « Région » regroupe les destinations non spécifiques.

Table 1.11: Distribution des contributions payées d'aide privée (en %)

	2000	2001	2002	2003	Moyenne
Type d'Urgence					
Urgence Complexe	84,53	79,05	71,50	0,74	58,95
Désastre Naturel	15,47	20,29	9,51	98,94	36,05
Urgence Non Complexe	.	0,66	18,99	0,32	6,66
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Région					
Afrique	74,94	37,61	67,06	63,64	60,81
Moyen-Orient	0,51	6,31	14,97	17,30	9,77
Asie	10,23	6,20	9,87	14,41	10,18
Amérique Latine	.	6,07	0,82	1,34	2,75
Océanie	.	.	0,23	0,02	0,12
Europe	14,32	38,66	6,36	1,05	15,10
Autres	.	5,15	0,69	2,24	2,69
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Source : OCHA – FTS.

Note : La section « Autres » dans « Région » regroupe les destinations non spécifiques.

1.2.3 Estimations empiriques et résultats

La littérature empirique présente deux catégories de variables qui pourraient potentiellement expliquer l'allocation de l'aide entre les pays récipiendaires: il y a les variables qui mesurent des degrés d'égoïsme, reliant donc l'aide à l'intérêt personnel des donateurs, et les variables qui mesurent des degrés d'altruisme, reliant ainsi l'aide aux besoins et mérites des récipiendaires. Pour tenir compte de la première catégorie de variables, les auteurs (Burnside et Dollar, 2000; Berthélémy, 2006) introduisent généralement: (1) une combinaison de variables dichotomiques reflétant les anciennes relations coloniales et autres formes que prend l'intérêt géopolitique des donateurs; (2) des motifs d'intérêt commercial mesurés par le flux des exportations bilatérales vers le pays récipiendaire, flux exprimé en pourcentage du PIB du donateur; (3) le ratio de la valeur présente nette de la dette du récipiendaire sur les exportations pour mesurer les motifs financiers (l'argument est que les donateurs pourraient être enfermés dans un «debt game», dans lequel ils fournissent de nouvelles ressources à des pays hautement endettés simplement pour éviter que ces débiteurs aient des arriérés (Birdsall et al., 2003)).

Dans notre étude, nous utilisons aussi ces mêmes types de variable de contrôle. Les relations coloniales sont représentées par le nombre d'années pendant lesquelles le pays récipiendaire a été une colonie du pays donateur. Suivant Alesina et Dollar (2000), nous avons utilisé l'année 1900 comme année de base. Nous ne tenons pas en compte la relation géopolitique États-Unis/Israël comme dans la littérature empirique récente sur l'aide au développement, car l'Israël n'apparaît pas comme un pays récipiendaire durant la période que nous couvrons. Par contre, les relations États-Unis/Amérique du Sud et Japon/Asie sont incluses dans nos estimations. Nous avons aussi construit une variable dichotomique qui indique si l'année du don pour une urgence précède celle d'élections se déroulant dans le pays donateur (1 pour un don fait un an avant le début d'une élection; 0 sinon). Une variable dichotomique qui donne la couleur politique du pays donateur est aussi créée. Elle permet de savoir si le gouvernement en place est plutôt démocratique, socialiste, à gauche ou pas pendant la période de l'étude (1 pour les pays plutôt à droite, conservateur ou sans démocratie; 0 sinon). Une troisième variable dichotomique indique si le donateur et le récipiendaire partagent une langue commune (1 pour l'utilisation d'une même langue dans les deux pays; 0 sinon). Puis, en suivant Berthélémy (2006), nous ajoutons l'aide totale (per capita) offerte par les autres donateurs bilatéraux. Cette variable nous permettra de tester si un donateur réagit positivement ou négativement aux allocations décidées par les autres donateurs. Dans le premier cas, l'aide offerte par les autres donateurs peut être considérée comme un complément à l'assistance d'un donateur particulier. Cependant, cette aide peut aussi être considérée comme un substitut et dans

ce cas, la corrélation entre un donateur particulier et les autres donateurs est négative. Une dernière variable du côté du donateur qui pourrait être pertinente dans notre étude sur l'aide humanitaire est le montant de l'aide au développement pour lequel le pays s'engage pour la même année. En effet, un pays donateur qui fait déjà beaucoup au niveau du développement pourrait en avoir moins à donner lorsqu'une urgence survient, ce dont il faudrait tenir compte dans nos estimations.

Du côté du pays récipiendaire, l'ouverture de l'économie est représentée par le total des échanges (exportations plus importations) en pourcentage du PIB. Une autre variable intéressante est le nombre de ressortissants morts des pays donateurs pour représenter l'impact de la catastrophe pour ces pays. Malheureusement de telles données sont très difficiles à obtenir. Nous n'avons rien pu trouver à ce niveau, à part quelques chiffres pour le cas du tsunami. Mais une variable qui pourrait donner un effet relativement semblable serait l'attrait touristique de la zone d'urgence, représenté par le nombre de touristes par année. En ajoutant le tourisme comme déterminant, nous pouvons nous attendre à ce que la variable colonie soit moins significative. En effet, il se peut que l'aide du donateur soit relativement substantielle lorsque l'urgence survient dans une ancienne colonie principalement parce que cette dernière est une destination touristique particulière prisée par les ressortissants du donateur, vu le passé commun des deux pays. Une autre variable de contrôle qui peut être importante, surtout pour les désastres naturels, est la distance géographique entre le pays donateur et le pays récipiendaire (Strömberg, 2007).

Enfin, nous avons ajouté la seconde catégorie de variables, celles qui mesurent des degrés d'altruisme, reliant ainsi l'aide aux besoins et mérites des récipiendaires. Pour mesurer les mérites, nous avons inclus l'indicateur de la corruption de Transparency International. Le revenu per capita, mesuré en termes de parité du pouvoir d'achat est considéré comme notre indicateur des besoins du pays récipiendaire.

Finalement, nous devons compléter cette liste ainsi que la littérature le suggère par le PIB per capita et la population du pays donateur.

Cependant, avant de procéder aux estimations, nous avons observé le degré de corrélation entre nos différentes variables (corrélation de Pearson). Comme nous le voyons sur les Tableaux A.4 et A.5 à l'Annexe A.2, l'aide au développement des pays donateurs est très corrélée avec la population du pays donateur. En outre, cette dernière variable ne passe pas le test de multicolinéarité entre les variables explicatives que nous avons effectué. Le PIB per capita du donateur non plus. Ces deux variables ne seront donc pas incluses dans nos estimations.

Nous avons également effectué des tests d'autocorrélation des montants d'aide après

une régression avec des données de panel sur deux dimensions, à savoir le pays donateur et l'année du don (les variables de contrôle dont nous avons tenu compte sont le cycle politique, la couleur politique, ainsi que l'aide des autres donateurs pour un donateur particulier). Il s'agit de vérifier si l'engagement ou le déboursement d'aide humanitaire d'un donateur pour une année est corrélé avec celui de l'année suivante. Les résultats des tests sont négatifs pour l'autocorrélation de premier degré.

Nous utilisons donc pour les estimations empiriques des données de panel à quatre dimensions (au lieu de six dimensions): chaque montant d'aide correspond à un type d'urgence, une année, un pays donateur et un pays récipiendaire.

Pour chacune de ces variables, nous avons des données d'aide sous forme d'engagements signés et sous forme de contributions payées. Par définition, les contributions payées durant une année donnée correspondent à une aide dont l'engagement a été signé au préalable. Ces deux flux sont donc très différents. D'après la littérature (McGillivray and White, 1993; Tarp et al., 1999; Berthélemy, 2006), les engagements d'aide reflètent mieux les décisions des donateurs. En effet, les donateurs ont plus de contrôle sur leurs engagements que sur leurs déboursements. Ces derniers dépendent en partie de la volonté et de la capacité administrative du récipiendaire à recevoir l'argent. Cependant, vu la courte période couverte par notre étude et notre focus sur un secteur en particulier, à savoir l'aide d'urgence, nous trouvons que l'analyse des déboursements pourrait donner des réponses intéressantes à nos questions de recherche.

Notre principale question de recherche est la suivante : les montants des dons sont-ils plus élevés lors des catastrophes naturelles indépendantes de la volonté humaine que lors des catastrophes complexes causées par la main de l'homme avec des entraves politiques et militaires ?

1.2.3.1 Aide humanitaire bilatérale: les résultats

Notre modèle empirique pour l'aide humanitaire bilatérale entre pays donateurs et pays récipiendaires a comme variable dépendante le logarithme des montants d'aide et peut avoir comme variables explicatives: 1) les variables dichotomiques de type d'urgence, d'année, de pays donateur et de pays récipiendaire; 2) les variables de contrôle du côté du donateur telles que le cycle politique, la couleur politique, le volume des échanges commerciaux, ainsi que l'existence d'une langue commune, de même que la distance géographique entre donateur et récipiendaire, entre donateur et récipiendaire, les relations coloniales, les relations États-Unis/Amérique du Sud, les relations Japon/Asie, l'aide humanitaire totale des autres donateurs pour un donateur particulier, l'aide au

développement engagé pour la même année; 3) les variables de contrôle du côté du récipiendaire telles que le degré de corruption, l'intensité du tourisme, la parité du pouvoir d'achat relatif au PIB.

Nous avons tout d'abord procédé à des estimations par moindres carrés ordinaires en ignorant tout d'abord la destination des montants d'aide (MCO groupés). Les premières colonnes des engagements signés et des contributions payées du Tableau 1.12 présentent nos résultats. Cependant, il serait plus prudent de voir ce que donnent d'autres méthodes d'estimation qui tiennent compte des spécificités de notre modèle, plus précisément des problèmes d'hétérogénéité non observée. L'introduction des effets fixes de pays récipiendaires pourrait corriger des biais potentiels dus à des variables manquantes liés par exemple à la qualité des institutions et des politiques de ces derniers. Pour en avoir le coeur net, nous effectuons un test Hausman pour choisir entre effets fixes et effets aléatoires. Le résultat du test est que les différences dans les coefficients sont justement systématiques. Ainsi, il vaut mieux choisir un modèle à effets fixes. Les résultats avec ce modèle sont présentés dans les deuxièmes colonnes des engagements signés et des contributions payées du Tableau 1.12.

Ces résultats montrent qu'au niveau des gouvernements donateurs, les montants des dons sont significativement plus élevés lors des urgences complexes que lors des catastrophes naturelles, et même lors des urgences non complexes. Dans notre étude, les dons pour les désastres naturels sont de 60.1% supérieurs à ceux dédiés aux urgences complexes, pour les engagements signés, et de 19,5% supérieurs pour les contributions payées. L'aide humanitaire bilatérale est donc relativement plus importante lorsque les urgences sont complexes et causées par la main de l'homme, avec des entraves politiques et militaires.

En outre, pour les engagements signés, la variable du cycle politique est négative et significative, ce qui indique que les gouvernements s'engagent relativement moins pour effectuer des dons une année avant le début d'une élection importante, de type élection présidentielle, dans le pays donateur. En effet, il est probable que les gouvernements décident de mettre l'accent plutôt sur la politique interne et les affaires courantes durant cette période de pré-campagne. Et s'ils se sentent obligés de faire ce qu'ils ont promis de faire (contributions), ils peuvent vouloir plus investir localement, ce qui réduit leurs engagements dans les autres pays. C'est ainsi que cette variable est positive et significative pour les contributions payées, ce qui signifie que les engagements se matérialisent avec plus d'empressement une année avant le début d'une élection.

Nous notons ensuite que, pour les deux types de flux, la couleur politique du donateur

Table 1.12: Estimations: Variable dépendante: Log de l'aide humanitaire bilatérale de 2000 à 2005

	Engagements signées		Contributions payées	
	MCO	Effets fixes	MCO	Effets fixes
Nombre d'observations	1548	1548	1697	1697
Désastres naturels	-0,601* (4,310)	-1,077* (7,580)	-0,853* (9,700)	-0,944* (10,440)
Urgences non complexes	-0,195*** (2,190)	-0,411* (4,500)	-0,512* (3,570)	-0,833* (5,330)
Cycle politique	-0,153*** (1,690)	-0,168*** (1,860)	0,180*** (1,800)	0,174*** (1,760)
Couleur politique	1,770* (3,620)	1,511** (2,920)	1,258* (5,630)	0,331 (1,110)
Langue	0,245*** (1,750)	0,019 (0,130)	0,084 (0,570)	0,044 (0,270)
États-Unis/ Amérique du Sud	-0,209 (0,730)	-0,931*** (2,100)	-0,222 (0,450)	-0,283 (0,620)
Japon/Asie			-0,640*** (1,890)	-0,294 (0,830)
Colonie	-0,000 (0,040)	0,000 (0,050)	0,003 (0,750)	0,002 (0,540)
Corruption	-0,097 (1,570)	-0,283 (0,050)	-0,022 (0,310)	-1,485 (0,120)
LN(Commerce)	0,022 (0,880)	-0,055 (1,390)	0,074** (3,410)	0,098** (2,600)
LN(Tourisme)	-0,047 (1,630)	0,456*** (1,670)	-0,052*** (2,110)	0,699 (0,120)
LN(Distance)	0,098 (1,100)	-0,346*** (1,720)	0,107 (1,270)	0,204 (1,240)
LN(Aide des autres)	0,253* (10,340)	0,062*** (1,950)	0,199* (8,870)	0,112* (4,010)
LN(Aide au développement)	-0,621*** (2,350)	-0,512*** (1,960)	-0,068*** (1,690)	-0,055 (1,340)
Parité du pouvoir d'achat	-0,000*** (1,810)	-0,001 (0,280)	-0,000 (0,970)	0,000 (0,540)
Constante	-1,336 (0,020)	16,059*** (2,590)	11,435* (13,410)	5,278 (0,130)
R ²	0,236	0,212	0,256	0,232

Note: Régressions avec des données de panel.

Les écarts-types sont calculés avec la correction de White pour l'hétéroscédasticité.

La statistique |t| est entre parenthèses. *, ** ou *** veut dire significatif à 1%, 1% ou 10%.

Les coefficients des variables dichotomiques d'années et de donateurs ne sont pas reportés.

est positive et significative, indiquant que les gouvernements dirigés par un parti plutôt de droite s'engagent plus facilement. Le partage d'une langue commune entre donateur et récipiendaire a un effet positif et significatif dans les estimations par moindres carrés ordinaires des engagements signés. Quant aux liens géopolitiques et d'intérêts avec le récipiendaire, ils ne sont pas significatifs à l'exception de la relation États-Unis/Amérique du Sud au niveau des engagements, relation dont le coefficient est négatif. Les États-Unis ne privilégient donc pas leurs voisins du Sud lorsqu'il s'agit d'aide d'urgence. Le degré de corruption du récipiendaire n'est pas significatif, ni le degré de pauvreté du pays récipiendaire mesuré par la parité du pouvoir d'achat per capita. Mais le volume des échanges commerciaux que l'on a avec le récipiendaire est significatif et positif au niveau des contributions payées: plus on échange plus les engagements de dons se matérialisent. La distance géographique entre donateur et récipiendaire n'est significative que pour les engagements signés. Elle est négative, ce qui montre qu'en aide d'urgence, le voisinage n'est pas du tout le premier critère de décision.

Nous notons également que l'assistance d'un pays donateur particulier est significativement et positivement influencée par celle des autres pays donateurs. Ainsi, il considérerait son assistance comme un complément: si les autres donnent beaucoup, il donnera plus, si les autres ne donnent pas tant que cela, il diminuera sa mise.

Enfin, le coefficient de l'aide au développement d'un donateur est négatif et significatif pour les engagements. Ceci veut dire que si un pays est un grand donateur au niveau de l'aide au développement (comme la France par exemple), il pourrait être moins bien classé au niveau de l'aide d'urgence, un résultat attendu si nous tenons compte d'une certaine inertie budgétaire que peuvent connaître tout gouvernement. Ce même coefficient n'est cependant pas significatif au niveau des contributions payées. Il faut dire qu'il peut ne pas être très utile d'augmenter l'aide au développement au moment d'urgence (mais certainement après, pour la reconstruction).

1.2.3.2 Aide humanitaire privée: les résultats

Notre modèle empirique pour l'aide humanitaire entre individus et organismes privés et pays récipiendaires a comme variable dépendante le logarithme des montants d'aide et peut avoir comme variables explicatives: 1) les variables dichotomiques de type d'urgence, d'année, et de pays récipiendaire; 2) la variable de contrôle du côté des donateurs qui est l'aide humanitaire totale des pays donateurs; 3) les variables de contrôle du côté du récipiendaire telles que le degré de corruption, l'intensité du tourisme, la parité du pouvoir d'achat relatif au PIB.

Table 1.13: Estimations: Variable dépendante: Log de l'aide humanitaire privée de 2000 à 2005

	Engagements signés		Contributions payées	
	MCO	Effets aléatoires	MCO	Effets aléatoires
Nombre d'observations	205	205	247	247
Désastres naturels	2,129* (4,110)	2,112* (4,460)	0,718*** (2,110)	0,718*** (2,230)
Urgences non complexes	-0,739*** (2,230)	-0,751*** (2,310)	-0,667 (1,350)	-0,667 (1,360)
Corruption	-0,359 (1,510)	-0,385 (1,390)	0,309 (1,340)	0,309 (1,310)
LN(Tourisme)	0,021 (0,230)	0,018 (0,180)	-0,178*** (2,210)	-0,178*** (2,280)
LN(Aide des autres)	0,309* (4,020)	0,289* (3,730)	0,364* (3,930)	0,364* (4,250)
Parité du pouvoir d'achat	0,000** (3,350)	0,000 (0,680)	0,000*** (1,850)	0,000 (0,710)
Constante	9,590* (5,890)	9,963* (3,880)	8,417* (3,870)	8,417* (4,410)
R ²	0,234	0,221	0,173	0,160

Note: Régressions avec des données de panel.

Les écarts-types sont calculés avec la correction de White pour l'hétéroscédasticité.

La statistique |t| est entre parenthèses. *, ** ou *** veut dire significatif à 1%, 1% ou 10%.

Les coefficients des variables dichotomiques d'années et de donateurs ne sont pas reportés.

Nous avons, ici également, tout d'abord procédé à des estimations par moindres carrés ordinaires en ignorant tout d'abord la destination des montants d'aide. Les premières colonnes des engagements signés et des contributions payées du Tableau 1.13 présentent nos résultats. Cependant, il serait plus prudent encore une fois de voir ce que donnent d'autres méthodes d'estimation qui tiennent compte des spécificités de notre modèle, plus précisément des problèmes d'hétérogénéité non observée. Après un test Hausman pour choisir entre effets fixes et effets aléatoires, nous trouvons que les différences dans les coefficients ne sont pas systématiques. Ainsi, il vaut mieux rester avec un modèle à effets aléatoires. Les résultats de ce modèle, très similaires avec ceux des moindres carrés ordinaires, sont présentés dans les deuxièmes colonnes des engagements signés et des contributions payées du Tableau 1.13.

Ainsi, du côté des individus et organismes privés, les résultats nous montrent qu'ils donnent un montant significativement supérieur (de 211.2% pour les engagements signés et de 71,8% pour les contributions payées dans notre étude) lorsque l'urgence est une catastrophe naturelle que lorsqu'elle est complexe et donc causée par la main de l'homme avec des entraves politiques et militaires. L'aide humanitaire privée est donc relativement plus importante lors des désastres naturels indépendants de la volonté humaine. Cependant, les urgences complexes (crise du Darfour) reçoivent significativement plus de dons que les urgences non complexes (crise alimentaire en Afrique de l'Est). Ici non plus, le coefficient de la corruption n'est pas significatif. Celui du tourisme ne l'est pas pour les engagements signés, mais pour les contributions payées, il est significatif et négatif. Une zone très touristique n'a donc pas de privilège particulier pour ce qui est de l'aide d'urgence privée. Nous remarquons également que plus les pays donateurs se mobilisent pour aider lorsqu'il y a urgence, plus le privé se mobilise à son tour. En effet, le coefficient de l'aide des autres est significative et positive. Est-ce parce que les zones sur lesquelles les gouvernements se concentrent le plus sont les plus médiatisées ? C'est une avenue qu'il serait intéressant de creuser. Enfin, le coefficient du degré de pauvreté du pays récipiendaire mesuré par la parité du pouvoir d'achat per capita n'est pas significatif, donc pas de privilège particulier non plus pour un pays plus pauvre qu'un autre.

Nous devons également déterminer si nous ne faisons pas face à un biais de sélection dans nos estimations. Ainsi que l'ont fait remarqué Alesina et Dollar (2000), si chaque donateur favorisait un petit nombre de pays récipiendaires - ce qui ferait que la variable dépendante inclurait beaucoup de zéros - alors il aurait été important d'utiliser une procédure tobit qui reconnaît la troncature de la variable. Cependant, il est intéressant de noter qu'il existe très peu de zéros dans la variable dépendante, car les donateurs

majeurs donnent de l'aide à pratiquement tous les pays en développement. Ceci indique qu'ils voudraient être impliqués partout, même de façon mineure. Comme nous nous y attendions, les résultats par moindres carrés ordinaires et par tobit sont similaires. Aux troisième colonnes des Tableaux 1.12 et 1.13, nous reportons les résultats d'une estimation tobit qui inclut les variables dichotomiques de pays récipiendaires. Ils correspondent aux résultats par moindres carrés ordinaires avec effets fixes de pays récipiendaires.

1.2.3.3 Analyse de l'impact de la catastrophe

Nous pensons qu'il serait pertinent de chercher à inclure l'impact de la catastrophe dans notre étude. Une variable intéressante qui pourrait bien le représenter est le nombre de décès pour chaque urgence. Pour ce qui est de notre analyse, nous n'avons pu trouver, à partir de la base de données du EM-DAT (Emergency Disasters Data Base)¹, que le nombre de décès pour les désastres naturels ciblés par cette base, par année et par pays. Pour effectuer nos estimations, nous avons d'abord ciblé dans notre base de données première les désastres naturels pour ne garder, dans une base réduite, que ce type d'urgence. Ensuite nous avons mis les données de EM-DAT dans le même dossier. Une fusion des deux bases de données nous donne une petite idée de ce que pourrait être l'impact d'une catastrophe naturelle sur les montants d'aide étrangère. Les Tableaux 1.14 et 1.15 présentent les résultats respectivement pour l'aide bilatérale (pour les engagements signés car plus représentatifs) et pour l'aide privée (pour les contributions payées uniquement car il n'y a pas suffisamment d'observations pour les engagements signés). Les résultats sont positifs et significatifs dans la troisième colonne, lorsque les régressions sont faites par tobit. Ainsi, nous trouvons que lorsque le nombre de décès augmente de 1%, le montant de l'aide augmente significativement de 0,38% pour l'aide bilatérale et de 0,26% pour l'aide privée.

¹EM-DAT: The OFDA/CRED International Disaster Database – www.emdat.be – Université Catholique de Louvain – Brussels – Belgium.

Table 1.14: Estimations-Impact: Variable dépendante: Log de l'aide humanitaire bilatérale de 2000 à 2005

	Engagements signés		
	MCO	Effets aléatoires	Tobit
Nombre d'observations	70	70	70
Nombre de décès	0,037 (0,113)	0,037 (0,117)	0,381** (0,125)
Corruption	-0,500*** (0,264)	-0,500*** (0,296)	-35,530** (14,805)
LN(Tourisme)	-0,224 (0,195)	-0,224 (0,155)	35,993** (15,609)
Parité du pouvoir d'achat	0,000*** (0,000)	0,000 (0,000)	-0,011 (0,008)
LN(Population pays récipiendaire)	-0,001 (0,222)	-0,001 (0,234)	-57,311** (24,428)
Constante	12,769* (2,909)	12,769* (3,787)	695,522** (288,970)
R ²	0,373	0,373	0,524

Note: Régressions avec des données de panel.

Les écarts-types sont calculés avec la correction de White pour l'hétéroscédasticité.

La statistique |t| est entre parenthèses. *, ** ou *** veut dire significatif à 1%, 1% ou 10%.

Les coefficients des variables dichotomiques d'années et de donateurs ne sont pas reportés.

Table 1.15: Estimations-Impact: Variable dépendante: Log de l'aide humanitaire privée de 2000 à 2005

	Contributions payées		
	MCO	Effets fixes	Tobit
Nombre d'observations	86	86	86
Nombre de décès	-0,115 (,159)	0,265 (,232)	0,265*** (,130)
Corruption	-0,505 (,403)		70,444** (25,310)
LN(Tourisme)	-0,122 (,182)		-44,655* (15,665)
Parité du pouvoir d'achat	0,000*** (0,000)	0,000 (0,000)	0,000 (0,000)
LN(Population pays récipiendaire)	0,214 (,264)	58,330 (36,661)	58,330* (20,542)
Constante	12,592* (3,342)	-972,339 (617,721)	-671,741** (243,091)
R ²	0,290	0,0001	0,4217

Note: Régressions avec des données de panel,

Les écarts-types sont calculés avec la correction de White pour l'hétéroscédasticité,

La statistique |t| est entre parenthèses, *, ** ou *** veut dire significatif à 1%, 1% ou 10%,

Les coefficients des variables dichotomiques d'années et de donateurs ne sont pas reportés,

1.3 Conclusion

Dans ce premier chapitre de la thèse, nous nous sommes demandés si les donateurs d'aide d'urgence se comportent différemment lorsqu'une catastrophe est de type naturel de lorsqu'elle est causée par la main de l'homme. Nous avons analysé de façon empirique le cas de deux types de donateurs : d'abord les gouvernements, ensuite les individus et organismes privés. Nos résultats montrent qu'au niveau des gouvernements donateurs, les montants des dons sont significativement plus élevés lors des urgences complexes que lors des catastrophes naturelles, et même lors des urgences non complexes. L'aide humanitaire bilatérale est donc relativement plus importante lorsque les urgences sont complexes et causées par la main de l'homme, avec des entraves politiques et militaires. Par contre l'aide humanitaire privée est relativement plus importante lors des désastres naturels indépendants de la volonté humaine. Cependant, les urgences complexes (crise du Darfour) reçoivent significativement plus de dons privés que les urgences non complexes (crise alimentaire en Afrique de l'Est).

D'autres variables de contrôle pourraient être incluses dans une recherche future pour solidifier la robustesse de nos résultats. Nous pouvons par exemple nous attendre à ce que les médias aient une influence non négligeable sur les montants d'aide (Eisenstein et Strömberg, 2007). Aussi, pour avoir des résultats plus précis, des données sur la couverture médiatique des catastrophes naturelles par rapport aux urgences complexes pourraient être incluses dans les estimations. On peut s'attendre à ce qu'une partie de l'effet du type d'urgence se retrouve dans le coefficient de cette variable. Ainsi, outre l'influence directe du type de l'urgence, l'influence indirecte des médias qui semblent couvrir plus les désastres naturels que complexes (International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies, 2006) serait aussi quantifiée.

Une analyse plus poussée donc, qui tiendrait compte de ces facteurs, permettra de dire de façon plus précise si l'aide humanitaire bilatérale est également déterminée par des motifs plutôt géopolitiques et commerciales qu'altruistes. L'étude rejoindrait à ce moment là les conclusions d'un pan de la littérature sur l'aide étrangère qui interroge les motivations des donateurs (Alesina et Dollar, 2000; Dollar et Levin, 2006), plutôt que les caractéristiques des bénéficiaires (Burnside et Dollar, 2000; Collier et Dollar, 2002)).

CHAPITRE 2

LE PARADOXE DE LA COORDINATION

Résumé

La littérature sur l'efficacité de l'aide internationale note que l'allocation inter-sectorielle de l'aide ne reflète généralement pas les besoins du récipiendaire et qu'il y a un manque de coordination entre les donateurs. Cependant, en analysant cette allocation, nous remarquons que les donateurs seraient bel et bien coordonnés, même si cela n'est pas dans un sens d'efficacité. Pour quelle(s) raison(s) ? Nous ne savons pas. Nous remarquons simplement qu'ils favorisent en majorité un secteur ou un groupe de secteurs spécifiques pendant quelques années, pour ensuite passer à un nouveau groupe pour une autre période de temps, délaissant ainsi les anciens secteurs privilégiés pour les nouveaux. Nos estimations empiriques confirment cette similitude dans les choix sectoriels des donateurs d'aide étrangère. Ce qui peut être problématique puisque, les pays récipiendaires d'aide dans le monde étant hétérogènes, la probabilité pour que leurs besoins à tous soient concentrés dans un secteur particulier, et ceci exactement au même moment, est quasiment nulle.

2.1 Introduction

Nous avons vu que dans la littérature sur l'efficacité de l'aide étrangère, les auteurs ont surtout cherché à savoir quelles caractéristiques le pays récipiendaire doit avoir pour que l'aide ait un impact positif sur la croissance. Nous avons aussi vu qu'il n'y avait

pas de consensus sur le résultat de cette question de recherche. Récemment, des auteurs ont cherché la raison de ce manque de consensus dans l'utilisation de l'aide agrégée pour évaluer l'efficacité de l'aide du côté des donateurs. Là aussi, les résultats sont diffus. C'est ainsi que Harms et Lutz (2005) ont conclu d'après leur enquête sur les effets de l'aide sur la croissance économique qu'il n'est pas «surprenant qu'une variable aussi agrégée que l'assistance officielle au développement ne puisse pas avoir des effets robustes sur la croissance». Il s'agit donc de ne pas s'arrêter à l'allocation entre bénéficiaires mais aussi à l'allocation entre les secteurs dans le même pays bénéficiaire (William, 2008). Dans ce chapitre, nous allons examiner les caractéristiques de l'allocation inter-sectorielle de l'aide étrangère, notamment sur le propos de la coordination entre donateurs.

La nature hétérogène de l'aide n'a reçu qu'une attention limitée de la littérature empirique comparativement à tout ce que celle-ci a produit sur le sujet. Parmi les études qui désagrègent l'aide étrangère, il y a celle de Cassen (1986) et celle de White (1998) qui se sont concentrés aussi bien sur la différenciation entre aide sous forme de projet et aide sous forme de support budgétaire général, que sur la différenciation entre assistance technique et assistance en denrées alimentaires. L'intuition des auteurs est que les effets macroéconomiques de ces types d'aide spécifiques devraient être différents.

Dans son étude, Mavrotas (2003) distingue aussi l'aide sous forme de support budgétaire général de l'aide sous forme de projet. Il trouve que la seconde forme d'aide réduit l'investissement public dans le pays bénéficiaire, tandis que la première forme complète l'investissement public. Cordella et Dell'Araccia (2003) font la même distinction et trouvent que l'aide sous forme de support budgétaire général est moins efficace que l'aide sous forme de projet dans un environnement local qui a de piètres politiques macroéconomiques. L'étude de Gupta et al. (2003) quant à elle fait la différence entre les subventions et les prêts, et montre que les prêts sont généralement associés avec une mobilisation de ressources domestiques plus élevées, tandis que les subventions ont l'effet opposé. Enfin, dans leur analyse de l'aide américaine, Dreher, Nunnenkamp et Thiele (2006) tiennent compte de la différence entre l'aide sous forme de projet versus l'aide sous forme de support budgétaire général, ainsi que de la différence entre les subventions versus les prêts. Mais ils ne font pas une estimation de l'efficacité de l'aide.

Plus spécifique que les distinctions précédentes, la désagrégation sectorielle de l'aide a reçu relativement peu d'attention. Pourtant, les donateurs ont souligné à plusieurs reprises qu'ils poursuivent des objectifs multiples en accordant de l'aide (Isenman et Ehrenpreis, 2003). Le fait que celle-ci soit allouée selon des objectifs spécifiques pour servir les cibles politiques des donateurs, tels que le renforcement du pouvoir économique et social du pauvre notamment à travers une meilleure éducation, tend à échapper aux

analyses ayant comme focus l'impact de l'aide sur la croissance. En outre, la question de l'allocation de l'aide à travers les secteurs d'un pays récipiendaire donné est importante pour celui-ci. Par exemple, si un récipiendaire a suffisamment de nourriture mais souffre d'un manque d'infrastructure, les donateurs devraient dépenser plus d'argent en infrastructure pour améliorer le bien-être du récipiendaire (Kasuga, 2008).

C'est ainsi que Wolf (2006) développe un système d'équations pour l'éducation, la santé, et l'accès à l'eau et à l'assainissement. Dans ce système, les résultats dépendent non seulement des dépenses publiques, de l'aide étrangère et de variables de contrôle diverses dans leurs secteurs respectifs, mais aussi des résultats dans les autres secteurs. Wolf déclare que «la part de l'Aide Publique au Développement qui est fournie à l'éducation, à la santé, à l'accès à l'eau et à l'assainissement semble avoir un impact positif sur les résultats dans ces secteurs». Partant de la même idée, Michaelowa et Weber (2006) se sont concentrés sur une variable de résultat spécifique : le niveau d'éducation. Ils ont effectué une analyse de données de panel dynamique sur l'efficacité de l'aide dans le secteur de l'éducation, une méthode supérieure à une l'approche par coupe transversal adoptée par Wolf (2006). Neumayer (2005) quant à lui a choisi d'estimer l'allocation de l'aide alimentaire. Les résultats de ce dernier soulignent le besoin d'une analyse désagrégée de l'aide. En effet, l'allocation de l'aide alimentaire diffère des résultats précédents sur l'allocation de l'aide totale. L'aide alimentaire apparaît comme étant géographiquement mieux ciblée - vers les pays qui en ont le plus besoin - que les autres formes d'aide. Cependant, l'aide alimentaire a compté pour seulement environ trois pourcent de l'aide totale vers la fin des années 90 (Dreher, Nunnenkamp et Thiele, 2006).

D'autres auteurs enfin ne se sont pas restreints à une ou deux variables spécifiques, mais ont cherchés à faire une analyse sectorielle de l'aide. La première étude que nous avons trouvé qui a cette approche est celle de Clemens, Radelet et Bhavnani (2004). Dans le but de reconsidérer les effets de l'aide sur la croissance, les auteurs ont dressé une analyse des données d'engagements signés d'aide, données désagrégées de manière sectorielle et fournies par le Système de Notification des Pays Créanciers (SNPC) du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE. Leur motivation est que les effets de long-terme de l'aide sont difficiles si impossible à capturer. Ils trouvent que l'aide à «impact de court-terme» (les auteurs analysent l'effet de l'aide à court-terme) exerce un fort et robuste effet sur la croissance des pays récipiendaires. Ce résultat a été ensuite contesté par Rajan et Subramanian (2005). Cependant, d'après Dreher, Nunnenkamp et Thiele (2006a), aucune de ces deux études ne subdivisent les différents champs sectoriels sous l'aide à «impact de court-terme»; i.e., elles ne tiennent pas compte de la nature

hétérogène de l'aide au sein de cette large catégorie. En outre, elles ne considèrent pas les variables de résultat autre que la croissance économique.

En utilisant la même base de données que Clemens, Radelet et Bhavnani (2004), Dreher, A., Nunnenkamp P., et Thiele, R. (2006a) ont donc analysé empiriquement l'impact de l'aide sur l'éducation pour environ 100 pays à travers la période 1970-2005. Selon leurs résultats, l'aide augmente significativement le taux de participation à l'école. Les auteurs se sont aussi basés sur ces données pour tester si les donateurs bilatéraux et multilatéraux ont mis la priorité sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMDs) (Dreher, A., Nunnenkamp P. et Thiele, R., 2006b). Se faisant, ils ont combiné des données d'aide sectorielles avec des indicateurs qui reflètent la situation des pays récipiendaires en ce qui concerne les OMDs. Ils trouvent que globalement, alors que certains OMDs, e.g., la lutte contre le VIH/SIDA, ont influencé l'allocation de l'aide, en ce qui concerne les autres OMDs, notamment l'éducation primaire, il y a un écart considérable entre la rhétorique des donateurs et l'allocation réelle de l'aide. Ces résultats sont à l'opposé de ceux de Kasuga, (2007). Prélevant de la même source des données sur l'aide pour 10 secteurs qui sont étroitement liés au Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMDs), ce dernier trouve que la majorité des donateurs sont sélectifs dans ces secteurs. Des donateurs plus importants (à l'exception du Japon) sont sélectifs dans plus de neuf secteurs. Les donateurs offriraient donc de l'aide de haute qualité. Cependant, ajoute l'auteur, il n'y a pas d'évidence claire que la sélectivité de l'aide a augmenté après la Déclaration du Millénaire des Nations Unies en 2000.

Pettersson (2006) a aussi utilisé dans son étude des données sectorielles d'aide. Il fournit une correspondance entre les dépenses gouvernementales (telles qu'enregistrées dans le «Government Finance Statistics» du FMI) et les catégories d'aide du CAD. Par exemple, les dépenses en éducation sont jumelées avec l'aide en éducation. Cependant, Pettersson (2006) traite l'aide sectorielle comme exogène, comme l'objectif premier de son étude «n'est pas de suggérer «le» vrai modèle, mais plutôt d'évaluer si la fongibilité... (de l'aide sectorielle) a un quelconque effet réel».

Concernant la fongibilité de l'aide, il s'agit là d'une problématique importante dans laquelle une analyse sectorielle de l'aide est très utile. En effet, sachant qu'un secteur particulier reçoit de l'aide, le gouvernement du pays récipiendaire aura tendance à ne pas l'inclure dans son budget et de faire ses dépenses dans d'autres secteurs de façon unilatérale. Ainsi, selon Halonen-Akatwijuka (2004) la conditionnalité de l'aide est donc dépourvue de sens si elle est incomplète : spécifier comment l'aide devrait être utilisée n'est utile que si le donateur sait quelles politiques de taxation et de dépenses publiques auraient été adoptées en absence d'aide. Évidemment, ce qui rend difficile la fongibilité

parfaite, c'est qu'il y existe une asymétrie d'information entre les donateurs qui ont des objectifs multiples et le pays récipiendaire. Puis, d'après William (2008), le nombre important de projets un pays récipiendaire donné rend l'asymétrie d'information plus complexe. Cependant, si l'information incomplète réduit le problème de fongibilité, elle augmente aussi les défaillances de coordination. Aussi, sur la base des résultats de son étude, William (2008) suggère d'améliorer la qualité de l'information quand les différentes parties ont des priorités similaires. Une base de données jointe sur les projets planifiés et les allocations budgétaires dans chaque pays récipiendaire devrait fournir de telles informations. Cependant, de telles bases de données ne devraient pas juste avoir de l'information sur les projets courants, mais aussi de l'information prévisionnelle sur les activités planifiées afin d'obtenir une coordination plus adéquate de l'aide.

Enfin, dans une autre étude qui dépasse le cadre des OMDs, Kasuga (2008) cherche à voir si les flux d'aide vers les pays en développement correspondent aux priorités de développement de ces derniers. En particulier, il examine l'allocation de l'aide à travers les secteurs dans un pays récipiendaire donné, en utilisant des données sectorielles d'aide et des données du « Indicateurs du Développement dans le Monde » de la Banque Mondiale qui mesurent les besoins du récipiendaire dans chaque secteur. [Par exemple, les besoins du récipiendaire pour les secteurs de l'alimentation et de la santé sont mesurés par la prévalence de la malnutrition et le taux de naissance anticipé par le personnel qualifié en santé¹.] L'auteur trouve que l'allocation de l'aide entre les différents récipiendaires est efficace mais que l'allocation inter-sectorielle de l'aide ne reflète pas les besoins du récipiendaire, à l'exception des pays à revenus moyens et élevés d'Asie de l'Est. Même en contrôlant pour la qualité du gouvernement, l'allocation entre les secteurs n'est pas si associée aux besoins du récipiendaire. Il y a donc manque de coordination entre les donateurs d'après l'auteur. Or une bonne coordination aurait amélioré la qualité de l'aide même si chaque donateur ne se spécialisait que dans des secteurs spécifiques, laissant les autres secteurs aux autres donateurs. Les résultats contradictoires de l'allocation inter-sectorielle et de l'allocation entre les différents récipiendaires suggèrent ici que la coordination de l'aide parmi les donateurs devrait plus se focaliser sur l'ajustement avec les priorités du récipiendaire en matière de développement.

Pourquoi l'allocation inter-sectorielle de l'aide ne reflète généralement pas les besoins

¹La prévalence de la malnutrition des enfants est le pourcentage des enfants de moins de cinq ans dont la taille, en fonction de leur âge (arrêt de la croissance), est inférieur de plus de deux fois l'écart-type à la médiane pour la population internationale de référence d'âge correspondant. La taille des enfants de moins de deux ans est mesurée à la longueur en position allongée. La taille des enfants plus vieux est mesurée en position debout. Les données sont fondées sur les normes de croissance des enfants publiées par l'OMS en 2006.

Sources: Indicateurs du développement dans le monde

du récipiendaire ? Nous n'en connaissons pas la ou les raisons. Cependant, en analysant cette allocation dans le temps, nous remarquons que les donateurs seraient bel et bien coordonnés contrairement à ce que la littérature en a conclu, même si cela ne semble pas se faire dans un souci d'efficacité. Ils favoriseraient en majorité un secteur ou un groupe de secteurs spécifiques pendant quelques années, pour ensuite passer à un nouveau groupe pour une autre période de temps, délaissant ainsi les anciens secteurs privilégiés pour les nouveaux. C'est comme si la même année, tous vos amis vous offrent des chaussettes comme cadeaux de Noël pour vos déplacements. Puis l'année suivante, ils vous offrent tous des chaussures. Sauf qu'entretemps toutes vos chaussettes se sont trouées. Il y a eu coordination inadéquate au niveau des vêtements offerts, ces derniers ne se complètent pas. Résultat, le récipiendaire se retrouve mal habillé. C'est notamment pour cette raison qu'il y a, pour l'organisateur d'un évènement tel qu'un mariage, la possibilité d'établir, par un magasin de vente au détail, une liste de cadeaux potentiels. Par ce système, les invités peuvent offrir au nouveau ménage les biens dont celui-ci a réellement besoin. Mais ici, la problématique n'est pas uniquement le fait que certaines offres viennent en double, c'est que les offres sont majoritairement les mêmes. Nos estimations empiriques confirment cette intuition. Or les pays récipiendaires d'aide dans le monde étant hétérogènes, la probabilité pour que leurs besoins à tous soient concentrés dans un secteur particulier, et ceci exactement au même moment, est quasiment nulle.

D'où vient cette coordination ? Pourquoi la plupart des donateurs feraient-ils tous le même choix sectoriel ? Peut-être qu'ils réagissent au même stimulus. Il peut s'agir d'un papier qui a changé le monde de la recherche, avec une expression populaire dans le milieu tel que: "l'éducation c'est la clé". Cela peut également être un effet de mode. Ou encore un donateur leader qui choisit le secteur principal dans lequel il concentre son aide et qui est ensuite suivi par le reste des donateurs. Nous ne connaissons pas la cause. Mais nous notons la présence de la coordination.

Dans notre étude nous allons analyser l'allocation inter-sectorielle de l'aide en mettant en relief cette similitude dans les choix des donateurs. Nos estimations empiriques montrent notamment une corrélation dans les choix sectoriels entre les donateurs dominants (ceux qui donnent le plus) et les autres.

2.2 Méthodologie

Une analyse statistique de nos données montrent une certaine coordination dans l'allocation inter-sectorielle de l'aide entre les différents donateurs. Dans notre modèle empirique,

nous nous demandons si l'allocation inter-sectorielle d'un donateur dominant a un impact sur les allocations choisies par les autres donateurs. À cette variable explicative s'ajoutent les variables sur les caractéristiques générales du don. Mais avant de passer aux estimations proprement dites, nous allons d'abord présenter les données de notre étude.

2.2.1 Données

Tout comme Clemens, Radelet et Bhavnani (2004), Dreher, A., Nunnenkamp P., et Thiele, R. (2006a), Kasuga, (2007) et Kasuga (2008), nous utilisons les données sur l'aide bilatérale du Système de Notification des Pays Créanciers (SNPC) de l'OCDE. Ces auteurs ont cherché à savoir si l'allocation inter-sectorielle de l'aide correspond aux besoins des pays récipiendaires. La littérature évoque souvent un manque de coordination. Dans notre analyse empirique, nous tentons de voir si les donateurs ne présentent pas, au contraire, une certaine coordination, même si celle-ci ne se fait pas dans un souci d'efficacité.

La base de données SNPC rapporte les engagements signés et les contributions payées en dollars courants et constants annuellement depuis 1973. Nous utilisons les engagements d'aide car d'après la littérature (McGillivray and White, 1993; Tarp et al., 1999; Berthélemy, 2006), ils reflètent mieux les décisions des donateurs. En effet, les donateurs ont plus de contrôle sur leurs engagements que sur leurs déboursments. Ces derniers dépendent en partie de la volonté et de la capacité administrative du récipiendaire à recevoir l'argent. En outre, les contributions payées ne sont disponibles qu'à partir de 1990 parce que les membres du CAD ont eu de la difficulté à reporter les données requises pour toutes les activités d'aide. Puis, la différence entre les dollars courants et constants dans les données du SNPC sont les variations de l'inflation et du taux de change. La situation n'a commencé à changer que récemment. Nous choisissons les dollars constants de 2004 pour prendre en compte ces variations.

Nous nous retrouvons ainsi avec des engagements d'aide en dollars constants pour environ 200 objectifs distincts pour tous les donateurs et récipiendaires. Nous avons agrégé les données au niveau des projets à un niveau sectoriel. Les groupes de secteurs que nous avons obtenus à la fin du processus d'agrégation sont présentés au Tableau 2.2. Pour mesurer les caractéristiques des pays récipiendaires nous utilisons, comme Kasuga (2008), des données du « Indicateurs du Développement dans le Monde » de la Banque Mondiale. Suivant Alesina et Dollar (2000), nous travaillons avec des moyennes de ces montants d'aide sur des périodes de cinq ans commençant par 1970-74 et se terminant par 2000-04.

Table 2.1: Distribution de l'aide par donateur (en %)

Donateurs	Années						
	70-74	75-79	80-84	85-89	90-94	95-99	00-04
Premier donateur							
Banque Mondiale	32,99	16,24	35,95	36,31	29,16	26,69	19,97
Donateurs de 2nd rang							
États-Unis	.	16,18	11,89	11,93	.	.	14,48
Japon	11,84	.	.	.	13,65	13,07	.
Donateurs de 3ème rang							
Allemagne	7,39	10,71	6,07	4,48	.	.	.
Banque Interamér. de Dév.	.	.	.	.	5,67	10,22	.
Communauté Européenne	.	.	.	.	.	.	9,93
Autres donateurs							
Autres	44,96	53,19	41,93	41,55	46,90	52,90	55,65
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Note : « Autres donateurs » : Voir la liste des donateurs à l'Annexe.

Nous allons dans ce qui suit présenter les statistiques descriptives de nos données.

2.2.2 Statistiques descriptives

Pour débiter l'analyse, il nous faut tout d'abord trouver les donateurs dominants. La liste des donateurs se trouvent à l'Annexe B.1. Le calcul de la contribution moyenne de chacun dans l'aide globale (contributions qu'ils se sont engagés à déboursier) nous a permis de détecter trois rangs de donateurs dominants. Le premier donateur, toutes les périodes de temps considérées, est la Banque Mondiale (BM) (Tableau 2.1). Se classent au second rang les États-Unis et le Japon. Puis au troisième rang, nous trouvons Allemagne, la Banque Interaméricaine de Développement, puis à partir des années 2000, la Communauté Européenne.

Nous analysons ensuite l'allocation inter-sectorielle de l'ensemble de l'aide étrangère. Les Tableaux 2.2 et 2.3 présentent l'allocation sectorielle de l'aide totale émise par tous les donateurs, à l'exception de la Banque Mondiale. Le Tableau 2.2 présente les montants moyens en dollar US tandis que le Tableau 2.3 présente la distribution en pourcentage. Sachant que le volume globale d'aide a augmenté dans le temps (Figure 2.1), observons-nous une allocation inter-sectorielle stable de l'aide durant la période couverte par les données ? Pas dans les secteurs qui ont reçu le plus d'aide en moyenne. Ainsi, avec la moyenne totale la plus importante (12,12% à la colonne Moyenne du

Tableau 2.3), le secteur de l'Agriculture, de la Forêt et de la Pêche a vu son allocation d'aide étrangère augmenter considérablement dans les années 80 pour ensuite retomber. Mais cette dernière reste quand même relativement importante, puisqu'elle constitue 5,24% de l'aide totale entre 2000 et 2004. Suit le secteur du Transport qui a connu un investissement soutenu à deux chiffres pendant deux décennies, avant que celui-ci ne tourne autour de 9,45% dans les années 2000. Il en est de même avec le secteur de l'énergie et encore plus pour celui de l'Industrie, des Mines et de la Construction. Mais la plus importante réduction a été subi par le secteur de l'Aide Alimentaire pour le Développement, qui détenait l'allocation la plus importante dans les années 70, puis celle-ci n'a cessé de rétrécir significativement depuis.

Par contre, resté relativement faible et stable durant plusieurs décennies, le secteur du Gouvernement et de la Sécurité a pris plus de quatre fois plus d'espace dans l'allocation inter-sectorielle à partir de la fin des années 90 jusqu'à la moitié des années 2000, période qui coïncide notamment avec le mandat du président américain Georges W. Bush. De même, la part du secteur de la Dette a doublé subitement au début des années 2000. Les investissements en Infrastructures ont également été boostés vers la fin des années 90. D'autres secteurs ont quand même vu leur part augmenter à une vitesse plus progressive dans le temps: l'Éducation, la Santé, l'Environnement et la Femme, ainsi que l'Aide d'urgence. La part du secteur de l'Eau et de l'Assainissement est restée à un niveau moyen et stable dans le temps.

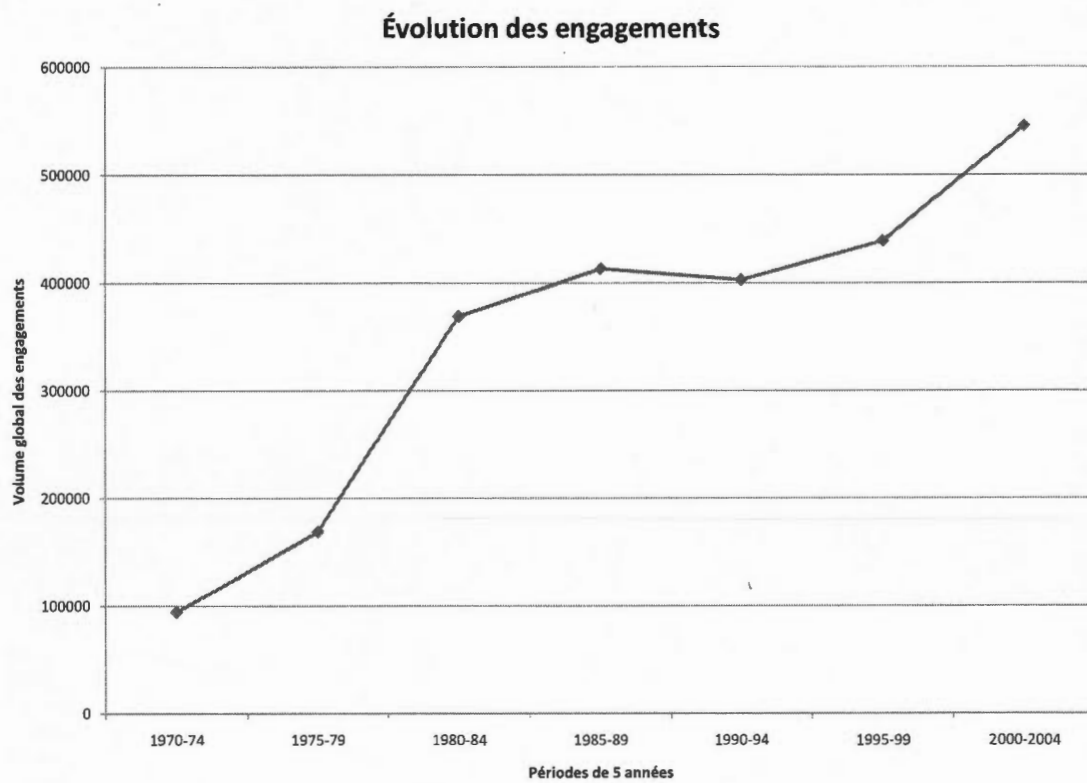


Figure 2.1: Évolution des engagements

Table 2.2: Allocation sectorielle de l'aide totale émise (sauf par la BM) (en \$US)

Tous les autres donateurs	Années							
Groupes de secteurs	70-74	75-79	80-84	85-89	90-94	95-99	00-04	Moyenne
Inconnu	.	.	.	.	.	22	93	57
Éducation	1484	3069	6944	9857	12274	19623	31897	12164
Santé/Population	1006	2692	6169	8719	11112	18008	31309	11288
Eau/Assainissement	2286	6272	12294	13817	15049	19345	19859	12703
Gouvernement/Sécurité	2652	2860	1736	4112	7091	28483	48420	13622
Infrastructures	577	1036	1504	1998	3317	14511	25286	6890
Transport	6145	16163	28146	29326	34456	38080	35236	26793
Communication	1379	3132	5006	7436	8153	3245	3184	4505
Énergie	6150	10681	34432	31156	31155	27724	25369	23810
Banque/Business	807	650	1667	4584	6127	15521	17433	6684
Agriculture/Forêt/Pêche	4607	17685	36727	38885	28628	21928	20445	24129
Industrie/Mines	7067	12640	21825	24074	15516	10451	10293	14552
Commerce	46	168	872	1725	1144	633	2752	1048
Tourisme	219	175	439	600	1012	380	678	500
Environnement/Femmes	8	435	310	638	4854	8973	9270	3498
Multisectoriel	2609	5396	12544	13687	27510	21725	27382	15836
Budget Général	2918	4135	15500	30093	28069	13745	16937	15914
Aide Alimentaire Dév.	17769	38070	35217	27146	17364	9390	11120	22297
Dette	1320	7828	5910	6463	23555	17709	44446	15319
Aide d'urgence	712	1216	4101	3934	6234	19124	29771	9299
Coûts administratifs	.	.	.	43	62	1719	9711	2884
Support pour les ONGs	96	55	618	467	944	1944	7476	1657
Non allouée	3298	7227	4288	4371	1744	9540	8124	5513
Total	63154	141586	236246	263130	285370	321824	436490	250963

Table 2.3: Allocation sectorielle de l'aide totale émise (sauf par la BM) (en %)

Tous les autres donateurs	Années							
Groupes de secteurs	70-74	75-79	80-84	85-89	90-94	95-99	00-04	Moyenne
Inconnu	.	.	.	.	.	0,00	0,02	0,01
Éducation	3,35	2,70	3,44	3,90	5,57	6,42	7,18	4,65
Santé/Population	1,38	1,82	1,95	2,69	4,20	5,76	6,92	3,53
Eau/Assainissement	4,17	4,76	5,05	4,79	5,37	5,75	4,63	4,93
Gouvernement/Sécurité	2,95	1,72	0,59	1,90	2,82	8,59	10,15	4,10
Infrastructures	0,61	0,63	0,58	1,34	1,76	5,07	5,85	2,26
Transport	13,23	11,61	12,50	11,39	12,08	11,68	9,45	11,71
Communication	2,89	2,13	1,97	2,20	2,61	0,91	0,65	1,91
Énergie	11,23	8,22	14,75	13,72	12,14	8,05	5,69	10,54
Banque/Business	1,15	0,50	0,99	2,42	3,37	6,38	4,74	2,79
Agriculture/Forêt/Pêche	11,30	16,40	17,51	16,08	10,83	7,44	5,24	12,12
Industrie/Mines	12,39	8,68	12,62	10,92	5,73	2,92	2,12	7,91
Commerce	0,08	0,10	0,79	1,25	0,47	0,21	0,61	0,50
Tourisme	0,49	0,23	0,18	0,15	0,25	0,10	0,13	0,22
Environnement/Femmes	0,01	0,26	0,15	0,18	2,06	2,58	1,93	1,03
Multisectoriel	4,49	4,35	6,12	6,18	8,66	6,56	5,75	6,01
Budget Général	3,10	2,56	5,68	10,03	9,03	6,84	7,53	6,40
Aide Alimentaire Dév.	20,83	23,50	10,95	6,99	4,33	2,15	2,05	10,12
Dette	1,40	4,63	1,60	1,56	5,87	4,13	8,29	3,93
Aide d'urgence	0,98	0,77	1,13	1,00	2,00	4,90	5,94	2,39
Coûts administratifs	.	.	.	0,01	0,02	0,39	1,78	0,55
Support pour les ONGs	0,10	0,03	0,19	0,11	0,23	0,44	1,37	0,36
Non allouée	3,87	4,39	1,25	1,18	0,60	2,73	1,98	2,29
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

L'allocation sectorielle de l'aide émise par la Banque Mondiale est décrite dans les Tableaux 2.4 et 2.5. Nous y retrouvons également des changements allocatifs dans le temps et nous nous demandons si ces changements sont similaires chez les autres donateurs.

Ces résultats sont présentés de manière plus visuelle à travers les Figures B.1 à B.10 à l'Annexe B.2, qui décrivent l'évolution dans le temps de l'allocation sectorielle de l'aide par tous les donateurs à l'exception de la Banque Mondiale, des États-Unis et du Japon (premier graphique de la figure) avec, à des fins de comparaison, l'évolution dans le temps des allocations sectorielles de chacun de ces donateurs dominants (les trois autres graphiques de la figure). Ces graphiques renforcent notre intuition que les donateurs

sont coordonnés entre eux. Les figures pour les secteurs Santé et Population (Figure B.2), Gouvernement et Sécurité (Figure B.4), Infrastructure (Figure B.5), Industries, Mines et Construction (Figure B.9) et Aide Alimentaire pour le Développement (Figure B.10) sont particulièrement parlant.

Nous avons également observé l'allocation géographique de l'aide dans le temps (Tableaux B.2 et B.3 à l'Annexe B.2). Nous remarquons qu'en général les donateurs - autres que la Banque Mondiale - ont ciblé dans le temps d'abord l'Asie, et notamment l'Asie du Sud et du Centre qui reçoivent la plus importante allocation d'aide durant toute la période étudiée, à savoir 31,28% à la fin des années 70 (Tableau B.2). Puis ce fut le tour de l'Afrique de recevoir des allocations plus élevées que les autres régions, plus précisément l'Afrique Subsaharienne, avec 24,39% à la fin des années 80. Ensuite l'Asie de l'Est est devenue la principale région récipiendaire d'aide dans les années 90. Dans le Tableau B.3, nous remarquons également que l'Asie et l'Afrique Subsaharienne sont les régions qui reçoivent le plus d'aide, en analysant les allocations de la Banque Mondiale, notre premier donateur. Seulement, nous précisons que l'institution a traditionnellement mis plus l'accent en Asie que partout ailleurs dans le monde sur toute la période étudiée. À la fin des années 70, 59,31% de l'aide accordée par la Banque Mondiale était destinée à l'Asie du Sud et du Centre. Comme pour les autres donateurs, l'Asie de l'Est s'est retrouvée en tête dans les allocations de l'institution durant les années 90.

Après ces statistiques descriptives, nous avons effectué quelques estimations empiriques pour déceler des corrélations entre les choix sectoriels des donateurs.

2.2.3 Estimations empiriques et résultats

Dans notre modèle, nous tentons d'expliquer l'allocation inter-sectorielle d'un donateur particulier par les allocations choisies par les donateurs dominants comme variables explicatives principales, auxquelles s'ajoutent les variables dichotomiques d'années, de donateurs et de secteurs, ainsi que les caractéristiques générales du don. Ces dernières sont l'objectif politique (l'égalité des genres, l'aide à l'environnement et/ou la participation au développement et à la bonne gouvernance), le type de flux (le prêt, la bourse ou le fond d'investissement) et le type d'aide (le projet d'investissement, le programme sectorielle et/ou la coopération technique). Nous ajoutons également comme variables de contrôle les caractéristiques des pays récipiendaires suivantes: le taux de croissance du PIB, la valeur ajoutée de l'agriculture et celle des services (en pourcentage du PIB), les exportations et les importations (en pourcentage du PIB), la formation de capital brute

(en pourcentage du PIB), la vaccination contre la rougeole (en pourcentage d'enfants âgés de 12 à 23 mois), l'espérance de vie à la naissance (en années) et enfin le taux d'achèvement de l'école primaire. Ces variables nous permettent de tenir compte des spécificités propres à chaque pays récipiendaire. De plus, en les incorporant, la capacité de notre modèle à expliquer l'allocation inter-sectorielle augmente (le R^2 passe de 0,76 à 0,84).

Notre variable de répartition inter-sectorielle est l'allocation de l'aide par un donateur dans un secteur particulier par rapport à ce qu'il octroie à tous les autres secteurs pendant la période considérée. Comment cette variable a-t-elle été construite ? Faisons une petite récapitulation de nos variables principales qui décrivent l'aide:

- Aide par période de cinq années: est calculée en additionnant toute l'aide durant une période de cinq années. Pour la même période, ce que les États-Unis donne, plus ce que la Suisse donne, plus ce que le Danemark donne, etc. C'est le total de ce que tous les donateurs proposent par période de cinq années.
- Aide par donateur et par période de cinq années: est calculée en additionnant toute l'aide d'un donateur donné par période de cinq années. Exemple: ce que les États-Unis donnent au total par période de cinq années.
- Distribution de l'aide par donateur et par période de cinq années: est calculée en divisant l'«aide par donateur et par période de cinq années» par l'«aide par période de cinq années». Exemple: on divise donc ce que les États-Unis proposent au total pour une période par le total de ce que tous les donateurs proposent durant la même période. Ensuite on multiplie par 100 pour obtenir des pourcentages dans nos tableaux.
- Aide par donateur, par secteur et par période de cinq années: est calculée en additionnant toute l'aide d'un donateur donné, pour un secteur donné et durant une période de cinq années donnée. Exemple: ce que les États-Unis donnent au total pour l'éducation pour une période de cinq années.
- Distribution de l'aide par donateur, par secteur et par période de cinq années: est calculée en divisant l'«aide par donateur, par secteur et par période de cinq années» par l'«aide par donateur et par période de cinq années». Exemple: on divise donc ce que les États-Unis proposent pour l'éducation durant une période donnée par le total de ce que les États-Unis donnent dans tous les secteurs durant la même période. Ensuite on multiplie par 100 pour obtenir des pourcentages dans nos tableaux. C'est l'allocation sectorielle de l'aide d'un donateur.

- Donateur dominant: c'est celui qui a donné le plus pendant une période de cinq années donnée, tous secteurs confondus. Il s'agit ici de la Banque Mondiale.
- Distribution de l'aide du donateur dominant, par secteur et par période de cinq années: donc on a divisé ce que la Banque Mondiale propose pour l'éducation par exemple durant une période donnée par le total de ce que la Banque Mondiale donne dans tous les secteurs durant la même période. Ensuite on multiplie par 100 pour obtenir des pourcentages dans nos tableaux. On fait la même chose pour chaque secteur. C'est l'allocation sectorielle de l'aide de la Banque Mondiale, ici le donateur dominant.
- Les variables équivalentes sont créées pour les donateurs dominants de second et de troisième rang, ainsi que pour le groupe "les autres donateurs", ceux qui ne sont donc pas dominants.

Un aperçu de ces variables dans notre base de données est présenté à l'annexe au Tableaux B.4 et B.5.

L'allocation dans le secteur de l'éducation par la Banque Mondiale entre 1995 et 1999 est de 6,22% d'après le Tableau 2.5. Elle est de 3,44% pour les États-Unis (Tableau 2.7) et de 3,27% pour le Japon (Tableau 2.9). Les montants moyens en dollars US sont présentés, respectivement, dans les tableaux 2.4, 2.6 et 2.8 .

Table 2.4: Allocation sectorielle de l'aide émise par la Banque Mondiale (en \$US)

Banque Mondiale Groupes de secteurs	Années							Moyenne
	70-74	75-79	80-84	85-89	90-94	95-99	00-04	
Inconnu	.	.	.	.	.	.	.	.
Éducation	1669	1501	5734	6250	10163	8558	7237	5873
Santé/Population	295	386	1024	2385	5792	7282	6430	3371
Eau/Assainissement	1645	1769	6328	5974	6603	5910	5388	4802
Gouvernement/Sécurité	128	44	437	3734	4258	9219	6937	3537
Infrastructures	.	25	641	3545	3783	7726	6601	3720
Transport	6325	3469	17946	17737	14222	13180	16289	12738
Communication	1345	473	2267	1635	2364	767	388	1320
Énergie	4430	3206	19990	25518	17734	7625	5688	12027
Banque/Business	278	198	1972	5409	7438	12497	8399	5170
Agriculture/Forêt/Pêche	6044	10040	27875	27554	15010	10731	8121	15054
Industrie/Mines	4611	2039	24732	21058	7548	2348	1250	9084
Commerce	32	.	2053	3445	745	270	596	1190
Tourisme	244	209	211	.	.	38	6	142
Environnement/Femmes	.	.	246	121	3461	2366	1281	1495
Multisectoriel	1620	1957	10029	11832	7383	7074	3966	6265
Budget Général	.	196	5447	11345	8321	16290	24145	10957
Aide Alimentaire Dév.	1862	1654	5172	1721	74	53	105	1520
Dette	.	.	.	.	77	437	784	433
Aide d'urgence	209	89	86	206	1818	2377	2635	1060
Coûts administratifs	.	.	.	.	.	.	.	.
Support pour les ONGs	.	.	96	.	.	.	.	96
Non allouée	347	196	319	516	675	2424	2669	1021
Total	31085	27452	132603	149986	117469	117169	108912	

Table 2.6: Allocation sectorielle de l'aide émise par les États-Unis (en \$US)

États-Unis	Années							
Groupes de secteurs	70-74	75-79	80-84	85-89	90-94	95-99	00-04	Moyenne
Inconnu	.	.	.	.	.	.	.	.
Éducation	178	195	1590	2238	1787	1108	1794	1270
Santé/Population	242	553	1843	2560	3269	4770	9112	3193
Eau/Assainissement	68	851	1561	902	836	937	1760	988
Gouvernement/Sécurité	30	52	828	1607	2906	4255	12618	3185
Infrastructures	50	.	181	422	744	1341	6792	1588
Transport	410	869	459	571	547	26	721	515
Communication	101	103	254	59	181	194	412	186
Énergie	352	889	1346	1166	762	508	3420	1206
Banque/Business	115	34	511	2008	2644	2653	3134	1586
Agriculture/Forêt/Pêche	1053	1868	5022	5181	2297	1288	1920	2661
Industrie/Mines	67	1036	904	237	299	172	2071	684
Commerce	.	.	45	211	463	63	885	333
Tourisme	.	.	.	.	3	9	4	5
Environnement/Femmes	.	.	.	6	656	1161	1000	706
Multisectoriel	226	547	852	569	1071	2130	6155	1650
Budget Général	776	705	11114	18563	10847	2962	3426	6913
Aide Alimentaire Dév.	5802	17327	15286	11417	4668	3186	5790	9068
Dette	119	1236	490	364	6464	471	3991	1876
Aide d'urgence	1	22	828	776	481	3973	9698	2254
Coûts administratifs	.	.	.	.	0	777	4279	1685
Support pour les ONGs	32	29	52	267	6	46	.	72
Non allouée	2	1031	695	169	485	193	0	368
Total	9623	27344	43862	49294	41416	32225	78983	

Table 2.8: Allocation sectorielle de l'aide émise par le Japon (en \$US)

Japon Groupes de secteurs	Années							Moyenne
	70-74	75-79	80-84	85-89	90-94	95-99	00-04	
Inconnu	.	.	.	.	.	.	.	.
Éducation	37	213	709	1145	1388	1879	3108	1211
Santé/Population	17	351	1375	957	767	1048	1349	838
Eau/Assainissement	339	1029	1747	2433	4272	5979	4446	2892
Gouvernement/Sécurité	.	40	108	159	76	511	409	217
Infrastructures	23	142	180	259	132	556	352	235
Transport	1475	4169	7940	7942	11934	15325	11226	8573
Communication	557	1512	1963	2712	2497	1260	870	1625
Énergie	1212	3053	7534	6277	8260	11511	7328	6454
Banque/Business	19	2	18	767	284	551	119	251
Agriculture/Forêt/Pêche	302	2510	4239	5683	4920	5950	3811	3916
Industrie/Mines	3019	3809	4504	3944	3660	1506	522	2995
Commerce	.	1	75	655	24	7	163	154
Tourisme	.	112	103	148	68	93	15	90
Environnement/Femmes	8	419	129	43	1259	2274	1751	841
Multisectoriel	369	366	316	951	1187	1215	861	752
Budget Général	617	65	.	1521	4614	3853	1812	2080
Aide Alimentaire Dév.	2613	4539	6152	4798	4811	344	251	3358
Dette	231	1210	310	1253	4479	2717	13665	3409
Aide d'urgence	70	77	95	350	337	612	790	333
Coûts administratifs	.	.	.	.	.	.	.	.
Support pour les ONGs	.	.	19	58	29	.	292	99
Non allouée	250	703	198	146	11	178	837	332
Total	11158	24323	37714	42199	55006	57368	53978	

Avant d'entamer l'analyse de nos estimations empiriques, notons un fait intéressant: le changement allocatif qui semble avoir été fait à partir des années 90. Des secteurs qui étaient prioritaires dans les années 70 et 80 ont vu leurs allocations décroître particulièrement dans les années 90 tandis que d'autres secteurs ont subi le phénomène inverse. Nous observons cette variation temporelle plus facilement au Tableau 2.10 qui est une réorganisation du Tableau 2.3. Ainsi, pour tous les donateurs à l'exception de la Banque Mondiale, le groupe de secteurs qui a connu une hausse dans les allocations est passé d'une moyenne de 1,46% entre 1970 et 1989 à une moyenne de 4,58% entre 1990 et 2004; et le groupe qui a connu une baisse dans les allocations est passé d'une moyenne de 9,43% à une moyenne de 4,07% (Tableau 2.10). Nous observons également cette variation temporelle à partir de 1990 dans les allocations de la Banque Mondiale pour la plupart des secteurs (Tableau 2.11). Ce changement semble coïncider avec la nouvelle approche des acteurs du développement économique qui privilégient les instruments microéconomiques pour doter les populations elles-mêmes de moyens de lutte contre la pauvreté (investissement dans le capital humain à travers l'éducation et la santé, création du microcrédit, etc.), par rapport aux instruments macroéconomiques qui ont été utilisés durant les premières décennies (tels que les programmes d'ajustement structurel) (Easterly, 2005).

Table 2.10: Changement allocatif (sauf par la BM) dans le temps (en %)

Tous les autres donateurs	Années								
Groupes de secteurs	70-74	75-79	80-84	85-89	Moy	90-94	95-99	00-04	Moy
Croissant									
Éducation	3,35	2,70	3,44	3,90	3,35	5,57	6,42	7,18	6,39
Santé/Population	1,38	1,82	1,95	2,69	1,96	4,20	5,76	6,92	5,63
Gouvernement/Sécurité	2,95	1,72	0,59	1,90	1,79	2,82	8,59	10,15	7,19
Infrastructure	0,61	0,63	0,58	1,34	0,79	1,76	5,07	5,85	4,22
Banque/Business	1,15	0,50	0,99	2,42	1,26	3,37	6,38	4,74	4,83
Commerce	0,08	0,10	0,79	1,25	0,56	0,47	0,21	0,61	0,43
Environnement/Femmes	0,01	0,26	0,15	0,18	0,15	2,06	2,58	1,93	2,19
Dette	1,40	4,63	1,60	1,56	2,30	5,87	4,13	8,29	6,10
Aide d'urgence	0,98	0,77	1,13	1,00	0,97	2,00	4,90	5,94	4,28
Moyenne	1,32	1,46	1,25	1,81	1,46	3,12	4,89	5,73	4,58
Décroissant									
Communication	2,89	2,13	1,97	2,20	2,30	2,61	0,91	0,65	1,39
Énergie	11,23	8,22	14,75	13,72	11,98	12,14	8,05	5,69	8,63
Agriculture/Forêt/Pêche	11,30	16,40	17,51	16,08	15,33	10,83	7,44	5,24	7,84
Industrie/Mines	12,39	8,68	12,62	10,92	11,16	5,73	2,92	2,12	3,59
Tourisme	0,49	0,23	0,18	0,15	0,26	0,25	0,10	0,13	0,16
Aide Alimentaire de Dév	20,83	23,50	10,95	6,99	15,57	4,33	2,15	2,06	2,85
Moyenne	9,86	9,86	9,66	8,34	9,43	5,98	3,59	2,65	4,07

Table 2.11: Changement allocatif de la Banque Mondiale dans le temps (en %)

Banque Mondiale	Années								
Groupes de secteurs	70-74	75-79	80-84	85-89	Moy	90-94	95-99	00-04	Moy
Croissant									
Éducation	0,95	1,41	0,77	1,59	1,18	4,93	6,22	5,90	5,68
Eau/Assainissement	0,41	0,16	0,33	2,49	0,85	3,63	7,87	6,37	5,95
Gouvernement/Sécurité	.	0,09	0,48	2,36	0,98	3,22	6,59	6,06	5,29
Commerce	0,89	0,72	1,49	3,61	1,68	6,33	10,67	7,71	8,24
Aide Alimentaire Dév.	.	0,71	4,11	7,56	4,13	7,08	13,90	22,17	14,39
Aide d'urgence	0,67	0,32	0,06	0,14	0,30	1,55	2,03	2,42	2,00
Moyenne	0,73	0,57	1,21	2,96	1,52	4,46	7,88	8,44	6,92
Décroissant									
Transport	14,25	11,68	15,07	17,01	14,50	15,10	6,51	5,22	8,94
Communication	19,44	36,57	21,02	18,37	23,85	12,78	9,16	7,46	9,80
Énergie	14,83	7,43	18,65	14,04	13,74	6,43	2,00	1,15	3,19
Banque/Business	5,99	6,02	3,90	1,15	4,27	0,06	0,05	0,10	0,07
Industrie/Mines	4,33	1,72	1,71	1,09	2,21	2,01	0,65	0,36	1,01
Environnement/Femmes	0,79	0,76	0,16	.	0,57	.	0,03	0,01	0,02
Moyenne	9,94	10,70	10,09	10,33	9,86	7,28	3,07	2,38	3,84
Constant									
Infrastructures	20,35	12,64	13,53	11,83	14,59	12,11	11,25	14,96	12,77
Santé/Population	5,29	6,45	4,77	3,98	5,12	5,62	5,04	4,95	5,20
Moyenne	12,82	9,54	9,15	7,90	9,85	8,86	8,15	9,95	8,99

Venons-en maintenant aux estimations empiriques. La variable dépendante de nos estimations est l'aide sectorielle de chaque donateur entre 1973 à 2004, en excluant les donateurs dominants. Nos variables explicatives principales sont l'aide sectorielle de chaque rang de donateurs dominants, elles sont donc au nombre de trois. Nous remarquons déjà dans le Tableau 2.12 des corrélations (de Pearson) importantes entre les allocations sectorielles des autres donateurs et celles des dominants sur la période de l'échantillon, donc entre 1970 et 2004. Et la corrélation avec la Banque Mondiale est particulièrement élevée avant les années 90 (0,76%).

Les résultats de notre estimation par moindres carrés ordinaires, en ignorant tout d'abord la destination des montants d'aide (MCO groupés), sont présentés dans la première colonne du Tableau 2.13. Nous trouvons que l'allocation sectorielle de l'aide étrangère d'un donateur particulier dans le temps est corrélée de façon très significative à l'allocation sectorielle des donateurs dominants, en tenant compte en outre du rang de ceux-ci. Ainsi, si la part de l'aide allouée par la Banque Mondiale dans un secteur spécifique par rapport aux autres secteurs augmente de 1%, alors cette part augmente chez le donateur particulier de 0,64%. Pour les États-Unis et le Japon, les donateurs de second rang, l'augmentation est de 0,27%. Et pour Allemagne, la Banque Interaméricaine de Développement et la Communauté Européenne, les donateurs de troisième rang, l'augmentation est de 0,19%.

Table 2.12: Corrélations entre les allocations sectorielles des donateurs dominants et celle des autres donateurs

Entre 1970 et 2004				
	Autres donateurs	Banque Mondiale	États-Unis	Japon
Autres donateurs	1			
Banque Mondiale	0,69	1		
États-Unis	0,48	0,107	1	
Japon	0,60	0,249	0,205	1
Entre 1970 et 1990				
	Autres donateurs	Banque Mondiale	États-Unis	Japon
Autres donateurs	1			
Banque Mondiale	0,76	1		
États-Unis	0,44	0,01	1	
Japon	0,65	0,29	0,38	1
Entre 1990 et 2004				
	Autres donateurs	Banque Mondiale	États-Unis	Japon
Autres donateurs	1			
Banque Mondiale	0,56	1		
États-Unis	0,51	0,19	1	
Japon	0,61	0,26	0,10	1

Table 2.13: Estimations: Variable dépendante: Aide sectorielle de 1973 à 2004

	MCO	Effets fixes	Tobit
Nombre d'observations	33132	33132	33132
Aide sectorielle donateur rang 1	0,6449* (24,0600)	0,6432* (23,9800)	0,6432* (22,3900)
Aide sectorielle donateur rang 2	0,2664* (39,9100)	0,2678* (39,8800)	0,2678* (37,4700)
Aide sectorielle donateur rang 3	0,1954* (27,3200)	0,1941* (26,9900)	0,1941* (24,6600)
Agriculture(R)	0,0000 (1,0700)	-0,0002 (1,3000)	-0,0002 (1,2600)
Exportations(R)	0,0000 (0,7100)	0,0001 (0,9000)	0,0001 (0,9400)
Taux croissance PIB(R)	0,0001 (1,1000)	0,0000 (0,0000)	0,0000 (0,0000)
Formation capital brute(R)	-0,0001 (2,4700)	0,0001 (0,4600)	0,0001 (0,4800)
Importations(R)	0,0000 (1,4000)	-0,0001 (0,7000)	-0,0001 (0,7400)
Services(R)	-0,0001*** (2,5000)	-0,0004** (2,7500)	-0,0004** (2,6800)
Immunisation(R)	0,0000*** (2,1800)	0,0000 (0,0900)	0,0000 (0,0900)
Espérance de vie(R)	0,0002* (4,6700)	-0,0002 (1,3700)	-0,0002 (1,3200)
Taux croissance Population(R)	-0,0012** (3,4300)	-0,0005 (0,9100)	-0,0005 (0,9000)
Taux achèvement du primaire(R)	0,0000*** (2,4500)	-0,0001*** (1,8200)	-0,0001*** (1,7800)
Constante	0,0804 (2,0700)	0,1384 (3,1800)	0,0989 (4,8400)

Note: Régressions avec des données de panel.

Les écarts-types sont calculés avec la correction de White pour l'hétéroscédasticité.

La statistique |t| est entre parenthèses. *, ** ou *** veut dire significatif à 1%, 1% ou 10%.

Les coefficients des variables dichotomiques d'années ne sont pas reportés.

Autres variables dichotomiques non reportés: de donateurs, de secteurs, de types de politiques visées, de types de flux, de types d'aide.

De la même façon que nous avons procédé dans notre premier chapitre, nous n'allons pas nous arrêter à la technique des moindres carrés ordinaires groupés. En effet, il serait plus prudent de voir ce que donnent d'autres méthodes d'estimation qui tiennent compte des spécificités de notre modèle, plus précisément des problèmes d'hétérogénéité non observée et de biais de sélection.

L'introduction des effets fixes de pays récipiendaires pourrait corriger des biais potentiels dus à des variables manquantes liés par exemple à la qualité des institutions et des politiques de ces derniers. Pour en avoir le coeur net, nous effectuons un test Hausman pour choisir entre effets fixes et effets aléatoires. Le résultat du test est que les différences dans les coefficients sont systématiques. Ainsi, il vaut mieux choisir un modèle à effets fixes. Nos conclusions demeurent les mêmes (voir la deuxième colonne du Tableau 2.13).

Nous devons également déterminer si nous ne faisons pas face à un biais de sélection dans nos estimations. Ainsi que l'ont fait remarqué Alesina et Dollar (2000), si chaque donateur favorisait un petit nombre de pays récipiendaires - ce qui ferait que la variable dépendante incluerait beaucoup de zéros - alors il aurait été important d'utiliser une procédure tobit qui reconnaît la troncature de la variable. Cependant, il est intéressant de noter qu'il existe très peu de zéros dans la variable dépendante, car les donateurs majeurs donnent de l'aide à pratiquement tous les pays en développement. Ceci indique qu'ils voudraient être impliqués partout, même de façon mineure. Comme nous nous y attendions, les résultats par moindres carrés ordinaires et par tobit sont similaires. À la troisième colonne du Tableau 2.13, nous reportons les résultats d'une estimation tobit qui inclut les variables dichotomiques de pays récipiendaires. Ils correspondent aux résultats par moindres carrés ordinaires avec effets fixes de pays récipiendaires.

Ainsi, d'après nos résultats, il y a bel et bien coordination entre donateurs dans l'allocation inter-sectorielle de l'aide à travers le temps. Mais quelle est la ou les raisons derrière cette coordination ? Nous ne le savons pas. Par contre, il y a peu de chances qu'elle se fasse dans un objectif d'efficacité, vu que les donateurs semblent porter leurs choix généralement sur les mêmes secteurs au même moment et ce, quels que soient les besoins du récipiendaire.

2.3 Conclusion

Dans cette étude, nous analysons l'allocation inter-sectorielle de l'aide étrangère avec une attention particulière portée sur la similitude des choix des donateurs dans le temps. En d'autres termes, y a-t-il une certaine coordination entre les donateurs ? Nous testons notamment si le choix d'un donateur particulier ne serait pas relié aux allocations choisies par les donateurs dominants. Le calcul de la contribution moyenne de chacun dans l'aide globale (contributions qu'ils se sont engagés à déboursier) nous a permis de détecter ces donateurs dominants. Notre variable de répartition inter-sectorielle est l'allocation de l'aide par un donateur dans un secteur particulier par rapport à ce qu'il octroie à tous les autres secteurs pendant la période considérée.

La littérature sur l'aide étrangère a souvent conclu à un manque de coordination entre les donateurs (William, 2008; Kasuga, 2008). D'après nos résultats, il y a bel et bien coordination entre donateurs dans l'allocation inter-sectorielle de l'aide à travers le temps mais une coordination qui ne se fait pas dans un objectif premier d'efficacité. Nos estimations empiriques confirment cette corrélation dans les choix sectoriels entre les donateurs dominants (ceux qui donnent le plus) et les autres. Ce qui peut être problématique puisque, les pays récipiendaires d'aide dans le monde étant hétérogènes, la probabilité pour que leurs besoins à tous soient concentrés dans un secteur particulier, et ceci exactement au même moment, est quasiment nulle.

Mais d'où vient cette coordination ? Pourquoi la plupart des donateurs feraient-ils tous le même choix sectoriel ? Peut-être qu'ils réagissent au même stimulus. Il peut s'agir d'un papier qui a changé le monde de la recherche, avec une expression populaire dans le milieu tel que: "l'éducation c'est la clé". Cela peut également être un effet de mode. Ou encore un donateur leader qui choisit le secteur principal dans lequel il concentre son aide et qui est ensuite suivi par le reste des donateurs. Nous ne connaissons pas la ou les causes. Et il serait intéressant d'en faire l'investigation dans une recherche future.

CHAPITRE 3

SUR QUELLE BASE AIDER ?

Résumé

Dans ce papier, nous analysons la conditionnalité de l'aide. Plus spécifiquement, nous comparons la stratégie de l'aide fondée sur l'intrant à celle de l'aide fondée sur le résultat, et ceci du point de vue du donateur. Ce dernier fait face à plusieurs récipiendaires qui valorisent les bons résultats mais diffèrent sur leur efficacité à les obtenir. Ce qui amène d'ailleurs le donateur à leur proposer des contrats séparateurs. En outre, le niveau d'efficacité choisi par un récipiendaire n'est pas parfaitement observable. Et il existe également de l'incertitude quant au lien entre la gestion de l'aide par le récipiendaire et le résultat obtenu. Malgré le débat en cours sur la meilleure stratégie à adopter entre les deux, nous trouvons que dans ces conditions l'aide fondée sur l'intrant est tout aussi profitable que l'aide fondée sur le résultat pour le donateur.

3.1 Introduction

Durant les dernières années, il y a eu plusieurs études proposant un conditionnement de l'aide sur des résultats tels que la réduction de la mortalité infantile (Grootaert et Kanbur, 1995), ou le nombre d'enfants ayant complété l'école primaire (Birdsall et Vaishnav, 2005; Eifert et Gelb, 2005), et ceci à l'opposé des «intrants» traditionnels financés par les donateurs comme les réformes politiques ¹ ou le nombre d'écoles construites. Un changement stratégique appuyé par une part importante de la littérature sur l'efficacité

¹D'après Shepherd (2002) les prêts d'ajustement structurels sont, contrairement à l'aide basée sur les intrants, structurés au sein d'un contrat basé sur les résultats: les fonds ne sont pas libérés jusqu'à ce que les conditions soient réunies. Mais à part cela, l'ensemble des incitations auxquelles les donateurs et les gouvernements récipiendaires font face sont généralement les mêmes pour les prêts d'ajustement structurel comme pour les intrants ou prêts d'investissement traditionnels.

de l'aide s'est donc effectué (Glassman et Gaarder, 2007; Eichler, Auxila, Antoine et Desmangles, 2007; Barder et Birdsall, 2006), et les motivations de ce changement sont diverses. D'aucuns le voient comme un moyen de forger une certaine responsabilité aux pays récipiendaires devant les conséquences des décisions prises en matière de développement. La désillusion de la conditionnalité ex-ante traditionnelle aurait en fait conduit à des appels pour des approches plus orientées vers les résultats et qui se focalisent sur l'appropriation des projets par les récipiendaires, la sélectivité et les partenariats (Koeberle, 2003). D'autres le voient comme un moyen pour inciter les gouvernements à expérimenter des méthodes alternatives en développement qui apporteront de meilleurs résultats (Brook et Smith, Part I, 2001). Malgré tout, certains trouvent qu'il ne s'agit là que d'un moyen de s'adresser au problème de l'aide fondée sur les intrants. Autrement dit la relation entre les intrants et les résultats n'est pas bien définie, et ceci serait une bonne solution pour que les pays qui atteignent de bons résultats (le nombre d'enfants scolarisés augmente) sans tenir compte des «bons» intrants (le nombre d'écoles construites n'augmentent pas) ne soient pas pénalisés. Bien évidemment, cela permet également de ne pas régulièrement récompenser des pays qui ne valorisent pas les bons résultats et qui ne se préoccupent que des transferts d'aide possibles à acquérir, ainsi que des coûts liés à l'implémentation d'un intrant. Mais qu'en est-il des pays qui valorisent les bons résultats mais qui n'en obtiennent pas toujours pour plusieurs types de facteurs ? Pour être plus efficace, l'aide devrait être contracyclique et non procyclique comme le recommande Pallage, Robe et Bérubé (2004).

Une application importante et intéressante de l'aide basée sur les résultats est celle présentée par l'Union Européenne et analysée par Adam, Chambas, Guillaumont, Jeanne-ney, et Gunning (2004). En théorie, la performance doit être mesurée, autant que possible, en termes d'objectifs ultimes (tels que la réduction de la mortalité infantile) plutôt que par des cibles intermédiaires (tels que le nombre d'enfants immunisés), pour que le choix des instruments reste à la discrétion du récipiendaire. Par cette approche, ce dernier devrait pouvoir s'approprier les réformes. En pratique, l'approche a généré une focalisation vers des indicateurs intermédiaires (des indicateurs de résultats à la place des indicateurs d'impact) qui déforment le tableau de la politique globale du gouvernement et qui sont trop distants de l'impact final, des objectifs ultimes des politiques.

L'approche de l'aide basée sur les résultats doit-elle complètement supplanter celle de l'aide basée sur les intrants ? Selon Eifert et Gelb (2005), les deux méthodes doivent être complémentaires, au vue notamment de la difficulté de la mise en pratique de la méthode fondée sur les résultats. Et d'après Koeberle (2003), les prêts basés sur les politiques restent globalement un outil utile pour soutenir les réformes du gouvernement.

Ainsi, bien que la recherche sur l'efficacité de l'aide encourage un échelonnement basé sur la performance plus que sur les promesses, l'auteur trouve qu'une focalisation pure sur les résultats est accablée par plusieurs difficultés d'ordre pratique et ne constitue pas un substitut à la conditionnalité. Il ajoute qu'une bonne pratique au niveau des prêts basés sur les politiques suggère aussi l'établissement d'une structure intermédiaire transparente qui va lier les actions politiques, les indicateurs de progrès, et les résultats espérés.

Dans ce chapitre, nous nous demandons si du point de vue du donateur ce changement stratégique vers l'aide fondée sur le résultat est justifié. Quelles sont les conditions sous lesquelles l'aide fondée sur le résultat serait plus bénéfique que l'aide fondée sur l'intrant ? Nous trouvons que lorsqu'il y a plusieurs bénéficiaires qui valorisent les bons résultats mais diffèrent sur leur efficacité à les obtenir, et qu'il existe une incertitude sur l'observation de cette efficacité de même que sur le lien entre l'intrant recommandé et le résultat, alors l'aide fondée sur l'intrant est tout aussi profitable pour le donateur que l'aide fondée sur le résultat.

3.2 Le modèle de base

Notre modèle est composé d'un donateur et de deux types de gouvernements bénéficiaires d'aide. Les gouvernements retirent tous de l'utilité à obtenir de bons résultats mais diffèrent de par leur capacité à utiliser les ressources dont ils disposent de façon efficiente. Il y a un type *A* de bénéficiaires qui sont efficaces et un type *B* qui sont plutôt peu efficaces. Cette efficacité administrative d'un client potentiel d'aide n'est pas parfaitement observable par le donateur. L'observation de ce dernier est altérée par un vecteur de variables aléatoires qui envoie une information imparfaite. Par exemple, le bénéficiaire peut fournir un niveau d'efficacité élevé mais parce que certains éléments minoritaires du système administratif pratiquent la corruption, l'efficacité observée par le donateur est faible. Si l'efficacité était parfaitement observable, le donateur aurait pu, par exemple, sanctionner la corruption dans le pays bénéficiaire et non pas le pays dans son ensemble (en réduisant le transfert d'aide). Nous analysons donc un problème d'antisélection dans un modèle principal-agent.

Chaque gouvernement fait face à trois choix: (1) adopter l'intrant ou la politique recommandée avec l'efficacité (ou effort) élevée x_H qui est coûteuse pour lui; (2) adopter la politique avec l'efficacité faible x_L qui est beaucoup moins coûteuse; (3) ne rien faire et se contenter de l'option externe W_0 . Soit $C(x_H)$ le coût à choisir x_H et $C(x_L)$ le coût à choisir x_L . On a $C(x_H) = C_{HA}$ pour le type *A*, $C(x_H) = C_{HB}$ pour le type *B*. Puis,

$C(x_L) = C_{LA}$ pour le type A , $C(x_L) = C_{LB}$ pour le type B . Nous supposons que les pays récipiendaires disposent d'un très faible budget national pour faire face aux coûts venant avec l'effort élevé, d'où le besoin d'aide.

Les choix du gouvernement conduisent à des résultats dénotés par Y qui influencent le bien-être des populations. Il s'agit de changements sur des variables tels que les prix des commodités, les taux de participation à l'école, la couverture médicale, l'accès à l'eau potable, etc. Supposons que nous ayons deux types de résultat possibles, Y_H et Y_L , avec $Y_H > Y_L$.

En plus de l'efficacité administrative des gouvernements, les résultats sont également affectés par un second vecteur de variables aléatoires. Il peut y avoir par exemple des chocs externes tels que des précipitations qui vont clairement affecter les résultats finaux des politiques de santé et d'agriculture du gouvernement à travers leurs effets sur la prévalence du paludisme et de la production agricole.

Nous avons donc deux sources d'incertitude dans ce modèle.

Ainsi, avec la probabilité p_H ($0 < p_H < 1$), le niveau d'efficacité élevé x_H donne un résultat élevé Y_H . Cependant, avec la probabilité p_L ($0 < p_L < 1$) le niveau d'efficacité faible x_L peut également donner un résultat élevé Y_H , mais $p_L < p_H$. Réciproquement, avec la probabilité $1 - p_H$, le niveau d'efficacité élevé x_H donne un résultat faible Y_L , et avec la probabilité $1 - p_L$ le niveau d'efficacité faible x_L donne un résultat faible Y_L .

Deuxièmement, le donateur n'observe pas parfaitement le choix du gouvernement en ce qui concerne le niveau d'efficacité utilisé pour l'implantation de l'intrant recommandé. Ainsi, avec la probabilité λ_H ($0 < \lambda_H < 1$), le donateur observe x_H quand c'est bien x_H qui a été choisi. Cependant, avec la probabilité λ_L le donateur observe toujours x_H alors que c'est plutôt x_L qui a été choisi, mais $\lambda_L < \lambda_H$. Réciproquement, avec la probabilité $1 - \lambda_H$, le donateur observe x_L alors que c'est x_H qui a été choisi, et avec la probabilité $1 - \lambda_L$ le donateur observe x_L et c'est bien x_L qui a été choisi.

Ceci est résumé dans les deux Tableaux 3.1 et 3.2.

Sous l'aide basée sur l'intrant, lorsque le donateur observe x_H pour l'implantation d'une politique recommandée (que x_H ait été réellement choisi ou non), il fait un transfert $T(x_H)$. Lorsqu'il observe x_L , il fait un transfert $T(x_L)$. Le donateur offre de cette façon différents types de contrats et cherche en fait à adapter chacun d'entre eux à un type spécifique de gouvernement. L'objectif qu'il veut atteindre avec ces contrats séparateurs est d'inciter les types A à choisir le niveau d'efficacité x_H et les types B à choisir le niveau d'efficacité x_L , pour que chacun révèle son type.

Table 3.1: Incertitude sur l'observation de l'effort

		Effort fourni	
		x_H	x_L
Effort observé	x_H	λ_H	$1-\lambda_H$
	x_L	λ_L	$1-\lambda_L$

Table 3.2: Incertitude sur le lien entre effort et résultat

		Résultat	
		Y_H	Y_L
Effort fourni	x_H	p_H	$1-p_H$
	x_L	p_L	$1-p_L$

Sous l'aide basée sur le résultat, lorsque le donateur observe Y_H , il fait un transfert $T(Y_H)$. Lorsqu'il observe Y_L , il fait un transfert $T(Y_L)$.

À quel problème le gouvernement fait-il face ? Qu'en est-il du donateur ? Leurs fonctions objectives va dépendre de la stratégie choisie, c'est-à-dire si l'aide est basée sur l'intrant ou s'il est basé sur le résultat. Nous allons examiner les deux cas.

Sous l'aide basée sur le résultat, lorsque le donateur observe Y_H , il fait un transfert $T(Y_H)$. Lorsqu'il observe Y_L , il fait un transfert $T(Y_L)$.

3.2.1 L'aide basée sur l'intrant

Supposons que le donateur souhaite proposer une aide basée sur l'intrant. Les acteurs du modèle sont tous deux neutres au risque. La fonction objective d'un gouvernement prend la forme suivante:

$$\max_x u^E(x) = Y - C(x) + T(x) \quad (3.1)$$

avec un indice «E» pour signifier que l'aide est basée sur l'effort.

Le donateur quant à lui ne se préoccupe que du résultat qu'il vise à maximiser en utilisant l'aide. Typiquement, le principal, dans le cas-ci le donateur, obtient de meilleurs résultats en proposant un contrat séparateur. C'est-à-dire un menu de contrats qui incite chaque agent à révéler son type par son choix. Ceci prend la forme de contraintes d'incitation est de contraintes de participation. Une contrainte d'incitation signifie que l'utilité de l'agent lorsque celui-ci révèle son type est supérieur à son utilité lorsqu'il ne révèle pas son type. Une contrainte de participation signifie que l'utilité de l'agent lorsqu'il signe le contrat avec le principal est supérieur à son utilité de réserve (lorsqu'il ne signe pas de contrat).

Nous disions donc que le donateur ne se préoccupe que du résultat qu'il vise à maximiser en utilisant l'aide. Ceci se traduit à travers le programme suivant:

$$\max_{T(x)} Y \quad (3.2)$$

sujet à deux contraintes liées aux gouvernements de type A et deux contraintes liées aux gouvernements de type B.

$$\begin{cases} CI_A^E \\ CP_A^E \end{cases} \quad (3.3)$$

$$\begin{cases} CI_B^E \\ CP_B^E \end{cases} \quad (3.4)$$

La première contrainte, CI_A^E , est la contrainte d'incitation des gouvernements de type A. Le contrat devrait donner à ce type de gouvernement une incitation à offrir

le niveau d'efficacité élevé, dans le sens qu'il aura un bien-être plus élevé s'il exerce le niveau d'efficacité élevé.

$$u_A^E(x_H) \geq u_A^E(x_L) \quad (3.5)$$

$$\text{avec } u_A^E(x_H) = p_H Y_H + (1 - p_H) Y_L + \lambda_H T(x_H) + (1 - \lambda_H) T(x_L) - C_{HA}$$

$$\text{et } u_A^E(x_L) = p_L Y_H + (1 - p_L) Y_L + \lambda_L T(x_H) + (1 - \lambda_L) T(x_L) - C_{LA},$$

c'est-à-dire:

$$(p_H - p_L)(Y_H - Y_L) + (\lambda_H - \lambda_L)[T(x_H) - T(x_L)] \geq C_{HA} - C_{LA} \quad (3.6)$$

La deuxième contrainte, CP_A^E , est la contrainte de participation des gouvernements de type A . En effet, avant d'inciter un gouvernement à être efficace dans l'utilisation de l'aide, le donateur devra s'assurer que celui-ci acceptera de signer le contrat d'aide avec lui au lieu de se contenter de l'option externe.

$$u_A^E(x_H) \geq W_0 \quad (3.7)$$

$$p_H Y_H + (1 - p_H) Y_L + \lambda_H T(x_H) + (1 - \lambda_H) T(x_L) - C_{HA} \geq W_0 \quad (3.8)$$

La troisième contrainte, CI_B^E , est la contrainte d'incitation des gouvernements de type B . Le contrat devrait donner à ce type de gouvernement une incitation à offrir le niveau d'efficacité faible, dans le sens qu'il aura un bien-être plus élevé s'il exerce le niveau d'efficacité faible.

$$u_B^E(x_L) \geq u_B^E(x_H) \quad (3.9)$$

$$\text{avec } u_B^E(x_L) = p_L Y_H + (1 - p_L) Y_L + \lambda_L T(x_H) + (1 - \lambda_L) T(x_L) - C_{LB}$$

$$\text{et } u_B^E(x_H) = p_H Y_H + (1 - p_H) Y_L + \lambda_H T(x_H) + (1 - \lambda_H) T(x_L) - C_{HB},$$

c'est-à-dire:

$$C_{HB} - C_{LB} \geq (p_H - p_L)(Y_H - Y_L) + (\lambda_H - \lambda_L)[T(x_H) - T(x_L)] \quad (3.10)$$

La quatrième contrainte, CP_B^E , est la contrainte de participation des gouvernements de type B . Cette contrainte montre que pour n'importe quel contrat donné, le gouvernement doit être au moins aussi riche que sous le statu quo pour l'accepter.

$$u_B^E(x_L) \geq W_0 \quad (3.11)$$

$$p_L Y_H + (1 - p_L) Y_L + \lambda_L T(x_H) + (1 - \lambda_L) T(x_L) - C_{LB} \geq W_0 \quad (3.12)$$

Dans le cas d'un menu de contrats, tout comme dans un modèle de sélection adverse classique, seules la CI_A^E et la CP_B^E sont mordantes. La CP_A^E aurait été mordante en information parfaite, mais ici elle ne l'est pas car les gouvernements efficaces bénéficient d'une «rente informative» en raison du manque d'information du donateur quant à leurs types.

Nous obtenons donc à l'équilibre:

$$\begin{aligned} u_A^E(x_H) &= u_A^E(x_L) \\ u_B^E(x_L) &= W_0 \end{aligned}$$

C'est-à-dire:

$$\begin{aligned} (p_H - p_L)(Y_H - Y_L) + (\lambda_H - \lambda_L)[T(x_H) - T(x_L)] &= C_{HA} - C_{LA} \\ p_L Y_H + (1 - p_L) Y_L + \lambda_L T(x_H) + (1 - \lambda_L) T(x_L) - C_{LB} &= W_0 \end{aligned}$$

En résolvant ce système, nous trouvons les niveaux de transferts optimaux:

$$\begin{cases} T^*(x_H) = Q - \left(\frac{1-\lambda_L}{\lambda_H-\lambda_L}\right)(p_H - p_L)(Y_H - Y_L) + \left(\frac{1-\lambda_L}{\lambda_H-\lambda_L}\right)(C_{HA} - C_{LA}) \\ T^*(x_L) = Q + \left(\frac{\lambda_L}{\lambda_H-\lambda_L}\right)(p_H - p_L)(Y_H - Y_L) - \left(\frac{\lambda_L}{\lambda_H-\lambda_L}\right)(C_{HA} - C_{LA}) \end{cases} \quad (3.13)$$

avec $Q = [W_0 + C_{LB}] - [p_L Y_H + (1 - p_L) Y_L]$.

Voici donc les deux transferts qui seront proposés par le donateur si son aide est basée sur l'intrant. S'il observe x_H , il donnera un transfert $T^*(x_H)$. S'il observe x_L , ce sera un transfert $T^*(x_L)$. Bien entendu, il y a de l'incertitude sur le x observé mais le contrat en tient compte justement et devrait inciter les gouvernements de type A à choisir x_H et ceux de type B à choisir x_L . Il s'agit bien donc d'un contrat séparateur.

Supposons qu'il existe une proportion exogène θ de gouvernements de type A et donc $1 - \theta$ est de gouvernements de type B . Au niveau des résultats nous avons:

- θ gouvernements qui font x_H :
 - θp_H obtiennent Y_H .
 - $\theta(1 - p_H)$ obtiennent Y_L
- $(1 - \theta)$ gouvernements qui font x_L :
 - $(1 - \theta)p_L$ obtiennent Y_H .
 - $(1 - \theta)(1 - p_L)$ obtiennent Y_L

Au niveau des transferts, nous avons:

- θ gouvernements qui font x_H :
 - $\theta \lambda_H$ obtiennent $T(x_H)$.
 - $\theta(1 - \lambda_H)$ obtiennent $T(x_L)$
- $(1 - \theta)$ gouvernements qui font x_L :
 - $(1 - \theta)\lambda_L$ obtiennent $T(x_H)$.
 - $(1 - \theta)(1 - \lambda_L)$ obtiennent $T(x_L)$

Les bénéfices pour le donateur se mesurent donc par:

$$[\theta p_H + (1 - \theta)p_L]Y_H + [\theta(1 - p_H) + (1 - \theta)(1 - p_L)]Y_L \quad (3.14)$$

Et les coûts par:

$$[\theta \lambda_H + (1 - \theta)\lambda_L]T(x_H) + [\theta(1 - \lambda_H) + (1 - \theta)(1 - \lambda_L)]T(x_L) \quad (3.15)$$

Les bénéfices seront supérieurs aux coûts si la moyenne des résultats est supérieure à la moyenne des transferts, ce qui est encore plus probable lorsque ces derniers sont bornés, c'est-à-dire lorsque le donateur a une contrainte budgétaire. À ce moment-là, les transferts serviront surtout à compenser les gouvernements pour les coûts qu'ils subissent pour obtenir un résultat souhaité par le donateur.

Nous allons dans ce qui suit passer à l'aide basée sur les résultats et effectuer le même type d'analyse jusqu'à déterminer les bénéfices et les coûts pour le donateur de proposer ce type de contrat. Nous pouvons déjà dire que les bénéfices seront les mêmes puisqu'ils dépendent uniquement des résultats et de la probabilité de les obtenir.

3.2.2 L'aide basée sur le résultat

Supposons maintenant que le donateur souhaite proposer une aide basée sur le résultat. La fonction objective d'un gouvernement prend la forme suivante:

$$\max_x u^R(x) = Y - C(x) + T(Y) \quad (3.16)$$

avec un indice «R» pour signifier que l'aide est basée sur le résultat.

Dans ce cas-ci également, le donateur ne se préoccupe que du résultat qu'il vise à maximiser en utilisant l'aide:

$$\max_{T(Y)} Y \quad (3.17)$$

sujet à deux contraintes liées aux gouvernements de type A et deux contraintes liées aux gouvernements de type B.

$$\begin{cases} CI_A^R \\ CP_A^R \end{cases} \quad (3.18)$$

$$\begin{cases} CI_B^R \\ CP_B^R \end{cases} \quad (3.19)$$

Voici la contrainte d'incitation des gouvernements de type A, CI_A^R :

$$u_A^R(x_H) \geq u_A^R(x_L) \quad (3.20)$$

avec $u_A^R(x_H) = p_H Y_H + (1 - p_H) Y_L + p_H T(Y_H) + (1 - p_H) T(Y_L) - C_{HA}$

et $u_A^R(x_L) = p_L Y_H + (1 - p_L) Y_L + p_L T(Y_H) + (1 - p_L) T(Y_L) - C_{LA}$,

c'est-à-dire:

$$(p_H - p_L)(Y_H - Y_L) + (p_H - p_L)[T(Y_H) - T(Y_L)] \geq C_{LA} \quad (3.21)$$

La contrainte de participation des gouvernements de type A , CP_A^R :

$$u_A^R(x_H) \geq W_0 \quad (3.22)$$

$$p_H Y_H + (1 - p_H) Y_L + p_H T(Y_H) + (1 - p_H) T(Y_L) - C_{HA} \geq W_0 \quad (3.23)$$

La contrainte d'incitation des gouvernements de type B , CI_B :

$$u_B^R(x_L) \geq u_B^R(x_H) \quad (3.24)$$

avec $u_B^R(x_L) = p_L Y_H + (1 - p_L) Y_L + p_L T(Y_H) + (1 - p_L) T(Y_L) - C_{LB}$

et $u_B^R(x_H) = p_H Y_H + (1 - p_H) Y_L + p_H T(Y_H) + (1 - p_H) T(Y_L) - C_{HB}$,

c'est-à-dire:

$$C_{HB} - C_{LB} \geq (p_H - p_L)(Y_H - Y_L) + (p_H - p_L)[T(Y_H) - T(Y_L)] \quad (3.25)$$

La contrainte de participation des gouvernements de type B , CP_B :

$$u_B^R(x_L) \geq W_0 \quad (3.26)$$

$$p_L Y_H + (1 - p_L) Y_L + p_L T(Y_H) + (1 - p_L) T(Y_L) - C_{LB} \geq W_0 \quad (3.27)$$

À nouveau, seules la CI_A et la CP_B sont mordantes. Nous obtenons donc à l'équilibre:

$$\begin{aligned} u_A^R(x_H) &= u_A^R(x_L) \\ u_B^R(x_L) &= W_0 \end{aligned}$$

C'est-à-dire:

$$\begin{aligned} (p_H - p_L)(Y_H - Y_L) + (p_H - p_L)[T(Y_H) - T(Y_L)] &= C_{HA} - C_{LA} \\ p_L Y_H + (1 - p_L)Y_L + p_L T(Y_H) + (1 - p_L)T(Y_L) - C_{LB} &= W_0 \end{aligned}$$

En résolvant ce système, nous trouvons les niveaux de transferts optimaux:

$$\begin{cases} T^*(Y_H) = Q - (1 - p_L)(Y_H - Y_L) + (\frac{1-p_L}{p_H-p_L})(C_{HA} - C_{LA}) \\ T^*(Y_L) = Q + p_L(Y_H - Y_L) - (\frac{p_L}{p_H-p_L})(C_{HA} - C_{LA}) \end{cases} \quad (3.28)$$

avec $Q = [W_0 + C_{LB}] - [p_L Y_H + (1 - p_L)Y_L]$.

Supposons de nouveau qu'il y a une proportion exogène θ de gouvernements de type A et donc $1 - \theta$ est de gouvernements de type B . Au niveau des résultats nous avons:

- θ gouvernements qui font x_H :
 - θp_H obtiennent Y_H .
 - $\theta(1 - p_H)$ obtiennent Y_L
- $(1 - \theta)$ gouvernements qui font x_L :
 - $(1 - \theta)p_L$ obtiennent Y_H .
 - $(1 - \theta)(1 - p_L)$ obtiennent Y_L

Au niveau des transferts, nous avons:

- θ gouvernements qui font x_H :
 - θp_H obtiennent $T(Y_H)$.
 - $\theta(1 - p_H)$ obtiennent $T(Y_L)$

- $(1 - \theta)$ gouvernements qui font x_L :
 - $(1 - \theta)p_L$ obtiennent $T(Y_H)$.
 - $(1 - \theta)(1 - p_L)$ obtiennent $T(Y_L)$

Les bénéfices pour le donateur sont dans ce cas les mêmes que ceux de l'aide basée sur l'intrant:

$$[\theta p_H + (1 - \theta)p_L]Y_H + [\theta(1 - p_H) + (1 - \theta)(1 - p_L)]Y_L$$

Cependant, les coûts semblent différer:

$$[\theta p_H + (1 - \theta)p_L]T(Y_H) + [\theta(1 - p_H) + (1 - \theta)(1 - p_L)]T(Y_L) \quad (3.29)$$

Comparons maintenant les deux types de contrats, celui où l'aide est basée sur l'intrant et celui où elle est basée sur le résultat.

3.2.3 Comparaison des deux types de contrat

Sous l'aide basée sur l'intrant, lorsque nous remplaçons $T(x_H)$ et $T(x_L)$ par leurs valeurs à l'optimum, les coûts deviennent:

$$[W_0 - p_L Y_H - (1 - p_L)Y_L] - \theta(p_H - p_L)(Y_H - Y_L) + \theta C_A$$

Sous l'aide basée sur le résultat, lorsque nous remplaçons $T(x_H)$ et $T(x_L)$ par leurs valeurs à l'optimum, les coûts deviennent:

$$[W_0 - p_L Y_H - (1 - p_L)Y_L] - \theta(p_H - p_L)(Y_H - Y_L) + \theta C_A$$

Il s'agit des mêmes coûts, que le donateur utilise $T(x)$ ou $T(Y)$.

Il n'y a donc pas de différence pour le donateur entre l'aide basée sur l'intrant et l'aide basée sur le résultat dans ce modèle.

Certes, la linéarité des fonctions objectives des acteurs (qui sont donc ici neutres au risque) aident à obtenir ce résultat. Cependant ce choix, que nous trouvons très pertinent, repose sur celui de la littérature en théorie des contrats et ses applications, et notamment sur les études en développement tels que Reinikka et Svensson (2007).

Nous avons supposons jusqu'ici que le donateur propose aux gouvernements un menu de contrats. Mais il est possible que le donateur n'offre qu'un seul type de contrat. Il pourrait par exemple demander un niveau d'effort suffisamment faible pour attirer tout le monde - donc même les gouvernements de type B . À ce moment là, la contrainte d'incitation des gouvernements de type B , CI_B^E , sera mordante:

$$C_{HB} - C_{LB} = (p_H - p_L)(Y_H - Y_L) + (\lambda_H - \lambda_L)[T(x_H) - T(x_L)].$$

Mais la contrainte d'incitation des gouvernements de type A , CI_A^E , ne le sera pas:

$$(p_H - p_L)(Y_H - Y_L) + (\lambda_H - \lambda_L)[T(x_H) - T(x_L)] \geq C_{HA} - C_{LA}.$$

Nous rappelons que $C(x_H) = C_{HA}$ pour le type A , $C(x_H) = C_{HB}$ pour le type B , $C(x_L) = C_{LA}$ pour le type A , $C(x_L) = C_{LB}$ pour le type B .

Le donateur pourrait plutôt demander un niveau d'effort qui serait acceptable seulement aux gouvernements de type A . Dans ce cas, la contrainte d'incitation des gouvernements de type A , CI_A^E , sera mordante:

$$(p_H - p_L)(Y_H - Y_L) + (\lambda_H - \lambda_L)[T(x_H) - T(x_L)] = C_{HA} - C_{LA}.$$

Par contre, la contrainte d'incitation des gouvernements de type B , CI_B^E , ne le sera pas:

$$C_{HB} - C_{LB} \geq (p_H - p_L)(Y_H - Y_L) + (\lambda_H - \lambda_L)[T(x_H) - T(x_L)].$$

Le donateur va demander le niveau d'effort faible si la proportion de gouvernements de type A n'est pas très élevée. Autrement, il pourrait être préférable pour lui de demander le niveau d'effort élevé.

Ne pourrait-il pas également inciter les gouvernements de type B à faire le niveau d'effort élevé ? Pour qu'il puisse le faire, il faudrait compenser les types B pour le coût C_{HB} , ce qui ne sera pas toujours possible si ce coût est trop élevé et que le donateur a un budget limité. En fait, pour maximiser sa fonction objective, le donateur pourrait proposer un menu de contrats à partir duquel les gouvernements potentiels vont faire leur choix en fonction de leurs caractéristiques. C'est cette option que nous avons analysé dans cette étude.

3.3 Extensions possibles

Regardons maintenant les extensions possibles à ce modèle. Tout d'abord, comment se comparent, du point de vue du donateur, l'aide basée sur l'intrant et l'aide basée sur

le résultat lorsque que les acteurs doivent faire des choix sur plusieurs périodes ? Puis à quoi devrait-on s'attendre s'il existe plusieurs secteurs différents et qu'une allocation sectorielle de l'aide est nécessaire ? Enfin, qu'arrive-t-il lorsqu'il y a des donateurs multiples ? Nous allons brièvement présenter les intuitions que nous avons pour les réponses à ces questions.

3.3.1 L'aide est fournie sur de multiples périodes

Considérons ce qui arrive lorsque le jeu est joué sur plusieurs périodes et que l'aide est fondée sur le résultat. Supposons qu'un bénéficiaire opte pour un niveau d'efficacité faible x_L . Si à la fin de la première période des conditions favorables permettent d'avoir un résultat élevé Y_H , le bénéficiaire va recevoir le transfert d'aide élevé $T(Y_H)$, et va continuer à choisir x_L . Ce processus va continuer jusqu'au jour où se réalise des conditions défavorables et par conséquent un résultat faible Y_L . Inversement, supposons que pour une raison quelconque le bénéficiaire choisit d'entreprendre le niveau d'efficacité élevé x_H dans une période. Si les conditions sont défavorables, alors il obtient un transfert faible $T(Y_L)$ même s'il a été très efficace. Le bénéficiaire aura alors une incitation à revenir au niveau d'efficacité faible, auquel cas nous revenons au problème précédent d'une série de x_L .

Si l'aide est basée sur l'intrant, il faudrait pour que le bénéficiaire joue x_L et obtienne quand même $T(x_H)$ que le donateur se trompe et observe x_H . Et il va continuer à faire le choix du niveau d'efficacité faible jusqu'au jour où le donateur va observer x_L . Inversement, si le bénéficiaire décide soudain de jouer x_H et que le donateur continue de se tromper et observe cette fois x_L , alors il y a de bonnes chances que le gouvernement recommence à jouer x_L .

Dans les deux cas, l'influence des variables aléatoires reste coûteux pour le pays bénéficiaire d'aide, que celle-ci soit basée sur l'intrant ou sur le résultat.

3.3.2 Il y a plus plusieurs secteurs

Supposons qu'il y ait deux secteurs différents, S_1 et S_2 , dans lesquels l'aide peut donner deux résultats, Y_1 et Y_2 . Le donateur doit mettre un «prix» sur chaque résultat. Si le prix est le même pour les deux, alors le problème est le même qu'initialement. Par contre, si les prix diffèrent, le raisonnement change. Dans ce cas, sous l'aide fondée sur le résultat, le transfert au bénéficiaire sera plus élevé si le résultat préféré est réalisé à un niveau élevé. Sous l'aide fondée sur l'intrant, le transfert le plus élevé est fait quand le

donateur observe un niveau d'efficacité élevé de la part du récipiendaire dans le secteur préféré.

Si les préférences du donateur sont différentes des préférences du récipiendaire pour les deux résultats (par exemple, arbitrage entre l'éducation et la santé), alors l'aide altère l'allocation des ressources dans le pays. Par exemple, le gouvernement peut dépenser plus en éducation et moins en santé qu'il aurait préféré, simplement parce que le donateur lui donnera plus pour obtenir des résultats en éducation que pour des résultats en santé.

En outre, si un des deux résultats est plus facilement mesurable alors il se peut que le récipiendaire consacre un effort excessif à celui-ci et un effort insuffisant à l'autre résultat (Holmstrom and Milgrom, 1987).

3.3.3 Il y a des donateurs multiples

Ceci peut créer de nombreuses difficultés. Si différents donateurs attachent des prix différents à des objectifs multiples alors il n'est pas clair de ce qu'est l'allocation qui en résulte. Il faudrait, dans un tel contexte, une coordination adéquate de l'aide et une grande complémentarité comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent.

3.4 Conclusion

Dans ce chapitre, nous nous penchons sur les conditions sous lesquelles l'aide fondée sur des résultats tels que la réduction de la mortalité infantile ou le nombre d'enfants ayant complété l'école primaire, conduirait à de meilleurs résultats que l'aide fondée sur des «intrants» traditionnels financés par les donateurs comme les réformes politiques ou le nombre d'écoles construites. La question est pertinente au vu de la popularité actuelle de l'aide basée sur les résultats depuis la désillusion de la conditionnalité ex-ante traditionnelle. Notre modèle théorique remet en question cette popularité. Nous trouvons que l'aide fondée sur l'intrant est tout aussi profitable que l'aide fondée sur le résultat lorsqu'il y a plusieurs récipiendaires qui valorisent les bons résultats mais diffèrent sur leur efficacité à obtenir des résultats, et qu'il existe une incertitude sur l'observation de cette efficacité ainsi qu'une incertitude sur le lien entre l'intrant recommandé et le résultat.

Nous comprenons l'intuition derrière la popularité de l'aide fondée sur le résultat, surtout lorsque le gouvernement du pays récipiendaire d'aide n'est pas particulièrement bénévole et ne se préoccupe que des transferts d'aide et des coûts liés à l'implémentation d'un intrant. Mais les donateurs font face à des gouvernements multiples qui diffèrent

aussi bien dans la valorisation des bons résultats que dans la capacité qu'ils ont à les atteindre. Il serait très dommageable de ne pas en tenir compte.

Donc, aide basée sur l'intrant ou sur le résultat ? Notre réponse est: cela dépend. L'aide basée sur l'intrant comportent des avantages, elle permet notamment de ne pas passer à côté d'un gouvernement prêt à fournir des efforts importants pour acquiesce de bons résultats, malgré un environnement défavorable. Ainsi, si le gouvernement du pays récipiendaire est bénévole, il s'agit de ne pas pénaliser les populations en fondée l'aide systématiquement sur le résultat.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Janvier 2013. La crise financière qui a débuté avec la crise des subprimes de l'été 2007 continue de sévir. Dans le monde entier, un mot résonne à tous les niveaux, dans tous les secteurs: emploi. La priorité de cette seconde décennie du 21^e siècle est la création d'emplois pour venir à bout de la crise, de se remettre de la dernière récession et d'éviter de plonger dans une nouvelle.

Ce contexte économique qui présente des niveaux élevés de chômage, une inflation difficile à contrôler, des contraintes budgétaires très serrées, un appauvrissement des populations et tout ce qui entoure une économie à redresser d'urgence, ce contexte là est vécu depuis plusieurs décennies au moins par de nombreux pays appelés aujourd'hui pays en développement. Dans certains cas, comme celui des pays de l'Afrique Subsaharienne, cette situation perdure depuis que ceux-ci ont gagné leurs indépendances au début des années 60.

Ainsi, pour accompagner le décollage économique tant souhaité par les pays pauvres, l'aide internationale a été organisée, autant de façon bilatérale entre pays donateurs et pays récipiendaires que de façon multilatérale à travers des institutions et organismes spécialisés.

Cependant, un demi-siècle plus tard, de nombreux auteurs reconnaissent que l'aide internationale a été un échec. À l'exception de quelques "miracles de l'aide" tels que les Quatre dragons d'Asie (Corée du Sud, Hong Kong, Singapour, Taïwan), nombreuses sont les populations dans le monde qui attendent encore aujourd'hui le développement promis. Cette thèse tente de donner un éclairage supplémentaire sur les dysfonctionnements de l'aide internationale en analysant: les déterminants de l'aide humanitaire dans une première partie; l'allocation sectorielle de l'aide étrangère depuis le début des années 70 dans une seconde partie; enfin la conditionnalité de l'aide à travers les stratégies d'aide sur la base des intrants (tels que le nombre d'écoles construites) versus sur la base des résultats (tels que le nombre d'enfants scolarisés), cette dernière étant aujourd'hui privilégiée.

Dans notre premier chapitre, notre principale question de recherche est la suivante: les donateurs d'aide d'urgence se comportent-ils différemment lorsqu'une catastrophe est de type naturel de lorsqu'elle est causée par la main de l'homme ? Nous analysons le cas de deux types de donateurs : d'abord les gouvernements, ensuite les individus et organismes privés. Les résultats de nos estimations empiriques montrent qu'au niveau des gouvernements donateurs, les montants des dons sont significativement plus élevés lors des urgences complexes que lors des catastrophes naturelles, et même lors des urgences non complexes. L'aide humanitaire bilatérale privilégie donc les urgences complexes causées par la main de l'homme et comportant des entraves politiques et militaires. Par contre l'aide humanitaire privée privilégie les désastres naturels indépendants de la volonté humaine. Cependant, les urgences complexes (crise du Darfour) sont quand même significativement privilégiées par les dons privés par rapport aux urgences non complexes (crise alimentaire en Afrique de l'Est).

Dans le second chapitre, nous analysons l'allocation inter-sectorielle de l'aide étrangère avec une attention particulière portée sur la similitude des choix des donateurs dans le temps. En d'autres termes, y a-t-il une certaine coordination entre les donateurs ? La littérature sur l'aide étrangère a souvent conclu à un manque de coordination entre les donateurs (William, 2008; Kasuga, 2008). Nos résultats montrent qu'il y a bel et bien coordination entre les donateurs dans l'allocation inter-sectorielle de l'aide à travers le temps. Nous remarquons qu'ils favorisent en majorité un secteur ou un groupe de secteurs spécifiques pendant quelques années, pour ensuite passer à un nouveau groupe pour une autre période de temps, délaissant ainsi les anciens secteurs privilégiés pour les nouveaux. Nos estimations empiriques confirment cette similitude dans les choix sectoriels des donateurs d'aide étrangère. Mais quelle est la ou les raisons derrière cette coordination ? Nous ne le savons pas. Par contre, il y a peu de chances qu'elle se fasse dans un objectif d'efficacité, vu que les donateurs semblent porter leurs choix généralement sur les mêmes secteurs au même moment et ce, quels que soient les besoins des bénéficiaires.

Dans le troisième et dernier chapitre, nous nous penchons sur les conditions sous lesquelles l'aide fondée sur des résultats tels que la réduction de la mortalité infantile ou le nombre d'enfants ayant complété l'école primaire, conduirait à de meilleurs résultats que l'aide fondée sur des «intrants» traditionnels financés par les donateurs comme les réformes politiques ou le nombre d'écoles construites. La question est pertinente au vu de la popularité actuelle de l'aide basée sur les résultats depuis la désillusion de la conditionnalité ex-ante traditionnelle. Cependant, malgré le débat sur la meilleure stratégie à adopter, nous trouvons que, du point de vue du donateur, l'aide fondée sur

l'intrant est tout aussi profitable que l'aide fondée sur le résultat.

Ces trois chapitres expliquent donc que l'aide humanitaire bilatérale est particulièrement privilégiée lorsque l'urgence est liée à des situations politiques et militaires; qu'il existe dans l'allocation inter-sectorielle de l'aide une certaine coordination qui elle-même ne favorise pas l'efficacité; et que l'aide basée sur les intrants, bien que moins populaire, est somme toute tout aussi bénéfique que celle basée sur les résultats, stratégie plus populaire.

Pour offrir une aide plus efficace qui tendrait à aboutir vers les objectifs du millénaire, les pays donateurs devraient faire plus d'efforts pour que l'aide converge réellement vers les besoins des populations récipiendaires qui en ont le plus besoin, pour que celles-ci puissent en bénéficier. Pour l'heure, les considérations politiques dominent à tous les niveaux.

Appendix A

ANNEXE: SUR LES DÉTERMINANTS DE L'AIDE HUMANITAIRE

A.1 Sources des données et liste des donateurs

Table A.1: Source des données

Variable	Source
Année de l'urgence	Financial Tracking Service (FTS) – United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UNOCHA)
Type d'urgence	FTS – UNOCHA
Montant du don	FTS – UNOCHA
Pays bénéficiaire	FTS – UNOCHA
Pays donateur	FTS – UNOCHA
Statut de la contribution	FTS – UNOCHA
Cycle politique (Cycle des élections pour le pouvoir exécutif)	The World Factbook - Central Intelligence Agency (CIA)
Couleur politique (Droite si pas de démocratie) (Si démocratie, couleur du parti au pouvoir)	The World Factbook – CIA
Langue parlée	The World Factbook – CIA
Nombre d'années en tant que colonie	The World Factbook – CIA
Indice de corruption (Corruption Perceptions Index - CPI)	Transparency International
Échanges commerciaux par année (Exportations et Importations)	United Nations Commodity Trade (UN Comtrade) Statistics Database
Nombre de touristes par année	System of Tourism Satellite (STS) - United Nations World Tourism Organization (UNWTO)
Distance géographique entre deux pays (Entre les capitales)	Distance calculator - Time and Date
Aide au développement (Official Development Assistance - ODA)	Credit Reporting System (CRS) – Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD) and World Bank
Parité du pouvoir d'achat	Penn World Tables

Table A.2: Sites web des sources des données

Nom de la source	Site web de la source
FTS – UNOCHA	http://fts.unocha.org/
The World Factbook – CIA	https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/index.html
Transparency International	http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi
UN Comtrade Statistics Database	http://comtrade.un.org/
STS – UNWTO	http://statistics.unwto.org/en/content/system-tourism-statistics-sts
Distance calculator - Time and Date	http://www.timeanddate.com/worldclock/distance.html
CRS – OECD and World Bank	http://www.oecd.org/document/0/0,2340,en_2649_34447_37679488_1_1_1_1,00.html

Table A.3: Liste des donateurs

PRINCIPAUX PAYS DONATEURS :
Allemagne
Arabie Saoudite
Danemark
États-Unis
Japon
Pays-Bas
Royaume-Uni
Suède
Suisse
DIVERS :
Autres pays donateurs :
Australie
Belgique
Canada
Chine
Commission Européenne
Émirats Arabes Unies
Finlande
France
Irlande
Italie
Norvège
Turquie
Autres pays non spécifiés
Revenus non spécifiés
Autres revenus
Allocations par l'ONU de fonds non spécifiés
TRANSFERTS PRIVÉS

Source : OCHA – FTS.

A.2 Statistiques descriptives - Corrélations

Table A.4: Corrélations de l'aide bilatérale d'urgence avec les autres variables

	Aide d'urgence	Type	Année	Réципиendaire	Donateur	Colonie	Cycle	Couleur	Corruption
Aide d'urgence	1,000								
Type d'urgence	-0,015	1,000							
Année	0,054	0,085	1,000						
Réципиendaire	0,151	0,015	0,080	1,000					
Donateur	0,147	0,007	0,096	-0,026	1,000				
Colonie	0,002	-0,011	0,033	-0,057	0,078	1,000			
Cycle	-0,047	0,009	0,104	-0,026	0,098	-0,012	1,000		
Couleur	0,128	-0,024	0,074	0,072	0,194	0,013	-0,190	1,000	
Corruption	-0,034	-0,017	0,015	0,083	0,117	-0,038	0,052	-0,027	1,000
PPP	-0,007	-0,024	-0,036	0,086	0,015	-0,010	0,021	-0,024	0,067
Tourisme	0,047	-0,003	-0,023	0,364	0,043	0,005	-0,018	0,023	0,235
Commerce	0,043	-0,011	0,027	0,095	0,138	0,116	-0,053	0,150	0,176
Langue	0,004	0,006	0,026	-0,134	-0,015	0,201	-0,029	0,102	-0,073
Distance	0,041	-0,018	-0,040	0,082	-0,037	-0,031	-0,057	0,213	0,020
PIB per Capita	0,118	0,014	0,054	-0,026	0,352	0,001	0,055	0,080	0,067
Population Donateur	0,174	0,015	0,051	0,032	0,301	0,035	-0,107	0,443	0,051
Aide au développement	0,261	-0,004	0,146	0,009	0,523	0,078	-0,158	0,545	0,057
Aide des autres	0,020	-0,044	0,147	0,402	-0,025	-0,037	-0,008	0,024	-0,153
	PPP	Tourisme	Commerce	Langue	Distance	PIB per Cap.	Pop. Don.	Aide au dév.	Aide autres
PPP	1,000								
Tourisme	0,175	1,000							
Commerce	0,051	0,233	1,000						
Langue	-0,023	-0,071	0,009	1,000					
Distance	-0,053	0,037	0,038	0,061	1,000				
PIB per Capita	0,008	0,008	0,127	0,066	0,256	1,000			
Population Donateur	-0,003	0,023	0,271	0,030	0,279	0,138	1,000		
Aide au développement	-0,010	0,020	0,305	0,051	0,310	0,585	0,973	1,000	
Aide des autres	-0,016	0,087	-0,064	-0,034	-0,102	0,075	-0,133	-0,167	1,000

Table A.5: Corrélations de l'aide privée d'urgence avec les autres variables

	Aide d'urgence	Type d'urgence	Année	Réципиendaire	Donateur	Colonie	Cycle	Couleur	Corruption
Aide d'urgence	1,000								
Type d'urgence	-0,119	1,000							
Année	0,040	0,086	1,000						
Réципиendaire	0,102	0,009	0,014	1,000					
Donateur	0,174	-0,006	0,094	0,000	1,000				
Colonie	-0,010	-0,005	0,025	-0,061	0,134	1,000			
Cycle	-0,011	0,007	-0,148	0,007	-0,091	-0,048	1,000		
Couleur	0,151	0,088	0,043	-0,010	0,090	-0,089	-0,134	1,000	
Corruption	-0,041	-0,067	-0,029	0,065	0,012	-0,042	0,024	-0,008	1,000
PPP	-0,014	-0,013	0,052	0,109	0,024	-0,014	-0,028	-0,015	0,100
Tourisme	0,032	0,017	-0,075	0,491	-0,007	-0,039	-0,001	-0,005	0,225
Commerce	0,022	0,025	0,038	0,031	0,075	0,054	0,014	0,120	0,143
Langue	0,007	-0,002	-0,013	-0,114	-0,032	0,261	0,044	0,051	0,000
Distance	0,098	-0,016	-0,051	0,015	-0,060	-0,031	0,030	0,240	0,045
PIB per Capita	0,147	-0,078	0,007	-0,011	0,276	-0,011	0,121	-0,129	-0,040
Population Donateur	0,130	0,095	0,002	-0,009	0,095	-0,012	-0,074	0,410	0,036
Aide au développement	0,219	0,091	0,318	0,009	0,340	0,005	0,088	0,399	-0,027
Aide des autres	0,026	-0,124	0,079	0,269	-0,027	-0,039	-0,025	-0,059	-0,074
	PPP	Tourisme	Commerce	Langue	Distance	PIB per Cap.	Pop. Don.	Aide au dév.	Aide autres
PPP	1,000								
Tourisme	0,246	1,000							
Commerce	0,054	0,097	1,000						
Langue	-0,029	-0,069	0,009	1,000					
Distance	-0,084	-0,017	-0,033	0,147	1,000				
PIB per Capita	0,019	-0,023	0,050	0,059	0,167	1,000			
Population Donateur	-0,004	-0,023	0,109	0,003	0,203	-0,278	1,000		
Aide au développement	0,027	-0,022	0,151	-0,006	0,196	0,188	0,625	1,000	
Aide des autres	-0,019	0,108	-0,047	-0,016	-0,112	0,091	-0,116	-0,143	1,000

Appendix B

ANNEXE: LE PARADOXE DE LA COORDINATION

B.1 Liste des donateurs et allocation géographique

Table B.1: Liste des donateurs

Pays membres du Comité de l'Aide au Développement (CAD) :
Autriche
Belgique
Danemark
France
Allemagne
Italie
Pays-Bas
Norvège
Portugal
Suède
Suisse
Royaume-Uni
Finlande
Irlande
Luxembourg
Grèce
Espagne
Canada
États-Unis
Japon
Australie
Nouvelle-Zélande
Organisations Multilatérales :
Banque Mondiale
Banque Interaméricaine de Développement
Banque Interaméricaine de Développement, Fonds spécial d'opération
Banque Africaine de Développement
Fonds Africain de Développement
Banque Asiatique de Développement
Fonds Asiatique de Développement
Communautés Européennes
Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)
Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)
Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP)
Fonds International de Développement Agricole (FIDA)
Fonds Mondial de la Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme

B.2 Allocation inter-sectorielle - Figures

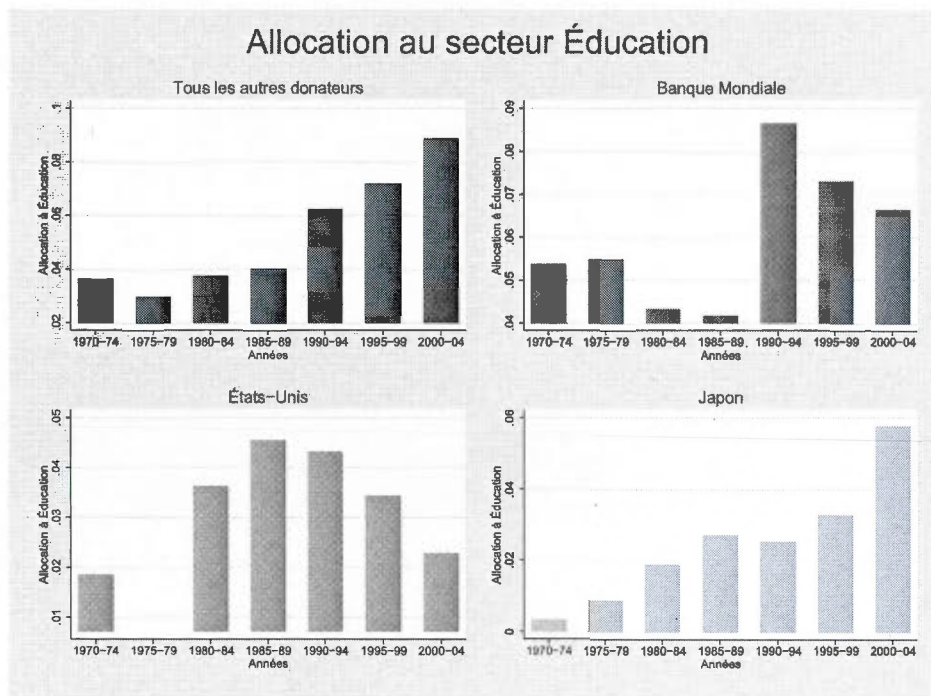


Figure B.1: Allocation au secteur Éducation entre 1973 et 2004

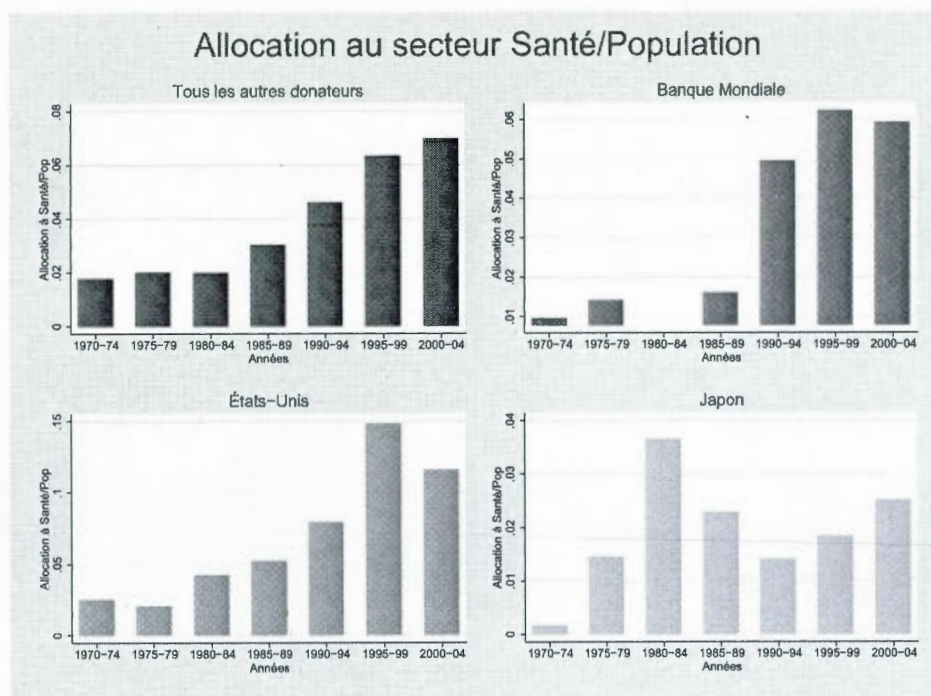


Figure B.2: Allocation au secteur Santé/Population entre 1973 et 2004

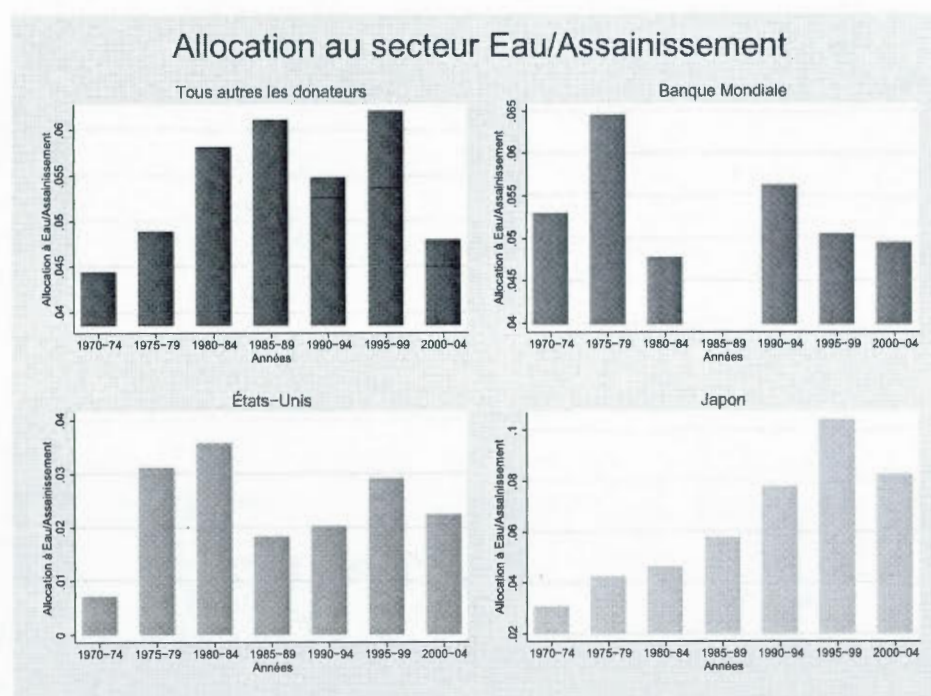


Figure B.3: Allocation au secteur Eau/Assainissement entre 1973 et 2004

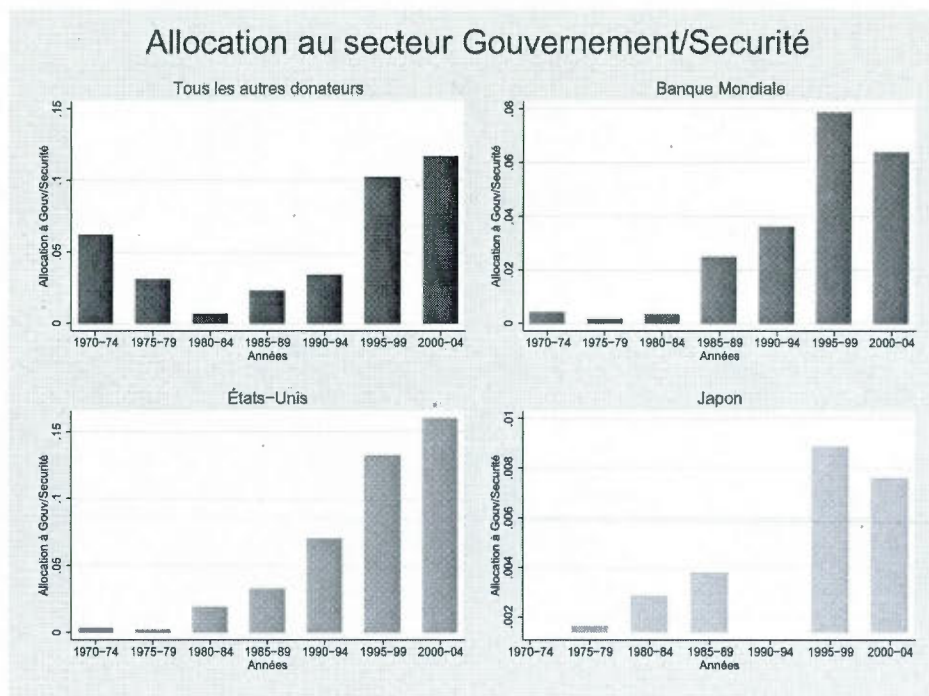


Figure B.4: Allocation au secteur Gouvernement/Sécurité entre 1973 et 2004

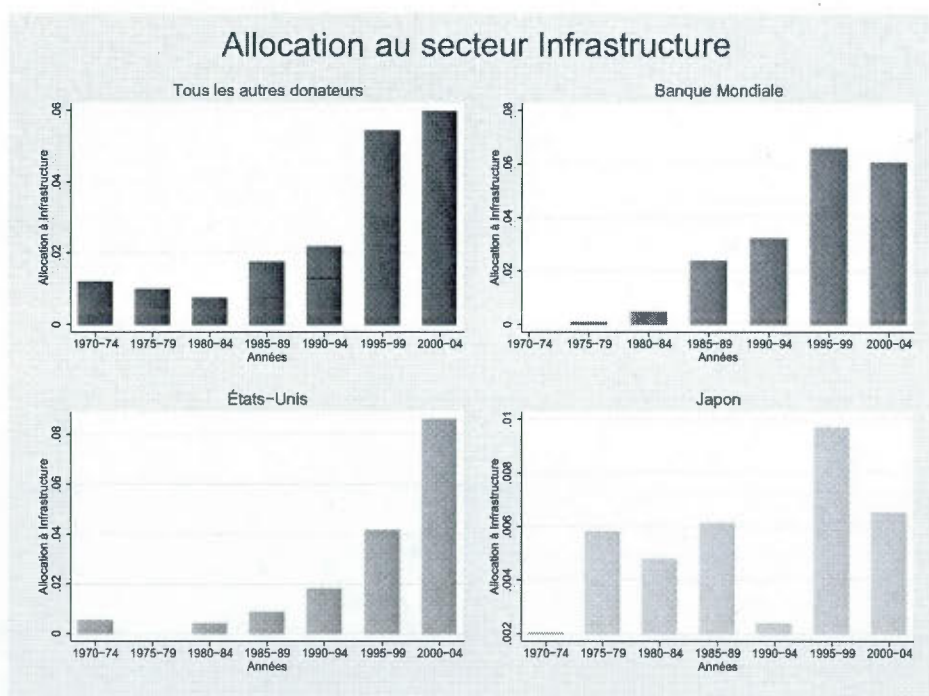


Figure B.5: Allocation au secteur Infrastructure entre 1973 et 2004

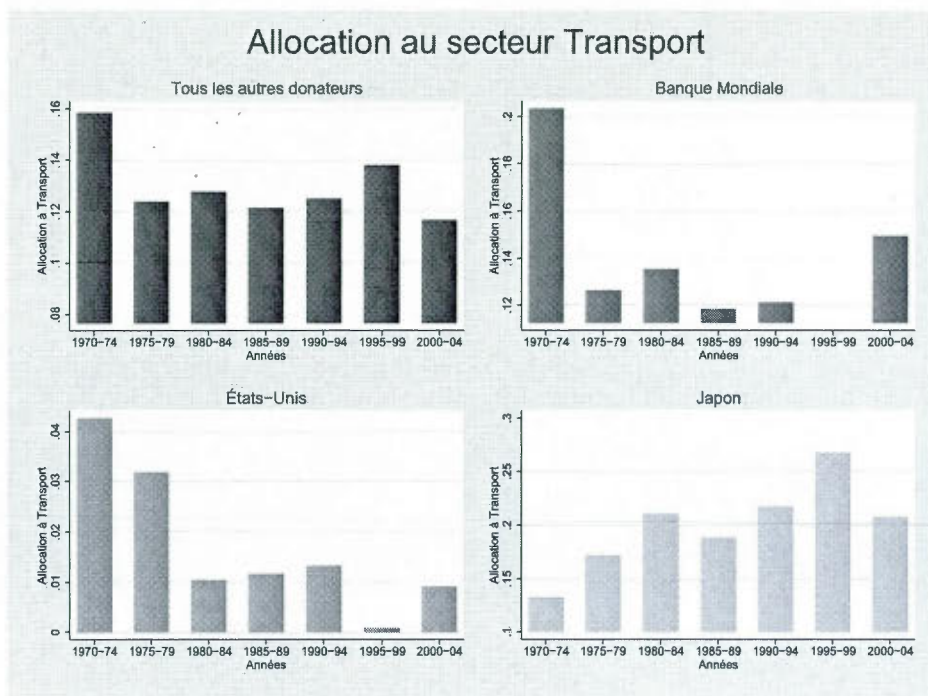


Figure B.6: Allocation au secteur Transport entre 1973 et 2004

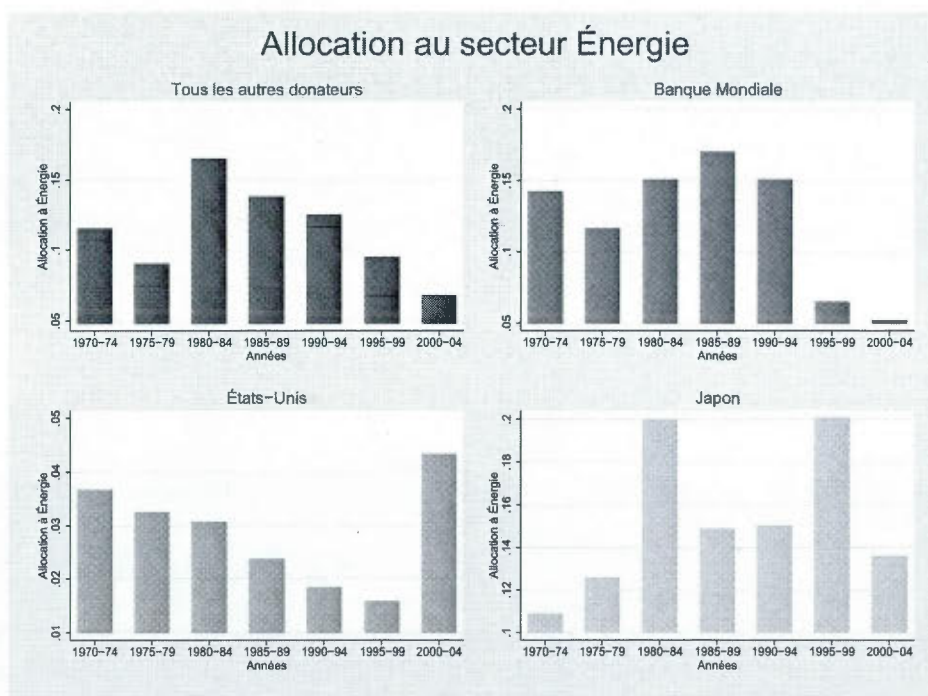


Figure B.7: Allocation au secteur Énergie entre 1973 et 2004

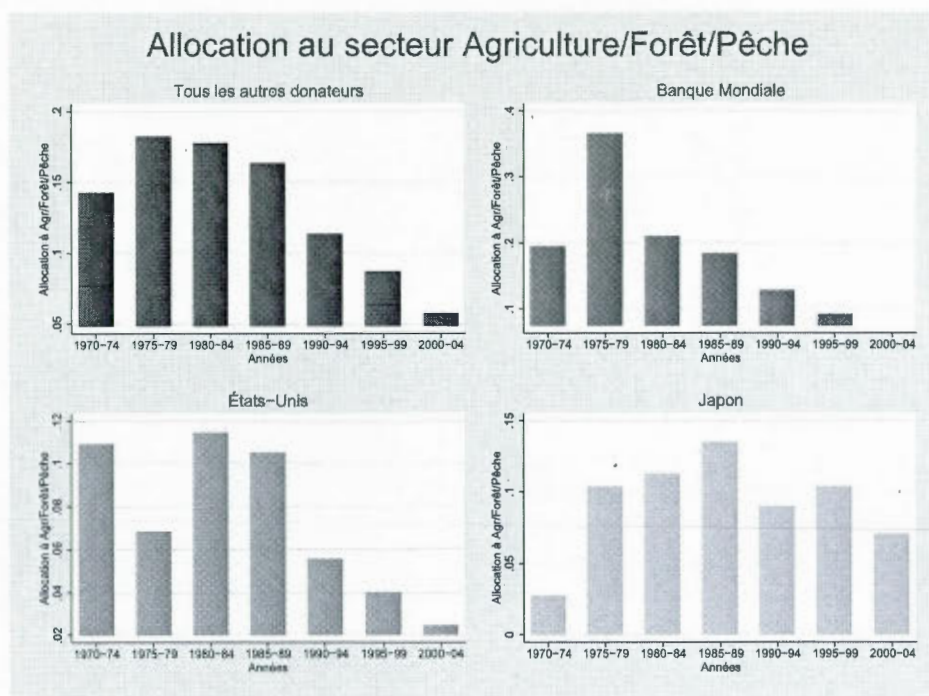


Figure B.8: Allocation au secteur Agriculture/Forêt/Pêche entre 1973 et 2004

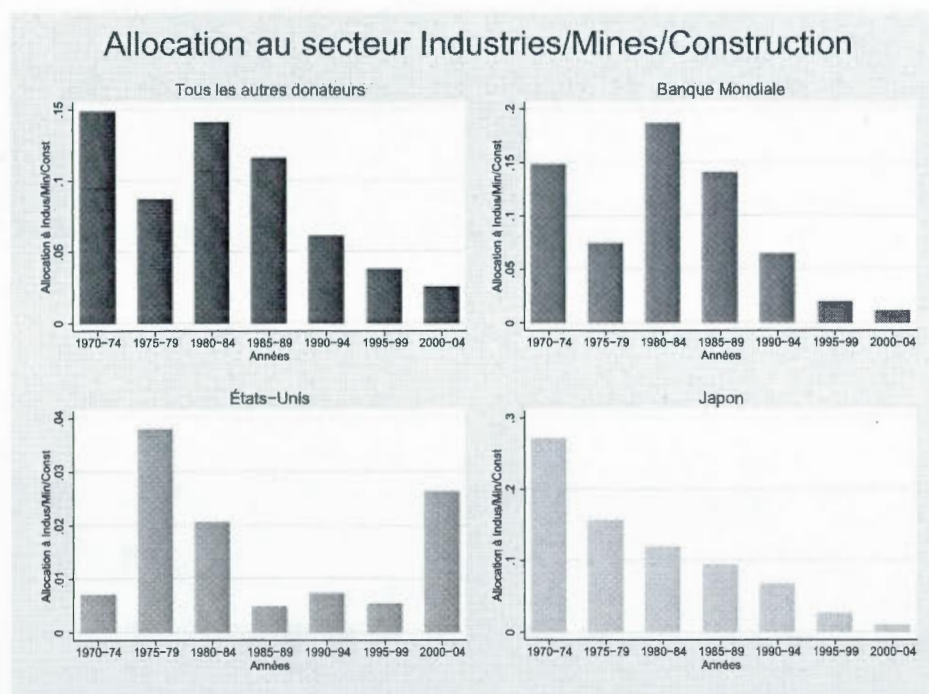


Figure B.9: Allocation au secteur Industries/Mines/Construction entre 1973 et 2004

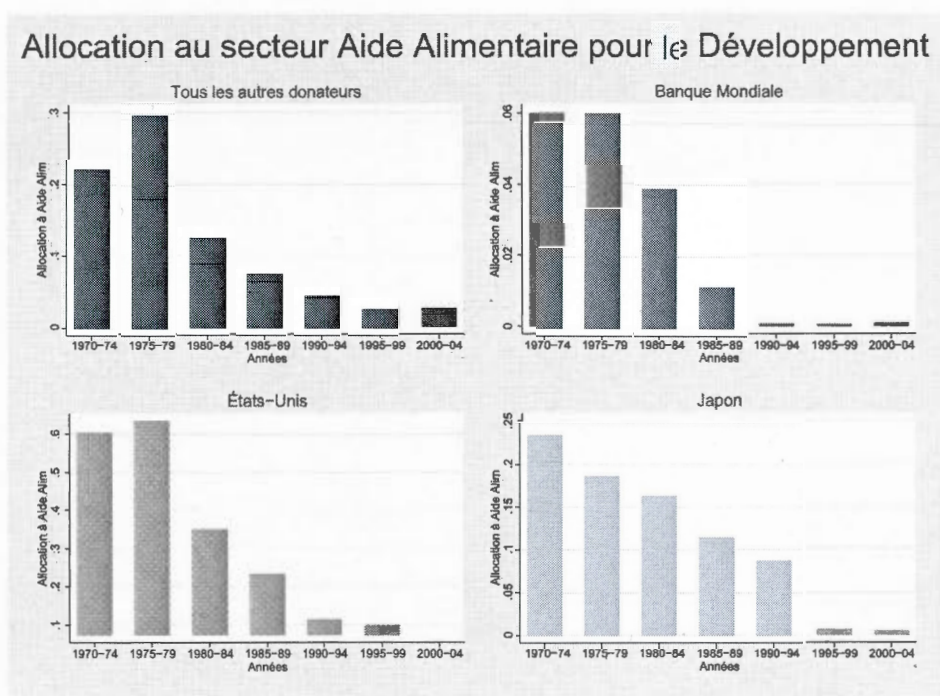


Figure B.10: Allocation au secteur Aide Alimentaire pour le Dév. entre 1973 et 2004

B.3 Aperçu de la base de données

BIBLIOGRAPHIE

- [1] Acharya, A., De Lima, A. F. et Moore, M. (2003). "Proliferation and Fragmentation: Transactions Costs and the Value of Aid". *The Journal of Development Studies*, 42 (1), 1-42.
- [2] Adam, C., Chambas, G., Guillaumont, P., Jeanneney, S. G., and Gunning, J. W. (2004). "Performance-Based Conditionality: A European Perspective". *World Development*, 32 (6), 1059-1070.
- [3] Alesina, A. et Dollar, D. (2000). "Who Gives Foreign Aid to Whom and Why?". *Journal of Economic Growth*, 5, 33-63.
- [4] Angeles, L. et Neanidis, K. C. (2006). "Aid Effectiveness: The Role of the Local Elite". Centre for Growth and Business Cycle Research Discussion Paper Series 80, Economics, The University of Manchester.
- [5] Anwar, M. et Michaelowa, K. (2006). "The Political Economy of US Aid to Pakistan". *Review of Development Economics*, 10 (2), 195-209.
- [6] Azam, J.-P., Devarajan, S. et O'Connell, S. A. (2002). "Equilibrium Aid Dependence". Unpublished manuscript, University of Toulouse.
- [7] Barder, O. and Birdsall, N. (2006). "Payments for Progress: A Hands-Off Approach to Foreign Aid". CGD Working Paper #102, Center for Global Development.
- [8] Barrett, C. B. (1998). "Food Aid: Is It Development Assistance, Trade Promotion, Both, or Neither?". *American Journal of Agricultural Economics*, 80 (3), 566-571.
- [9] Barrett, C. B. (2001). "Does Food Aid Stabilize Food Availability?". *Economic Development and Cultural Change*, 49 (2), 335-349.

- [10] Berthélemy, J-C. (2006). "Bilateral Donors' Interest versus Recipients' Development Motives in Aid Allocation: Do all Donors Behave the Same?". *Review of Development Economics*, 10 (2), 179-194.
- [11] Birdsall, N., Claessens, S. et Diwan, I. (2003). "Policy Selectivity Forgone: Debt and Donor Behavior in Africa". *World Bank Economic Review*, 17, 409-436.
- [12] Birdsall, N. et Vaishnav, M. (2005). "Education and the MDGs: Realizing the Millenium Compact". *Journal of International Affairs*, 58 (2), 257-266.
- [13] Brautigam, D. (2000). "Aid Dependence and Governance". Stockholm: Almqvist & Wiksell International.
- [14] Brook, P. and Smith, S. (eds.) (2001). *Contracting for public services: output-based aid and its applications*. Washington, The World Bank, 122 p.
- [15] Burnside, C. et Dollar, D. (2000). "Aid, Policies and Growth". *American Economic Review*, 90, 847-868.
- [16] Canning, D. et Bennathan, E. (2000). "The Social Rate of Return on Infrastructure Investments". Policy Research Working Paper Series. Washington DC: The World Bank.
- [17] CARE Canada (2005), Rapport Annuel 2005.
- [18] Casella, A. et Eichengreen, B. (1996). "Can Foreign Aid Accelerate Stabilization?". *The Economic Journal*, 106 (436), 605-619.
- [19] Cassen, R. (1986). "Does Aid Work?". Oxford University Press.
- [20] Chauvet, L. et Guillaumont, P. (2001). "Aid and Performance: A Reassessment". *Journal of Development Studies*, 37 (6), 66-92.
- [21] Chauvet, L., et Guillaumont, P. (2002). "Aid and Growth Revisited: Policy, Economic Vulnerability and Political Instability". Paper presented at the Annual Bank Conference on Development Economics: Towards Pro-Poor Policies, Oslo.
- [22] Clemens, M. A., Radelet, S. et Bhavnani, R. (2004). "Counting Chickens when They Hatch: the Short-term Effect of Aid on Growth". Center for Global Development Working Paper, No. 44.
- [23] Collier, P., et Dehn, J. (2001). "Aid, Shocks, and Growth". Working Paper No. 2688, World Bank.

- [24] Collier, P., et Dollar, D. (2002). "Aid Allocation and Poverty Reduction". *European Economic Review*, 46 (8), 1475-1500.
- [25] Collier, P. et Hoeffler A. (2002). "Aid, Policy and Growth in Post-Conflict Societies". Policy Research Working Paper 2902, World Bank, Washington D.C.
- [26] Cordella, T. et Dell'Araccia, G. (2003). "Budget Support versus Project Aid". International Monetary Fund Working Paper WP/03/88.
- [27] Dalgaard, C.-J., Hansen, H. et Tarp, F. (2004). "On the Empirics of Foreign Aid and Growth". *Economic Journal*, 114 (496), 191-216.
- [28] Dalgaard, C.-J. (2008). "Donor Policy Rules and Aid Effectiveness". *Journal of Economic Dynamics and Control*, Elsevier, 32 (6), 1895-1920.
- [29] DeLong, J. B. et Eichengreen, B. (1993). "The Marshall Plan: History's Most Successful Structural Adjustment Program". NBER Working Paper No. W3899.
- [30] Dollar, D. et Levin, V. (2006). "The Increasing Selectivity of Foreign Aid, 1984-2003". *World Development* 34 (12): 2034-2046.
- [31] Doucouliagos, H. et Paldam, M. (2005). "The Aid Effectiveness Literature: The Sad Results of 40 Years of Research". Department of Economics Working Paper No 2005-15. University of Aarhus.
- [32] Dreher, A., Nunnenkamp P., et Thiele, R. (2006a). "Does Aid for Education Educate Children? Evidence from Panel Data". Working papers 06-146, KOF Swiss Economic Institute, ETH Zurich.
- [33] Dreher, A., Nunnenkamp P. et Thiele, R. (2006b). "Sectoral Aid Priorities: Are Donors Really Doing Their Best to Achieve the Millennium Development Goals?". Working Paper 1266. Kiel Institute for the World Economy, Kiel.
- [34] Easterly, W., Levine, R. et Roodman, D. (2004). "Aid, Policies and Growth: Comment". *American Economic Review*, 94 (3), 774-780.
- [35] Easterly, W. (2005). "How to Assess the Needs for Aid? The Answer: Don't Ask". New York University Development Research Institute, Working Paper No. 18.
- [36] Eichler, R., Auxila, P., Antoine, U. et Desmangles, B. (2007). "Performance-Based Incentives for Health: Six Years of Results from Supply-Side Programs in Haiti". CGD Working Paper #121, Center for Global Development.

- [37] Eifert, B. et Gelb, A. (2005). "Improving the Dynamics of Aid: Towards More Predictable Budget Support". No. 3732, Policy Research Working Paper Series from The World Bank.
- [38] Eisesensee, T. et Strömberg, D. (2007). "News Droughts, News Floods, and U.S. Disaster Relief". *Quarterly Journal of Economics*, 122 (2), 693-728.
- [39] Emergency Events Database (EM-DAT). L'adresse du site internet: <http://www.em-dat.net/>
- [40] Fleck, R. K. et Kilby, C. (2006). "How Do Political Changes Influence US Bilateral Aid Allocations ? Evidence from Panel Data". *Review of Development Economics*, 10 (2), 210-223.
- [41] Glassman, A., Todd, J. et Gaarder, M. (2007). "Performance-Based Incentives for Health: Conditional Cash Transfer Programs in Latin America and the Caribbean". CGD Working Paper #120, Center for Global Development.
- [42] Gomanee, K., Girma, S. et Morrissey, O (2002). "Aid and Growth in Sub-Saharan Africa: Accounting for Transmission Mechanisms". Centre for Research in Economic Development and International Trade, Research Paper No. 02/05, University of Nottingham.
- [43] Grootaert, C. et Kanbur, R. (1995). "Child Labor : A Review". World Bank Policy Research Working Paper No. 1454.
- [44] Guillaumont, P. et Laajaj, R. (2006). "When Instability Increases the Effectiveness of Aid Projects". Policy Research Working Paper Series 4034, The World Bank.
- [45] Gupta, S., Clements, B., Pivovarsky, A. et Tiongson, E.R. (2003). "Foreign Aid and Revenue Response: Does the Composition of Aid Matter?". International Monetary Fund Working Paper WP/03/176.
- [46] Halonen-Akatwijuka, M. (2004). "Coordination Failure in Foreign Aid". Policy Research Working Paper Series 3223, The World Bank.
- [47] Hansen, H., et Tarp, F. (2001). "Aid and Growth Regressions". *Journal of Development Economics*, 64 (2), 547-570.
- [48] Harms, P. et Lutz, M. (2004). "The Macroeconomic Effects of Foreign Aid: A Survey". University of St. Gallen, Discussion Paper No. 2004-11.

- [49] Headey, D. (2005). "Foreign Aid and Foreign Policy: How Donors Undermine the Effectiveness of Overseas Development Assistance". CEPA Working Papers Series WP052005, School of Economics, University of Queensland, Australia.
- [50] Headey, D. D., Rao, D. S. P. et Duhs, A. (2004). "All the Conditions of Effective Foreign Aid". School of Economics, The University of Queensland, Centre for Efficiency and Productivity Analysis (CEPA) Working Paper WP04/2004.
- [51] Holmstrom, B. et Milgrom, P. (1987). "Aggregation and Linearity in the Provision of Intertemporal Incentives". *Econometrica*, 22(4), 375-88.
- [52] Hudson, J., et Mosley, P. (2001). "Aid, Policies and Growth: In Search of the Holy Grail". *Journal of International Development*, 13 (7), 1023-1038.
- [53] International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (2006). "World Disasters Report - Focus on Neglected Crises".
- [54] Isenman, P. et Ehrenpreis, D. (2003). Results of the OECD DAC/Development Centre Experts' Seminar on "Aid Effectiveness and Selectivity: Integrating Multiple Objectives into Aid Allocations". *DAC Journal*, 4 (3), 7-25.
- [55] Kasuga, (2007). "The Millennium Development Goals and Aid Allocation: Which Donors Give High-Quality Aid?". RIETI Discussion Paper Series 07-E-050.
- [56] Kasuga, (2008). "Aid Allocation Across Sectors: Does Aid Fit Well with Recipients' Development Priorities?". RIETI Discussion Paper Series 08-E-039.
- [57] Knack, S. (2001). "Aid Dependence and the Quality of Governance: Cross Country Empirical Tests". *Southern Economic Journal*, 68 (2), 310-329.
- [58] Knack, S. et Rahman, A. (2007). "Donor Fragmentation and Bureaucratic Quality in Aid Recipients". *Journal of Development Economics*, Elsevier, 83 (1), 176-197.
- [59] Koeberle, S. G. (2003). "Should Policy-Based Lending Still Involve Conditionality?". *The World Bank Research Observer*, 18 (2), 249-273.
- [60] Kothari, U. (2005). "A Radical History of Development Studies". New York: Palgrave.
- [61] Lahiri, S. et Raimondos-Møller, P. (2004). "Donor Strategy under the Fungibility of Foreign Aid". *Economics and Politics*, 16 (2), 213-231.

- [62] Mavrotas, G. (2003). "Which Types of Aid Have the Most Impact?". Discussion Paper WPD 2003/85. WIDER, Helsinki.
- [63] McGillivray, M., Feeny, S., Hermes, N. et Lensink, R. (2005). "It Works; It Doesn't; It Can, But That Depends. 50 Years of Controversy over the Macroeconomic Impact of Development Aid". Research Paper 2005/54, United Nations University WIDER, Helsinki.
- [64] Michaelowa, K., et Weber, A. (2006). "Aid Effectiveness Reconsidered - Panel Data Evidence for the Education Sector". HWWA Discussion Paper 264, revised.
- [65] Miquel-Florensa, J. M. (2007). "Aid Effectiveness: A Comparison of Tied and Untied Aid". Department of Economics, York University.
- [66] Morss, E. R. (1984). "Institutional Destruction Resulting from Donor and Project Proliferation in Sub-Saharan African Countries". *World Development*, 12 (4), 465-470.
- [67] Mosley, P., Hudson, J. et A. Verschoor (2004). "Aid, Poverty Reduction, and the 'New Conditionality'". *The Economic Journal*, 114 (496), (June): F217-F243.
- [68] Myrdal, G. (1968). "Asian Drama: An Inquiry into the Poverty of Nations". London, Allen Lane, Penguin Press.
- [69] Neumayer, E. (2005). "Is the Allocation of Food Aid Free from Donor Interest Bias?". *Journal of Development Studies*, 41 (3), pp. 394-411.
- [70] OCHA, "Financial Tracking Service (FTS)". L'adresse du site internet: <http://ocha.unog.ch/fts/reporting/reporting.asp>.
- [71] Pallage, S., Robe, M. A. et Bérubé, C. (2004). "On the Potential of Foreign Aid as Insurance". Cahier de recherche 0404, CIRPEE.
- [72] Pettersson, J. (2006). "Foreign Sectoral Aid Fungibility, Growth and Poverty Reduction". Paper presented at the WIDER Conference on Aid: Principles, Policies and Performance, 16-17 June 2006.
- [73] Reinikka, R. Svensson, J. (2007). "Working for God? Evidence from a Change in Financing of not-for-profit Health Care Providers in Uganda". Seminar Paper No. 754.

- [74] Roodman, D. (2006). "An Index of Donor Performance". Center for Global Development Working Paper Number 67.
- [75] Russell, A. (2000). "Big Men, Little People: The Leaders who Defined Africa". New York, New York University Press.
- [76] Sawada, Y., Yamada, H. et Kurosaki, T. (2007). "Is Aid Allocation Consistent with Global Poverty Reduction? A Cross-Donor Comparison". Presented at RIETI International Workshop on Economics of Foreign Aid, July 2nd.
- [77] Scholl, A. (2006). "Aid Effectiveness and Limited Enforceable Conditionality". 2006 Meeting Papers 292, Society for Economic Dynamics.
- [78] Schultz, T. W. (1960). "Value of U.S. Farm Surpluses to Underdeveloped Countries". *Journal of Farm Economics*, 42 (5), 1019-1030.
- [79] Sen, S. R. (1960). "Impact and Implications of Foreign Surplus Disposal on Underdeveloped Economies. The Indian Perspective". *Journal of Farm Economics*, 42 (5), 1031-1042.
- [80] Shepherd, G. (2002). "Delivering Project Aid in Old and New Ways: Institutions Matter". Workshop on Output-Based Aid, World Bank and Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), Frankfurt am Main, January 24-25, 2002.
- [81] Strömberg, D. (2007). "Natural Disasters, Economic Development, and Humanitarian Aid". *Journal of Economic Perspectives*, 21 (3), 199-222.
- [82] Svensson, J. (2000a). "Foreign Aid and Rent-Seeking". *Journal of International Economics*, 51 (2), pp 437-461.
- [83] Svensson, J. (2000b). "When is Foreign Aid Policy Credible? Aid Dependence and Conditionality". *Journal of Development Economics*, 61 (1), pp. 61-84.
- [84] Svensson, J. (2003). "Why Conditional Aid Does Not Work and What Can Be Done About It?". *Journal of Development Economics*, 70 (2), pp. 381-402.
- [85] Tavares, J. (2003). "Does Foreign Aid Corrupt?". *Economics Letters*, 79 (1), 99-106.
- [86] UNICEF (2006). Rapport Annuel 2006.
- [87] United Nations, (2005). "In Larger Freedom: Towards Security, Development and Human Rights for All". Report of the Secretary-General of the United Nations for Decision by Heads of State and Government in September 2005.

- [88] United Nations, (2008). "The Millenium Development Goals Report 2008".
- [89] UN Millenium Project, (2005). "Investing in Development: A Practical Plan to Achieve the Millenium Development Goals". Report to the UN Secretary-General.
- [90] White, H. (1998). "Aid and Macroeconomic Performance: Theory, Empirical Evidence and Four Country Studies". Houndmills, Basingstoke: Macmillan Press.
- [91] William, J. (2008). "Conditioning Aid on Social Expenditures". *Economics & Politics*, 20 (1), 125-140.
- [92] Wolf, S. (2006). "Aid and Public Expenditure in Africa: Does Aid Increase the Efficiency of Public Service Delivery?". Paper presented at the WIDER Conference on Aid: Principles, Policies and Performance, 16-17 June 2006.